

2026-00108301	0476286331	2025	EUR	25.0.11	m02-f	07/05/2026	93		C-cap 1
---------------	------------	------	-----	---------	-------	------------	----	--	---------

**COMPTES ANNUELS ET/OU AUTRES
DOCUMENTS À DÉPOSER EN VERTU DU
CODE DES SOCIÉTÉS ET DES ASSOCIATIONS**

DONNÉES D'IDENTIFICATION (à la date du dépôt)

Dénomination : **Société Belge d'investissement pour les pays en développement (en abrégé BIO)**

Forme juridique : Société anonyme

Adresse : Bischoffsheimlaan

N° : 15

Boîte :

Code postal : 1000

Commune : Bruxelles

Pays : Belgique

Registre des personnes morales (RPM) - Tribunal de l'entreprise de Bruxelles, néerlandophone

Adresse Internet : <https://www.bio-invest.be>

Adresse e-mail :

Numéro d'entreprise

0476.286.331

Date du dépôt du document le plus récent mentionnant la date de publication des actes constitutif et modificatif(s) des statuts

23-11-2023

Ce dépôt concerne :



les COMPTES ANNUELS en

EURO

approuvés par l'assemblée générale du

29-04-2026



les AUTRES DOCUMENTS

relatifs à

l'exercice couvrant la période du

01-01-2025

au

31-12-2025

l'exercice précédent des comptes annuels du

01-01-2024

au

31-12-2024

Les montants relatifs à l'exercice précédent sont identiques à ceux publiés antérieurement.

Numéros des sections du document normalisé non déposées parce que sans objet :

C-cap 6.2.1, C-cap 6.2.2, C-cap 6.2.4, C-cap 6.2.5, C-cap 6.3.1, C-cap 6.3.2, C-cap 6.3.4, C-cap 6.3.6, C-cap 6.5.2, C-cap 6.7.2, C-cap 6.8, C-cap 6.18.2, C-cap 9, C-cap 13, C-cap 14

LISTE DES ADMINISTRATEURS, GÉRANTS ET COMMISSAIRES ET DÉCLARATION
CONCERNANT UNE MISSION DE VÉRIFICATION OU DE REDRESSEMENT
COMPLÉMENTAIRE

LISTE DES ADMINISTRATEURS, GÉRANTS ET COMMISSAIRES

LISTE COMPLÈTE des nom, prénoms, profession, domicile (adresse, numéro, code postal et commune) et fonction au sein de la société

De Backer Anna Elisabeth

Baan Op Sas 2 55
2960 Brecht
BELGIQUE
Début de mandat : 2021-08-06
Fin de mandat : 2026-08-06
Administrateur

Georges Géraldine

Rue de l'Agriculture 193
1030 Schaerbeek
BELGIQUE
Début de mandat : 2021-08-06
Fin de mandat : 2026-08-06
Président du Conseil d'Administration

Marraha Illias

Lindelei 186
2620 Hemiksem
BELGIQUE
Début de mandat : 2021-08-06
Fin de mandat : 2026-08-06
Administrateur

Salhab Jade

Avenue de Jette 28
1081 Koekelberg
BELGIQUE
Début de mandat : 2024-05-20
Fin de mandat : 2029-05-20
Administrateur

Charlier Jean-Christophe

Quai de Meuse 15
5100 Jambes (Namur)
BELGIQUE
Début de mandat : 2021-08-06
Fin de mandat : 2026-08-06
Administrateur

Christians Laurence

Av. Circulaire 124
1180 Uccle
BELGIQUE
Début de mandat : 2021-08-06
Fin de mandat : 2026-08-06
Administrateur

Moors Peter

Galgstraat 50
1652 Alsemberg
BELGIQUE
Début de mandat : 2021-08-06
Fin de mandat : 2026-08-06
Administrateur

Verhelst Pieter

Oude Wichelsesteenweg 27
9340 Lede
BELGIQUE
Début de mandat : 2021-08-06
Fin de mandat : 2026-08-06
Vice-président du Conseil d'Administration

Bersoul Samira

Amand de Lattinlaan 10
2050 Antwerpen-2050
BELGIQUE
Début de mandat : 2021-08-06
Fin de mandat : 2026-08-06
Administrateur

DÉCLARATION CONCERNANT UNE MISSION DE VÉRIFICATION OU DE REDRESSEMENT COMPLÉMENTAIRE

L'organe de gestion déclare qu'aucune mission de vérification ou de redressement n'a été confiée à une personne qui n'y est pas autorisée par la loi, en application de l'article 5 de la loi du 17 mars 2019 relative aux professions d'expert-comptable et de conseiller fiscal.

Les comptes annuels n'ont pas été vérifiés ou corrigés par un expert-comptable certifié, par un réviseur d'entreprises qui n'est pas le commissaire.

Dans l'affirmative, sont mentionnés dans le tableau ci-dessous: les nom, prénoms, profession et domicile; le numéro de membre auprès de son institut et la nature de la mission:

- A. La tenue des comptes de la société*,
- B. L'établissement des comptes annuels*,
- C. La vérification des comptes annuels et/ou
- D. Le redressement des comptes annuels.

Si des missions visées sous A. ou sous B. ont été accomplies par des experts-comptables ou par des experts-comptables-fiscalistes, peuvent être mentionnés ci-après: les nom, prénoms, profession et domicile de chaque expert-comptable ou expert-comptable fiscaliste et son numéro de membre auprès de l'Institut des Conseillers fiscaux et des Experts-comptables (ICE) ainsi que la nature de sa mission.

(* Mention facultative.)

Nom, prénoms, profession, domicile	Numéro de membre	Nature de la mission (A, B, C et/ou D)

COMPTES ANNUELS

BILAN APRÈS RÉPARTITION

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
ACTIF				
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT	6.1	20	3.299	4.701
ACTIFS IMMOBILISÉS		21/28	685.091.346	675.115.802
Immobilisations incorporelles	6.2	21	0	0
Immobilisations corporelles	6.3	22/27	661.518	749.120
Terrains et constructions		22		
Installations, machines et outillage		23		
Mobilier et matériel roulant		24	448.855	488.899
Location-financement et droits similaires		25		
Autres immobilisations corporelles		26	212.663	260.221
Immobilisations en cours et acomptes versés		27		
Immobilisations financières	6.4/6.5.1	28	684.429.828	674.366.682
Entreprises liées	6.15	280/1	40.055	40.055
Participations		280	40.055	40.055
Créances		281		
Entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	6.15	282/3	5.626.508	5.169.250
Participations		282	4.495.000	4.495.000
Créances		283	1.131.508	674.250
Autres immobilisations financières		284/8	678.763.265	669.157.377
Actions et parts		284	278.249.602	266.786.797
Créances et cautionnements en numéraire		285/8	400.513.663	402.370.580

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
ACTIFS CIRCULANTS		29/58	<u>510.957.849</u>	<u>503.598.133</u>
Créances à plus d'un an		29		
Créances commerciales		290		
Autres créances		291		
Stocks et commandes en cours d'exécution		3		
Stocks		30/36		
Approvisionnements		30/31		
En-cours de fabrication		32		
Produits finis		33		
Marchandises		34		
Immeubles destinés à la vente		35		
Acomptes versés		36		
Commandes en cours d'exécution		37		
Créances à un an au plus		40/41	4.531.668	3.989.866
Créances commerciales		40	3.628.282	2.859.759
Autres créances		41	903.387	1.130.107
Placements de trésorerie	6.5.1/6.6	50/53	483.149.003	477.826.983
Actions propres		50		
Autres placements		51/53	483.149.003	477.826.983
Valeurs disponibles		54/58	9.822.919	10.461.344
Comptes de régularisation	6.6	490/1	13.454.259	11.319.940
TOTAL DE L'ACTIF		20/58	1.196.052.494	1.178.718.636

		Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
PASSIF					
CAPITAUX PROPRES					
Apport					
Capital			10/15	<u>1.176.262.036</u>	<u>1.159.485.666</u>
Capital souscrit			10/11	4.957.873	4.957.873
Capital non appelé			10	4.957.873	4.957.873
En dehors du capital			100	4.957.873	4.957.873
Primes d'émission			101		
Autres			11		
			1100/10		
			1109/19		
Plus-values de réévaluation			12		
Réserves			13	1.038.329.692	1.038.329.692
Réserves indisponibles			130/1	1.038.329.692	1.038.329.692
Réserve légale			130	495.787	495.787
Réserves statutairement indisponibles			1311		
Acquisition d'actions propres			1312		
Soutien financier			1313		
Autres			1319	1.037.833.904	1.037.833.904
Réserves immunisées			132		
Réserves disponibles			133		
Bénéfice (Perte) reporté(e)	(+)/(-)		14	34.894.541	30.409.151
Subsides en capital			15	98.079.930	85.788.951
Avance aux associés sur la répartition de l'actif net			19		
PROVISIONS ET IMPÔTS DIFFÉRÉS			16	<u>29.458</u>	<u>69.474</u>
Provisions pour risques et charges			160/5	29.458	69.474
Pensions et obligations similaires			160	29.458	39.474
Charges fiscales			161		
Grosses réparations et gros entretien			162		
Obligations environnementales			163		
Autres risques et charges			164/5		30.000
Impôts différés			168		

		Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
DETTES			17/49	<u>19.761.000</u>	<u>19.163.496</u>
Dettes à plus d'un an		6.9	17		
Dettes financières			170/4		
Emprunts subordonnés			170		
Emprunts obligataires non subordonnés			171		
Dettes de location-financement et dettes assimilées			172		
Etablissements de crédit			173		
Autres emprunts			174		
Dettes commerciales			175		
Fournisseurs			1750		
Effets à payer			1751		
Acomptes sur commandes			176		
Autres dettes			178/9		
Dettes à un an au plus		6.9	42/48	7.805.549	6.405.791
Dettes à plus d'un an échéant dans l'année			42		
Dettes financières			43	56.385	
Etablissements de crédit			430/8	56.385	
Autres emprunts			439		
Dettes commerciales			44	690.136	142.319
Fournisseurs			440/4	690.136	142.319
Effets à payer			441		
Acomptes sur commandes			46		0
Dettes fiscales, salariales et sociales		6.9	45	2.256.413	1.463.725
Impôts			450/3	877.636	13.547
Rémunérations et charges sociales			454/9	1.378.777	1.450.178
Autres dettes			47/48	4.802.615	4.799.748
Comptes de régularisation		6.9	492/3	11.955.451	12.757.705
TOTAL DU PASSIF			10/49	1.196.052.494	1.178.718.636

COMPTE DE RÉSULTATS

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
Ventes et prestations		70/76A	4.547.103	3.938.052
Chiffre d'affaires	6.10	70		
En-cours de fabrication, produits finis et commandes en cours d'exécution: augmentation (réduction)	(+)/(-)	71		
Production immobilisée		72		
Autres produits d'exploitation	6.10	74	4.547.080	3.937.961
Produits d'exploitation non récurrents	6.12	76A	23	91
Coût des ventes et des prestations		60/66A	22.844.552	21.209.449
Approvisionnements et marchandises		60		
Achats		600/8		
Stocks: réduction (augmentation)	(+)/(-)	609		
Services et biens divers		61	5.293.283	3.735.417
Rémunérations, charges sociales et pensions	(+)/(-)	6.10 62	11.282.542	10.738.120
Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles		630	162.414	183.081
Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales: dotations (reprises)	(+)/(-)	6.10 631/4	4.938.416	4.651.069
Provisions pour risques et charges: dotations (utilisations et reprises)	(+)/(-)	6.10 635/8	-40.016	3.275
Autres charges d'exploitation	6.10	640/8	1.207.913	1.848.262
Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration	(-)	649		
Charges d'exploitation non récurrentes	6.12	66A	0	50.224
Bénéfice (Perte) d'exploitation	(+)/(-)	9901	-18.297.449	-17.271.396

N°	0476286331	C-cap 4
----	------------	---------

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
Produits financiers		75/76B	106.666.545	98.944.147
Produits financiers récurrents		75	77.132.178	79.055.511
Produits des immobilisations financières		750	43.563.166	43.678.492
Produits des actifs circulants		751	30.374.683	32.701.726
Autres produits financiers	6.11	752/9	3.194.329	2.675.293
Produits financiers non récurrents	6.12	76B	29.534.367	19.888.636
Charges financières		65/66B	71.505.767	56.129.804
Charges financières récurrentes	6.11	65	41.689.153	33.222.030
Charges des dettes		650	28.759.064	30.469.799
Réductions de valeur sur actifs circulants autres que stocks, commandes en cours et créances commerciales: dotations (reprises)	(+)/(-)	651	64.237	163.528
Autres charges financières		652/9	12.865.851	2.588.702
Charges financières non récurrentes	6.12	66B	29.816.614	22.907.774
Bénéfice (Perte) de l'exercice avant impôts	(+)/(-)	9903	16.863.329	25.542.947
Prélèvement sur les impôts différés		780		
Transfert aux impôts différés		680		
Impôts sur le résultat	(+)/(-)	6.13	7.892.549	6.343.957
Impôts		670/3	7.947.244	6.549.139
Régularisation d'impôts et reprise de provisions fiscales		77	54.695	205.182
Bénéfice (Perte) de l'exercice	(+)/(-)	9904	8.970.780	19.198.990
Prélèvement sur les réserves immunisées		789		
Transfert aux réserves immunisées		689		
Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter	(+)/(-)	9905	8.970.780	19.198.990

AFFECTATIONS ET PRÉLÈVEMENTS

	Codes	Exercice	Exercice précédent
Bénéfice (Perte) à affecter	(+)/(-) 9906	39.379.931	35.208.898
Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter	(+)/(-) (9905)	8.970.780	19.198.990
Bénéfice (Perte) reporté(e) de l'exercice précédent	(+)/(-) 14P	30.409.151	16.009.908
Prélèvement sur les capitaux propres	791/2		
sur l'apport	791		
sur les réserves	792		
Affectation aux capitaux propres	691/2		0
à l'apport	691		
à la réserve légale	6920		
aux autres réserves	6921		0
Bénéfice (Perte) à reporter	(+)/(-) (14)	34.894.541	30.409.151
Intervention des associés dans la perte	794		
Bénéfice à distribuer	694/7	4.485.390	4.799.748
Rémunération de l'apport	694	4.485.390	4.799.748
Administrateurs ou gérants	695		
Travailleurs	696		
Autres allocataires	697		

ANNEXE

ETAT DES FRAIS DE CONSTITUTION, D'AUGMENTATION DE CAPITAL OU D'AUGMENTATION DE L'APPORT, FRAIS D'ÉMISSION D'EMPRUNTS ET FRAIS DE RESTRUCTURATION

	Codes	Exercice	Exercice précédent
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	20P	XXXXXXXXXX	4.701
Mutations de l'exercice			
Nouveaux frais engagés	8002		
Amortissements	8003	1.402	
Autres	(+) / (-) 8004		
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	(20)	3.299	
Dont			
Frais de constitution, d'augmentation de capital ou d'augmentation de l'apport, frais d'émission d'emprunts et autres frais d'établissement	200/2	3.299	
Frais de restructuration	204		

ETAT DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

CONCESSIONS, BREVETS, LICENCES, SAVOIR-FAIRE, MARQUES ET DROITS SIMILAIRES

Valeur d'acquisition au terme de l'exercice

Mutations de l'exercice

- Acquisitions, y compris la production immobilisée
- Cessions et désaffectations
- Transferts d'une rubrique à une autre

Valeur d'acquisition au terme de l'exercice

Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice

Mutations de l'exercice

- Actés
- Repris
- Acquis de tiers
- Annulés à la suite de cessions et désaffectations
- Transférés d'une rubrique à une autre

Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice

VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE

Codes	Exercice	Exercice précédent
8052P	XXXXXXXXXX	168.791
8022		
8032		
(+)/(-) 8042		
8052	168.791	
8122P	XXXXXXXXXX	168.791
8072		
8082		
8092		
8102		
(+)/(-) 8112		
8122	168.791	
211	0	

ETAT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Codes	Exercice	Exercice précédent
MOBILIER ET MATÉRIEL ROULANT			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8193P	XXXXXXXXXX	1.020.238
Mutations de l'exercice			
Acquisitions, y compris la production immobilisée	8163	70.490	
Cessions et désaffectations	8173		
Transferts d'une rubrique à une autre	(+)/(-) 8183		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8193	1.090.729	
Plus-values au terme de l'exercice	8253P	XXXXXXXXXX	
Mutations de l'exercice			
Actées	8213		
Acquises de tiers	8223		
Annulées	8233		
Transférées d'une rubrique à une autre	(+)/(-) 8243		
Plus-values au terme de l'exercice	8253		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8323P	XXXXXXXXXX	531.339
Mutations de l'exercice			
Actés	8273	110.535	
Repris	8283		
Acquis de tiers	8293		
Annulés à la suite de cessions et désaffectations	8303		
Transférés d'une rubrique à une autre	(+)/(-) 8313		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8323	641.874	
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	(24)	448.855	

AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Valeur d'acquisition au terme de l'exercice

Mutations de l'exercice

- Acquisitions, y compris la production immobilisée
- Cessions et désaffectations
- Transferts d'une rubrique à une autre

Valeur d'acquisition au terme de l'exercice

Plus-values au terme de l'exercice

Mutations de l'exercice

- Actées
- Acquises de tiers
- Annulées
- Transférées d'une rubrique à une autre

Plus-values au terme de l'exercice

Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice

Mutations de l'exercice

- Actés
- Repris
- Acquis de tiers
- Annulés à la suite de cessions et désaffectations
- Transférés d'une rubrique à une autre

Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice

VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE

Codes	Exercice	Exercice précédent
8195P	XXXXXXXXXX	426.430
8165	2.918	
8175		
(+)/(-) 8185		
8195	429.349	
8255P	XXXXXXXXXX	
8215		
8225		
8235		
(+)/(-) 8245		
8255		
8325P	XXXXXXXXXX	166.210
8275	50.476	
8285		
8295		
8305		
(+)/(-) 8315		
8325	216.686	
(26)	212.663	

ETAT DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

	Codes	Exercice	Exercice précédent
ENTREPRISES LIÉES - PARTICIPATIONS, ACTIONS ET PARTS			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8391P	XXXXXXXXXX	40.055
Mutations de l'exercice			
Acquisitions	8361		
Cessions et retraits	8371		
Transferts d'une rubrique à une autre	(+)/(-) 8381		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8391	40.055	
Plus-values au terme de l'exercice	8451P	XXXXXXXXXX	
Mutations de l'exercice			
Actées	8411		
Acquises de tiers	8421		
Annulées	8431		
Transférées d'une rubrique à une autre	(+)/(-) 8441		
Plus-values au terme de l'exercice	8451		
Réductions de valeur au terme de l'exercice	8521P	XXXXXXXXXX	
Mutations de l'exercice			
Actées	8471		
Reprises	8481		
Acquises de tiers	8491		
Annulées à la suite de cessions et retraits	8501		
Transférées d'une rubrique à une autre	(+)/(-) 8511		
Réductions de valeur au terme de l'exercice	8521		
Montants non appelés au terme de l'exercice	8551P	XXXXXXXXXX	
Mutations de l'exercice	(+)/(-) 8541		
Montants non appelés au terme de l'exercice	8551		
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	(280)	40.055	
ENTREPRISES LIÉES - CRÉANCES			
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	281P	XXXXXXXXXX	
Mutations de l'exercice			
Additions	8581		
Remboursements	8591		
Réductions de valeur actées	8601		
Réductions de valeur reprises	8611		
Différences de change	(+)/(-) 8621		
Autres	(+)/(-) 8631		
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	(281)		
RÉDUCTIONS DE VALEUR CUMULÉES SUR CRÉANCES AU TERME DE L'EXERCICE	8651		

ENTREPRISES AVEC LIEN DE PARTICIPATION - PARTICIPATIONS,
ACTIONS ET PARTS

Valeur d'acquisition au terme de l'exercice

Mutations de l'exercice

- Acquisitions
- Cessions et retraits
- Transferts d'une rubrique à une autre

Valeur d'acquisition au terme de l'exercice

Plus-values au terme de l'exercice

Mutations de l'exercice

- Actées
- Acquises de tiers
- Annulées
- Transférées d'une rubrique à une autre

Plus-values au terme de l'exercice

Réductions de valeur au terme de l'exercice

Mutations de l'exercice

- Actées
- Reprises
- Acquises de tiers
- Annulées à la suite de cessions et retraits
- Transférées d'une rubrique à une autre

Réductions de valeur au terme de l'exercice

Montants non appelés au terme de l'exercice

Mutations de l'exercice

Montants non appelés au terme de l'exercice

VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE

ENTREPRISES AVEC LIEN DE PARTICIPATION - CRÉANCES

VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE

Mutations de l'exercice

- Additions
- Remboursements
- Réductions de valeur actées
- Réductions de valeur reprises
- Différences de change
- Autres

VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE

RÉDUCTIONS DE VALEUR CUMULÉES SUR CRÉANCES AU TERME DE
L'EXERCICE

Codes	Exercice	Exercice précédent
8392P	XXXXXXXXXX	4.495.000
8362	0	
8372		
(+)/(-) 8382		
8392	4.495.000	
8452P	XXXXXXXXXX	
8412		
8422		
8432		
(+)/(-) 8442		
8452		
8522P	XXXXXXXXXX	
8472		
8482		
8492		
8502		
(+)/(-) 8512		
8522		
8552P	XXXXXXXXXX	
(+)/(-) 8542		
8552		
(282)	4.495.000	
283P	XXXXXXXXXX	674.250
8582	457.258	
8592		
8602		
8612		
(+)/(-) 8622		
(+)/(-) 8632		
(283)	1.131.508	
8652		

AUTRES ENTREPRISES - PARTICIPATIONS, ACTIONS ET PARTS

Valeur d'acquisition au terme de l'exercice

Mutations de l'exercice

- Acquisitions
- Cessions et retraits
- Transferts d'une rubrique à une autre

Valeur d'acquisition au terme de l'exercice

Plus-values au terme de l'exercice

Mutations de l'exercice

- Actées
- Acquises de tiers
- Annulées
- Transférées d'une rubrique à une autre

Plus-values au terme de l'exercice

Réductions de valeur au terme de l'exercice

Mutations de l'exercice

- Actées
- Reprises
- Acquises de tiers
- Annulées à la suite de cessions et retraits
- Transférées d'une rubrique à une autre

Réductions de valeur au terme de l'exercice

Montants non appelés au terme de l'exercice

Mutations de l'exercice

Montants non appelés au terme de l'exercice

VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE

AUTRES ENTREPRISES - CRÉANCES

VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE

Mutations de l'exercice

- Additions
- Remboursements
- Réductions de valeur actées
- Réductions de valeur reprises
- Différences de change
- Autres

VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE

RÉDUCTIONS DE VALEUR CUMULÉES SUR CRÉANCES AU TERME DE L'EXERCICE

Codes	Exercice	Exercice précédent
8393P	XXXXXXXXXX	319.207.165
8363	53.461.188	
8373	26.426.167	
(+)/(-) 8383		
8393	346.242.186	
8453P	XXXXXXXXXX	
8413		
8423		
8433		
(+)/(-) 8443		
8453		
8523P	XXXXXXXXXX	52.420.368
8473	17.450.373	
8483	339.195	
8493		
8503	1.538.962	
(+)/(-) 8513		
8523	67.992.584	
8553P	XXXXXXXXXX	
(+)/(-) 8543		
8553		
(284)	278.249.602	
285/8P	XXXXXXXXXX	402.370.580
8583	87.524.510	
8593	87.298.003	
8603	11.671.427	
8613	1.883.982	
(+)/(-) 8623	385.020	
(+)/(-) 8633	7.319.000	
(285/8)	400.513.663	
8653	57.980.964	

INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTICIPATIONS

PARTICIPATIONS ET DROITS SOCIAUX DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTREPRISES

Sont mentionnées ci-après, les entreprises dans lesquelles la société détient une participation (comprise dans les rubriques 280 et 282 de l'actif) ainsi que les autres entreprises dans lesquelles la société détient des droits sociaux (compris dans les rubriques 284 et 51/53 de l'actif) représentant 10% au moins du capital, des capitaux propres ou d'une classe d'actions de la société.

DÉNOMINATION, adresse complète du SIÈGE et pour les entreprises de droit belge, mention du NUMÉRO D'ENTREPRISE	Droits sociaux détenus				Données extraites des derniers comptes annuels disponibles			
	Nature	directement		par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Code devise	Capitaux propres	Résultat net
		Nombre	%	%			(+) ou (-) (en unités)	
AfricInvest Financial Inclusion Vehicle LLC (FIVE) Entreprise étrangère c/o Trident Trust Company (Mauritius) Limited, 5th Floor, Nexsky Building 5th floor 72201 Ebène, Cybercity Mauritius. MAURICE	Action sans valeur nominale		12,14	0,6	2024-12-31	EUR	201.572.350	-6.023.819
AfricInvest SME Fund NA 5th floor, Nexsky Building, Ebene . 72201 Ebène, Cybercity, 72201, Mauritius MAURICE	action sans valeur nominale		14,1			EUR		
African Agency for Credit & Enterprise Ltd. (ACEP) Entreprise étrangère 6th Floor, Tower A, 1 CyberCity, Ebène-Tower A - 1 Cybercity . 72201 Ebene MAURICE	actions sans valeur nominale	379.629	32,65		2024-12-31	EUR	12.218.262	-2.281.318
African Rivers Fund LLC (ARF) Entreprise étrangère Apex Group, 6th Floor, Two Tribeca, Tribeca Central, 28 72261 Trianon - Mauritius MAURICE	actions sans valeur nominale		10		2024-12-31	USD	33.016.745	959.010
Afrigreen Debt Impact Fund SLP Société en commandite simple c/o RGreen Invest, rue de Chaillot, 47 75116 Paris FRANCE	Action avec valeur nominale de 100 EUR	100.000	13,88		2024-12-31	EUR	7.217.395	-1.432.170
BCB Bujumbura S.M. Entreprise étrangère Bd Patrice Emery Lumumba .5 300 Bujumbura Burundi BURUNDI	actions sans valeur nominale	32.423	20,78		2024-12-31	BIF	186.805.467.000	36.334.656.000

N°	0476286331	C-cap 6.5.1						
Banco Popular Entreprise étrangère Col Castana Sur,Ave; Ramon Ernesto Cruz Bloque A cuadras al sur del Centro Comercial Los Castanos .31/2 . Tegucigalpa, Honduras HONDURAS	Actions valeur nominale HNL	1.596.029	26,6		2024-12-31	HNL	726.333.899	-69.831.473
EDFI Management Company 0652957874 Société anonyme Troonstraat 4 1000 Bruxelles BELGIQUE	actions sans valeur nominal	261	10		2024-12-31	EUR	1.682.438	375
EFC Uganda Ltd Entreprise étrangère EFC House - Kira Road, Kamwokya Plot 45 .33667 Kampala - Uganda OUGANDA	Actions valeur nominal de 3000 UGX	78.934.553.884	44,64		2024-12-31	UGX	6.495.259.000	-5.557.090.000
Enda Tamweel SA 1347663Q Société anonyme rue de l'Assistance- Cité El Khadra . 1003 Tunis TUNISIE	action avec valeur nominale 100 TND	96.053	10		2024-12-31	TND	376.738.950	46.991.358
Excelsior Capital Vietnam Private Equity Fund Entreprise étrangère Robinson Road 1 .17-00 AIA Tower Singapore SINGAPOUR	Action sans valeur nominale		12,63	0,7	2024-12-31	USD	103.735.219	3.513.270
FPM SA - Fonds pour l'Inclusion Financière en DRC SA Entreprise étrangère Avenue Kauka - Q./Royal, 17 . Commune de Gombe Kinshasa Congo, DR CONGO (RÉP. DÉM.)	Valeur nominal 100 USD	80.000	24,64		2024-12-31	CDF	96.596.363.636	2.407.516.061
Fefisol II 34040670 Société anonyme route d'Esch 412F 1471 LUXEMBOURG LUXEMBOURG	Actions sans valeur nominale		11,8		2025-03-31	EUR	26.386.979	545.057
HELIOS CLEAR fund Scsp SCSP Rue Eugène Ruppert 16 2453 Luxembourg LUXEMBOURG	action sans valeur nominale		10			EUR		

N°	0476286331	C-cap 6.5.1							
Incofin India Progress Fund Entreprise étrangère Jambu Towers, New Avadi Road, Chennai, 99 600010 Tamil Nadu INDE		Class B2 units w/ face value INR 100,000 per unit	442.000	15,9	1,3	2025-03-31	EUR	26.976.368	-973.078
Kaizen Private Equity II Pas de forme juridique Raffles Place, Republic Plaza 9 #26-1 048619 Singapore SINGAPOUR		actions sans valeur nominale	9.087.281	12,64		2024-12-31	USD	51.278.410	-829.977
Lendable Fintech Credit Fund I (SICAF-RAIF) NA c/o Waystone Administration Solutions (Lux) S.A.,rue Genistre, 7 1623 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg LUXEMBOURG		action sans valeur nominale		18,15		2024-12-31	USD	49.402.100	5.445.639
Local Currency Microfinance Fund II LP-Locfund II LP Entreprise étrangère Wellington Street W 155 ON MSV 3J7 Toronto CANADA		Action sans valeur nominale		12,86		2022-12-21	USD		155.713
Locfund Next Entreprise étrangère Wellington Street West .155 M5V 3J7 Toronto CANADA		Action sans valeur nominale		10,02		2024-12-31	USD	41.736.330	-2.467.072
MAA General Assurance Philippines Inc. Entreprise étrangère 10th Floor, Pearlbank Centre Bldg, Valero St., Salcedo Village, 146 1227 Makati City PHILIPPINES		Action sans valeur nominale	217.100	16,7		2024-12-31	USD	2.303.510.675	129.589.549
Navis Asia Credit Fund LP (NAC+) LP 1 Raffles Place, One Raffles Place 36 01 . Singapore SINGAPOUR		Action sana valeur nominale		11,11	3,7		EUR		
SANASA Development Bank PLC Société coopérative à responsabilité limitée Edmond Road, Kirulapone 12 6 colombo SRI LANKA		Action sans valeur nominale	16.416.564	10		2024-12-31	LKR	14.586.500.364	409.534.246

N°	0476286331	C-cap 6.5.1						
SDG Frontier Fund 0739598175 Société anonyme Boulevard Bischoffsheimlaan 15 1000 Bruxelles BELGIQUE	actions avec valeur nominale 10EUR	449.500	25		2024-12-31	EUR	17.358.009	1.103.882
Triple P Advisory Pte. Ltd. Entreprise étrangère Clemenceau Avenue 190 #6-11 239924 Singapore SINGAPOUR	Action sans valeur nominale		13,57		2024-12-31	USD	84.152.486	725.929
Ventureast Proactive Fund II LLC Entreprise étrangère President John Kennedy street, Rogers House 5 3 . Port Louis, Maiuritius MAURICE	Action sans valeur nominale		15,6		2025-03-31	USD	55.639.833	3.196.267

PLACEMENTS DE TRÉSORERIE ET COMPTES DE RÉGULARISATION DE L'ACTIF

AUTRES PLACEMENTS DE TRÉSORERIE

- Actions, parts et placements autres que placements à revenu fixe**
 - Actions et parts - Valeur comptable augmentée du montant non appelé
 - Actions et parts - Montant non appelé
 - Métaux précieux et œuvres d'art

- Titres à revenu fixe**
 - Titres à revenu fixe émis par des établissements de crédit

- Comptes à terme détenus auprès des établissements de crédit**
 - Avec une durée résiduelle ou de préavis
 - d'un mois au plus
 - de plus d'un mois à un an au plus
 - de plus d'un an

Autres placements de trésorerie non repris ci-avant

Codes	Exercice	Exercice précédent
51		
8681		
8682		
8683		
52	4.143.093	4.253.623
8684	4.143.093	4.253.623
53	479.005.910	473.573.360
8686	68.985.610	203.573.360
8687	410.020.300	270.000.000
8688		
8689		

COMPTES DE RÉGULARISATION

Ventilation de la rubrique 490/1 de l'actif si celle-ci représente un montant important

- Charges à reporter
- Produits acquis
- Ecart de conversion négatifs

Exercice
561.712
12.797.458
95.090

ETAT DU CAPITAL ET STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT

ETAT DU CAPITAL

Capital

Capital souscrit au terme de l'exercice
Capital souscrit au terme de l'exercice

Modifications au cours de l'exercice

Représentation du capital
Catégories d'actions
sans mention de valeur nominale

Actions nominatives
Actions dématérialisées

Codes	Exercice	Exercice précédent
100P	XXXXXXXXXX	4.957.873
(100)	4.957.873	

Codes	Montants	Nombre d'actions
	4.957.873	2.000
8702	XXXXXXXXXX	2.000
8703	XXXXXXXXXX	

Codes	Montant non appelé	Montant appelé, non versé
(101)		XXXXXXXXXX
8712	XXXXXXXXXX	

Capital non libéré

Capital non appelé
Capital appelé, non versé
Actionnaires redevables de libération

Actions propres

Détenues par la société elle-même
Montant du capital détenu
Nombre d'actions correspondantes
Détenues par ses filiales
Montant du capital détenu
Nombre d'actions correspondantes

Engagement d'émission d'actions

Suite à l'exercice de droits de conversion
Montant des emprunts convertibles en cours
Montant du capital à souscrire
Nombre maximum correspondant d'actions à émettre
Suite à l'exercice de droits de souscription
Nombre de droits de souscription en circulation
Montant du capital à souscrire
Nombre maximum correspondant d'actions à émettre

Capital autorisé non souscrit

Parts non représentatives du capital

Répartition
Nombre de parts
Nombre de voix qui y sont attachées
Ventilation par actionnaire
Nombre de parts détenues par la société elle-même
Nombre de parts détenues par les filiales

Codes	Exercice
8721	
8722	
8731	
8732	
8740	
8741	
8742	
8745	
8746	
8747	
8751	

Codes	Exercice
8761	415.487
8762	1.000
8771	
8781	

EXPLICATION COMPLÉMENTAIRE RELATIVE À L'APPORT (Y COMPRIS L'APPORT EN INDUSTRIE)

Exercice

ETAT DES DETTES ET COMPTES DE RÉGULARISATION DU PASSIF

VENTILATION DES DETTES À L'ORIGINE À PLUS D'UN AN, EN FONCTION DE LEUR DURÉE RÉSIDUELLE

Dettes à plus d'un an échéant dans l'année

- Dettes financières
 - Emprunts subordonnés
 - Emprunts obligataires non subordonnés
 - Dettes de location-financement et dettes assimilées
 - Etablissements de crédit
 - Autres emprunts
- Dettes commerciales
 - Fournisseurs
 - Effets à payer
- Acomptes sur commandes
- Autres dettes

Total des dettes à plus d'un an échéant dans l'année

Dettes ayant plus d'un an mais 5 ans au plus à courir

- Dettes financières
 - Emprunts subordonnés
 - Emprunts obligataires non subordonnés
 - Dettes de location-financement et dettes assimilées
 - Etablissements de crédit
 - Autres emprunts
- Dettes commerciales
 - Fournisseurs
 - Effets à payer
- Acomptes sur commandes
- Autres dettes

Total des dettes ayant plus d'un an mais 5 ans au plus à courir

Dettes ayant plus de 5 ans à courir

- Dettes financières
 - Emprunts subordonnés
 - Emprunts obligataires non subordonnés
 - Dettes de location-financement et dettes assimilées
 - Etablissements de crédit
 - Autres emprunts
- Dettes commerciales
 - Fournisseurs
 - Effets à payer
- Acomptes sur commandes
- Autres dettes

Total des dettes ayant plus de 5 ans à courir

Codes	Exercice
8801	
8811	
8821	
8831	
8841	
8851	
8861	
8871	
8881	
8891	
8901	
(42)	
8802	
8812	
8822	
8832	
8842	
8852	
8862	
8872	
8882	
8892	
8902	
8912	
8803	
8813	
8823	
8833	
8843	
8853	
8863	
8873	
8883	
8893	
8903	
8913	

DETTES GARANTIES (COMPRISES DANS LES RUBRIQUES 17 ET 42/48 DU PASSIF)

Dettes garanties par les pouvoirs publics belges

- Dettes financières
 - Emprunts subordonnés
 - Emprunts obligataires non subordonnés
 - Dettes de location-financement et dettes assimilées
 - Etablissements de crédit
 - Autres emprunts
- Dettes commerciales
 - Fournisseurs
 - Effets à payer
- Acomptes sur commandes
- Dettes salariales et sociales
- Autres dettes

Total des dettes garanties par les pouvoirs publics belges

Dettes garanties par des sûretés réelles constituées ou irrévocablement promises sur les actifs de la société

- Dettes financières
 - Emprunts subordonnés
 - Emprunts obligataires non subordonnés
 - Dettes de location-financement et dettes assimilées
 - Etablissements de crédit
 - Autres emprunts
- Dettes commerciales
 - Fournisseurs
 - Effets à payer
- Acomptes sur commandes
- Dettes fiscales, salariales et sociales
 - Impôts
 - Rémunérations et charges sociales
- Autres dettes

Total des dettes garanties par des sûretés réelles constituées ou irrévocablement promises sur les actifs de la société

Codes	Exercice
8921	
8931	
8941	
8951	
8961	
8971	
8981	
8991	
9001	
9011	
9021	
9051	
9061	
8922	
8932	
8942	
8952	
8962	
8972	
8982	
8992	
9002	
9012	
9022	
9032	
9042	
9052	
9062	

DETTES FISCALES, SALARIALES ET SOCIALES

Impôts (rubriques 450/3 et 179 du passif)

- Dettes fiscales échues
- Dettes fiscales non échues
- Dettes fiscales estimées

Rémunérations et charges sociales (rubriques 454/9 et 179 du passif)

- Dettes échues envers l'Office National de Sécurité Sociale
- Autres dettes salariales et sociales

Codes	Exercice
9072	
9073	6.022
450	871.614
9076	
9077	1.378.777

COMPTES DE RÉGULARISATION

Ventilation de la rubrique 492/3 du passif si celle-ci représente un montant important

- Produits à reporter
- Charges à imputer
- Ecart de conversions positifs

Exercice
3.052.253
6.589.200
2.313.998

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

PRODUITS D'EXPLOITATION

CHIFFRE D'AFFAIRES NET

Ventilation par catégorie d'activité

Ventilation par marché géographique

Autres produits d'exploitation

Subsides d'exploitation et montants compensatoires obtenus des pouvoirs publics

CHARGES D'EXPLOITATION

Travailleurs pour lesquels la société a introduit une déclaration DIMONA ou qui sont inscrits au registre général du personnel

Nombre total à la date de clôture

Effectif moyen du personnel calculé en équivalents temps plein

Nombre d'heures effectivement prestées

Frais de personnel

Rémunérations et avantages sociaux directs

Cotisations patronales d'assurances sociales

Primes patronales pour assurances extralégales

Autres frais de personnel

Pensions de retraite et de survie

Codes	Exercice	Exercice précédent
740	1.246.894	1.097.367
9086	89	81
9087	82,6	76,8
9088	123.952	116.021
620	8.002.348	7.576.514
621	2.137.017	1.972.615
622	620.201	584.743
623	522.975	604.247
624		0

Provisions pour pensions et obligations similaires

Dotations (utilisations et reprises)	(+)/(-)	635	-10.016	-26.725
--------------------------------------	---------	-----	---------	---------

Réductions de valeur

Sur stocks et commandes en cours				
Actées		9110		
Reprises		9111		
Sur créances commerciales				
Actées		9112	5.790.965	5.274.282
Reprises		9113	852.549	623.212

Provisions pour risques et charges

Constitutions		9115	10.360	34.310
Utilisations et reprises		9116	50.376	31.035

Autres charges d'exploitation

Impôts et taxes relatifs à l'exploitation		640	30.915	210.462
Autres		641/8	1.176.998	1.637.801

Personnel intérimaire et personnes mises à la disposition de la société

Nombre total à la date de clôture		9096	0	1
Nombre moyen calculé en équivalents temps plein		9097	0,1	0,7
Nombre d'heures effectivement prestées		9098	197	1.340
Frais pour la société		617	17.388	82.755

RÉSULTATS FINANCIERS

PRODUITS FINANCIERS RÉCURRENTS

Autres produits financiers

- Subsides accordés par les pouvoirs publics et imputés au compte de résultats
- Subsides en capital
- Subsides en intérêts
- Ventilation des autres produits financiers
- Différences de change réalisées
- Autres
- autres produits financiers divers

CHARGES FINANCIÈRES RÉCURRENTES

Amortissement des frais d'émission d'emprunts

Intérêts portés à l'actif

Réductions de valeur sur actifs circulants

- Actées
- Reprises

Autres charges financières

- Montant de l'escompte à charge de la société sur la négociation de créances

Provisions à caractère financier

- Dotations
- Utilisations et reprises

Ventilation des autres charges financières

- Différences de change réalisées
- Ecart de conversion de devises

Autres

- Autres frais bancaires

Codes	Exercice	Exercice précédent
9125	814.979	6.883
9126		
754	1.805.784	568.012
	134.678	162.358
6501		
6502		
6510	110.530	163.528
6511	46.293	
653	71.845	96.269
6560		
6561		
654	9.367.409	326.499
655	1.042.334	0
	315.417	214.129

PRODUITS ET CHARGES DE TAILLE OU D'INCIDENCE EXCEPTIONNELLE

PRODUITS NON RÉCURRENTS

Produits d'exploitation non récurrents

Reprises d'amortissements et de réductions de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles

Reprises de provisions pour risques et charges d'exploitation non récurrents

Plus-values sur réalisation d'immobilisations incorporelles et corporelles

Autres produits d'exploitation non récurrents

Produits financiers non récurrents

Reprises de réductions de valeur sur immobilisations financières

Reprises de provisions pour risques et charges financiers non récurrents

Plus-values sur réalisation d'immobilisations financières

Autres produits financiers non récurrents

CHARGES NON RÉCURRENTES

Charges d'exploitation non récurrentes

Amortissements et réductions de valeur non récurrents sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles

Provisions pour risques et charges d'exploitation non récurrents: dotations (utilisations)

Moins-values sur réalisation d'immobilisations incorporelles et corporelles

Autres charges d'exploitation non récurrentes

Charges d'exploitation non récurrentes portées à l'actif au titre de frais de restructuration

Charges financières non récurrentes

Réductions de valeur sur immobilisations financières

Provisions pour risques et charges financiers non récurrents: dotations (utilisations)

Moins-values sur réalisation d'immobilisations financières

Autres charges financières non récurrentes

Charges financières non récurrentes portées à l'actif au titre de frais de restructuration

Codes	Exercice	Exercice précédent
76	<u>29.534.390</u>	<u>19.888.728</u>
(76A)	23	91
760		
7620		
7630		
764/8	23	91
(76B)	29.534.367	19.888.636
761	2.223.177	3.327.999
7621		
7631	27.311.190	16.560.637
769		
66	<u>29.816.614</u>	<u>22.957.999</u>
(66A)	0	50.224
660		
(+)/(-) 6620		
6630	0	
664/7		50.224
(-) 6690		
(66B)	29.816.614	22.907.774
661	29.121.800	20.472.821
(+)/(-) 6621		
6631	694.815	2.434.953
668		
(-) 6691		

IMPÔTS ET TAXES

IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Impôts sur le résultat de l'exercice

Impôts et précomptes dus ou versés

Excédent de versements d'impôts ou de précomptes porté à l'actif

Suppléments d'impôts estimés

Impôts sur le résultat d'exercices antérieurs

Suppléments d'impôts dus ou versés

Suppléments d'impôts estimés ou provisionnés

Principales sources de disparités entre le bénéfice avant impôts, exprimé dans les comptes, et le bénéfice taxable estimé

Dépenses non admises (DNA)

Reprises de réductions de valeurs sur actions/parts à titre de DNA

Gain sur la cession des participations - exonération

Codes	Exercice
9134	7.947.244
9135	7.194.215
9136	118.585
9137	871.614
9138	0
9139	0
9140	
	23.960.315
	339.195
	3.046.696

Incidence des résultats non récurrents sur le montant des impôts sur le résultat de l'exercice

Exercice

Sources de latences fiscales

Latences actives

Pertes fiscales cumulées, déductibles des bénéfices taxables ultérieurs

Autres latences actives

Latences passives

Ventilation des latences passives

Codes	Exercice
9141	
9142	
9144	

TAXES SUR LA VALEUR AJOUTÉE ET IMPÔTS À CHARGE DE TIERS

Taxes sur la valeur ajoutée, portées en compte

A la société (déductibles)

Par la société

Montants retenus à charge de tiers, au titre de

Précompte professionnel

Précompte mobilier

Codes	Exercice	Exercice précédent
9145	390.784	245.010
9146	223.284	367.140
9147	2.550.970	2.373.634
9148	0	0

DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

GARANTIES PERSONNELLES CONSTITUÉES OU IRRÉVOCABLEMENT PROMISES PAR LA SOCIÉTÉ POUR SÛRETÉ DE DETTES OU D'ENGAGEMENTS DE TIERS

Dont

- Effets de commerce en circulation endossés par la société
- Effets de commerce en circulation tirés ou avalisés par la société
- Montant maximum à concurrence duquel d'autres engagements de tiers sont garantis par la société

GARANTIES RÉELLES

Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par la société sur ses actifs propres pour sûreté de dettes et engagements de la société

- Hypothèques
 - Valeur comptable des immeubles grevés
 - Montant de l'inscription
 - Pour les mandats irrévocables d'hypothéquer, le montant pour lequel le mandataire est autorisé à prendre inscription en vertu du mandat
- Gages sur fonds de commerce
 - Le montant maximum à concurrence duquel la dette est garantie et qui fait l'objet de l'enregistrement
 - Pour les mandats irrévocables de mise en gage du fonds de commerce, le montant pour lequel le mandataire est autorisé à procéder à l'enregistrement en vertu du mandat
- Gages sur d'autres actifs ou mandats irrévocables de mise en gage d'autres actifs
 - La valeur comptable des actifs grevés
 - Le montant maximum à concurrence duquel la dette est garantie
- Sûretés constituées ou irrévocablement promises sur actifs futurs
 - Le montant des actifs en cause
 - Le montant maximum à concurrence duquel la dette est garantie
- Privilège du vendeur
 - La valeur comptable du bien vendu
 - Le montant du prix non payé

Codes	Exercice
9149	
9150	
9151	
9153	
91611	
91621	
91631	
91711	
91721	
91811	
91821	230.000
91911	
91921	
92011	
92021	

Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par la société sur ses actifs propres pour sûreté de dettes et engagements de tiers

Hypothèques

Valeur comptable des immeubles grevés

Montant de l'inscription

Pour les mandats irrévocables d'hypothéquer, le montant pour lequel le mandataire est autorisé à prendre inscription en vertu du mandat

Gages sur fonds de commerce

Le montant maximum à concurrence duquel la dette est garantie et qui fait l'objet de l'enregistrement

Pour les mandats irrévocables de mise en gage du fonds de commerce, le montant pour lequel le mandataire est autorisé à procéder à l'enregistrement en vertu du mandat

Gages sur d'autres actifs ou mandats irrévocables de mise en gage d'autres actifs

La valeur comptable des actifs grevés

Le montant maximum à concurrence duquel la dette est garantie

Sûretés constituées ou irrévocablement promises sur actifs futurs

Le montant des actifs en cause

Le montant maximum à concurrence duquel la dette est garantie

Privilège du vendeur

La valeur comptable du bien vendu

Le montant du prix non payé

Codes	Exercice
91612	
91622	
91632	
91712	
91722	
91812	
91822	
91912	
91922	
92012	
92022	

BIENS ET VALEURS DÉTENUS PAR DES TIERS EN LEUR NOM MAIS AUX RISQUES ET PROFITS DE LA SOCIÉTÉ, S'ILS NE SONT PAS PORTÉS AU BILAN

ENGAGEMENTS IMPORTANTS D'ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS

ENGAGEMENTS IMPORTANTS DE CESSIION D'IMMOBILISATIONS

MARCHÉ À TERME

Marchandises achetées (à recevoir)**Marchandises vendues (à livrer)****Devises achetées (à recevoir)****Devises vendues (à livrer)**

Codes	Exercice
9213	
9214	
9215	
9216	2.890.882

ENGAGEMENTS RÉSULTANT DE GARANTIES TECHNIQUES ATTACHÉES À DES VENTES OU PRESTATIONS DÉJÀ EFFECTUÉES

Exercice

MONTANT, NATURE ET FORME DES LITIGES ET AUTRES ENGAGEMENTS IMPORTANTS

Exercice

RÉGIMES COMPLÉMENTAIRES DE PENSION DE RETRAITE OU DE SURVIE INSTAURÉS AU PROFIT DU PERSONNEL OU DES DIRIGEANTS

Description succincte

Système de pension complémentaire: les employés de la société bénéficient d'une pension complémentaire sous la forme d'une assurance groupe. Une partie des primes relatives au contrat d'assurance groupe est chaque année imputée dans le compte résultats.

Mesures prises pour en couvrir la charge

PENSIONS DONT LE SERVICE INCOMBE À LA SOCIÉTÉ ELLE-MÊME

Montant estimé des engagements résultant de prestations déjà effectuées

Bases et méthodes de cette estimation

Codes	Exercice
9220	

NATURE ET IMPACT FINANCIER DES ÉVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE, non pris en compte dans le bilan ou le compte de résultats

Exercice

ENGAGEMENTS D'ACHAT OU DE VENTE DONT LA SOCIÉTÉ DISPOSE COMME ÉMETTEUR D'OPTIONS DE VENTE OU D'ACHAT

Exercice

NATURE, OBJECTIF COMMERCIAL ET CONSÉQUENCES FINANCIÈRES DES OPÉRATIONS NON INSCRITES AU BILAN

A condition que les risques ou les avantages découlant de ces opérations soient significatifs et dans la mesure où la divulgation des risques ou avantages soit nécessaire pour l'appréciation de la situation financière de la société

Exercice

AUTRES DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN (dont ceux non susceptibles d'être quantifiés)

Exercice

Montants restant à déboursier pour des prêts accordés (avis de tirage encore à recevoir pour le montant total du prêt ou pour une tranche additionnelle du prêt)	86.136.485
Actions restant à libérer partiellement	137.250.590
Prêts encore à accorder (contrat d'ouverture de crédit encore à signer, décision prise par le conseil d'administration)	129.000.498
Capital restant à souscrire (convention de souscription d'actions encore à signer, décision prise par le conseil d'administration)	37.596.929

RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIÉES, LES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET LES AUTRES ENTREPRISES AVEC LESQUELLES IL EXISTE UN LIEN DE PARTICIPATION

ENTREPRISES LIÉES

Immobilisations financières

Participations

Créances subordonnées

Autres créances

Créances

A plus d'un an

A un an au plus

Placements de trésorerie

Actions

Créances

Dettes

A plus d'un an

A un an au plus

Garanties personnelles et réelles

Constituées ou irrévocablement promises par la société pour sûreté de dettes ou d'engagements d'entreprises liées

Constituées ou irrévocablement promises par des entreprises liées pour sûreté de dettes ou d'engagements de la société

Autres engagements financiers significatifs

Résultats financiers

Produits des immobilisations financières

Produits des actifs circulants

Autres produits financiers

Charges des dettes

Autres charges financières

Cessions d'actifs immobilisés

Plus-values réalisées

Moins-values réalisées

Codes	Exercice	Exercice précédent
(280/1)	40.055	40.055
(280)	40.055	40.055
9271		
9281		
9291	9.391	46.706
9301		
9311	9.391	46.706
9321	479.005.910	473.573.360
9331		
9341	479.005.910	473.573.360
9351	2.455	36.594
9361		
9371	2.455	36.594
9381		
9391		
9401		
9421		
9431		
9441		
9461		
9471		
9481		
9491		

ENTREPRISES ASSOCIÉES

Immobilisations financières

- Participations
- Créances subordonnées
- Autres créances

Créances

- A plus d'un an
- A un an au plus

Dettes

- A plus d'un an
- A un an au plus

Garanties personnelles et réelles

- Constituées ou irrévocablement promises par la société pour sûreté de dettes ou d'engagements d'entreprises associées
- Constituées ou irrévocablement promises par des entreprises associées pour sûreté de dettes ou d'engagements de la société

Autres engagements financiers significatifs

AUTRES ENTREPRISES AVEC UN LIEN DE PARTICIPATION

Immobilisations financières

- Participations
- Créances subordonnées
- Autres créances

Créances

- A plus d'un an
- A un an au plus

Dettes

- A plus d'un an
- A un an au plus

Codes	Exercice	Exercice précédent
9253		
9263		
9273		
9283		
9293		
9303		
9313		
9353		
9363		
9373		
9383		
9393		
9403		
9252	5.626.508	5.169.250
9262	4.495.000	4.495.000
9272	1.131.508	674.250
9282		0
9292	0	48.000
9302		0
9312	0	48.000
9352		0
9362		0
9372		

TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES EFFECTUÉES DANS DES CONDITIONS AUTRES QUE CELLES DU MARCHÉ

Mention de telles transactions, si elles sont significatives, y compris le montant et indication de la nature des rapports avec la partie liée, ainsi que toute autre information sur les transactions qui serait nécessaire pour obtenir une meilleure compréhension de la position financière de la société

Exercice
1

En l'absence de tout critère juridique permettant l'inventaire des operations entre les entreprises liées en dehors des conditions normales du marché, aucune information n'a pu être reprise dans cette annexe C-cap 6.15

RELATIONS FINANCIÈRES AVEC

LES ADMINISTRATEURS ET GÉRANTS, LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES QUI CONTRÔLENT DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT LA SOCIÉTÉ SANS ÊTRE LIÉES À CELLE-CI OU LES AUTRES ENTREPRISES CONTRÔLÉES DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT PAR CES PERSONNES

Créances sur les personnes précitées

Conditions principales des créances, taux d'intérêt, durée, montants éventuellement remboursés, annulés ou auxquels il a été renoncé

Garanties constituées en leur faveur

Autres engagements significatifs souscrits en leur faveur

Rémunérations directes et indirectes et pensions attribuées, à charge du compte de résultats, pour autant que cette mention ne porte pas à titre exclusif ou principal sur la situation d'une seule personne identifiable

Aux administrateurs et gérants

Aux anciens administrateurs et anciens gérants

Codes	Exercice
9500	
9501	
9502	
9503	107.476
9504	

LE OU LES COMMISSAIRE(S) ET LES PERSONNES AVEC LESQUELLES IL EST LIÉ (ILS SONT LIÉS)

Emoluments du (des) commissaire(s)

Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par le(s) commissaire(s)

Autres missions d'attestation

Missions de conseils fiscaux

Autres missions extérieures à la mission révisoriale

Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par des personnes avec lesquelles le ou les commissaire(s) est lié (sont liés)

Autres missions d'attestation

Missions de conseils fiscaux

Autres missions extérieures à la mission révisoriale

Codes	Exercice
9505	34.960
95061	5.000
95062	
95063	
95081	
95082	
95083	

Mentions en application de l'article 3:64, §2 et §4 du Code des sociétés et des associations

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS NON ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR

POUR CHAQUE CATÉGORIE D'INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS NON ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR

				Exercice		Exercice précédent	
Catégorie d'instruments financiers dérivés	Risque couvert	Spéculation / couverture	Volume	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Forward en USD_TCX	capital des prêts accordés en monnaie locale	Couverture	586.787		93.841		197.879
CCIRS in LCY-USD/EUR	capital&intérêts des prêts accordés en monnaie locale et USD	Couverture	184.143.659		-312.788		-10.048.226
CCIRS in USD/EUR	capital et intérêts des prêts accordés en USD	Couverture	159.751.887		8.052.887		-10.071.171
Forward en USD_KBC	capital des prêts accordés en USD	Couverture	1.810.000		13.723		-92.207

IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES COMPTABILISÉES À UN MONTANT SUPÉRIEUR À LA JUSTE VALEUR

Montants des actifs pris isolément ou regroupés de manière adéquate

Raisons pour lesquelles la valeur comptable n'a pas été réduite

Eléments qui permettent de supposer que la valeur comptable sera recouvrée

Valeur comptable	Juste valeur

DÉCLARATION RELATIVE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

**INFORMATIONS À COMPLÉTER PAR LES SOCIÉTÉS SOUMISES AUX DISPOSITIONS DU CODE DES SOCIÉTÉS ET DES ASSOCIATIONS
RELATIVES AUX COMPTES CONSOLIDÉS**

La société n'établit pas de comptes consolidés ni de rapport consolidé de gestion, parce qu'elle en est exemptée pour la (les) raison(s) suivante(s)

La société et ses filiales ne dépassent pas, sur base consolidée, plus d'une des limites visées à l'article 1:26 du Code des sociétés

INFORMATIONS À COMPLÉTER PAR LA SOCIÉTÉ SI ELLE EST FILIALE OU FILIALE COMMUNE

Nom, adresse complète du siège et, s'il s'agit d'une société de droit belge, numéro d'entreprise de la(des) société(s) mère(s) et indication si cette (ces) société(s) mère(s) établit (établissent) et publie(nt) des comptes consolidés dans lesquels ses comptes annuels sont intégrés par consolidation*:

RÈGLES D'ÉVALUATION

RÈGLES D'ÉVALUATION

I. Principes généraux :

Les règles d'évaluation sont établies conformément à l'arrêté royal du 29 avril 2019 portant exécution du Code des sociétés et des associations. Les règles d'évaluation n'ont pas été modifiées dans leur énoncé ou leur application par rapport à l'exercice précédent. Le compte de résultats n'a pas été influencé de façon importante par des produits ou des charges imputables à un exercice antérieur.

II. Règles particulières :

1.FRAIS D'ETABLISSEMENT

Les frais et dépenses d'établissement sont activés et amortis linéairement sur une période de 5 ans à partir du mois d'acquisition.

2.IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Le software acquis de tiers est évalué à sa valeur d'acquisition (augmenté de la TVA non déductible) et amorti linéairement sur une période de 3 ans à partir du mois d'acquisition. Ces dépenses sont activées uniquement à partir d'un montant de 1.250 €.

En outre lors de lancement de projets d'entreprise ou réorganisation de l'architecture IT, il se peut que nous soyons amenés à avoir des coûts de consultances, de développements internes ou externes ainsi que des coûts d'acquisitions liés à du software. Il est donc autorisé d'activer les frais relatifs à ces projets d'entreprise ou de réorganisation IT, suivant un plan d'investissement validé au préalable par l'organe de gestion. La date de début d'amortissement des immobilisations sera la date de mise en service, la durée d'amortissement quant à elle peut varier entre 5 et 10 ans. Ces immobilisations seront comptabilisées dans un compte de bilan « immobilisation incorporelles encours » et seront transférées et amorties qu'à partir de la date de mise en service.

3.IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Le mobilier de bureau est évalué à sa valeur d'acquisition, augmentée des frais complémentaires à l'achat comme par ex. la TVA non déductible, les frais d'installation... et amortie linéairement sur 10 ans à partir du mois d'acquisition. Ces dépenses sont activées uniquement à partir d'un montant de 1000 €. Le matériel de bureau suit le même principe.

Concernant le matériel informatique, celui-ci est amorti sur 3 ans à partir du mois d'acquisition. Ces dépenses sont activées uniquement à partir d'un montant de 1000 €.

A noter qu'il peut y avoir des exceptions à la règle des 3 ans pour du matériel informatique de valeur importante à partir de 2500 € et non individualisé (tel que serveur, onduleur ...) la durée sera alors de 5 ans.

Le matériel roulant est évalué à sa valeur d'acquisition, augmenté des frais lors de l'achat comme par ex. la TVA non déductible, et est amorti linéairement sur 5 ans à partir du mois d'acquisition.

Les frais d'aménagement de bâtiments loués sont également évalués au prix d'achat, augmentés des frais lors de l'achat comme par ex. la TVA non déductible, les frais de placement... et sont amortis sur la période résiduelle du contrat de location à partir du mois d'acquisition.

Leasing et droits similaires. Les droits d'utilisation relatifs aux immobilisations corporelles dont dispose l'entreprise en raison de leasing ou d'accords similaires, sont repris dans l'actif à concurrence des redevances couvrant la reconstitution intégrale de la valeur en capital du bien se rapportant au contrat. Ils sont amortis linéairement sur la durée du contrat.

4.IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Sous immobilisations financières sont repris les investissements comme décrits dans le cadre de l'objet social de BIO S.A.. Les ressources pour lesquelles aucune affectation n'a été prévue dans ce cadre, demeurent enregistrées sous les placements de trésorerie et/ou les valeurs disponibles. Les différentes formes d'investissement, comme mentionné dans les statuts (article 3) concernent : la prise de participations et la mise à disposition de prêts.

Etant donné que ces investissements ne sont pas conclus avec l'intention d'obtenir un contrôle ni de déterminer la stratégie du bénéficiaire de manière fondamentale, les investissements sont enregistrés sous la rubrique " autres immobilisations financières ", même si le pourcentage de participation dépasse les 10%. Le Conseil d'Administration vérifiera annuellement si les investissements satisfont aux critères susmentionnés. Si, après cette analyse, il s'avère qu'il est toutefois question de contrôle comme formulé dans le Code des Sociétés et associations (article 1 :14), la classification de l'investissement sera adaptée.

4.1. Participations, actions et parts

Elles sont évaluées au prix d'achat(= Valeur d'acquisition). Les frais accessoires relatifs à l'achat de titres sont pris en charge par le compte de résultats de l'exercice au cours duquel ils ont été conclus. La valeur d'acquisition de titres avec des caractéristiques identiques est déterminée suivant la méthode des prix moyens pondérés. Dans le cas particulier des fonds d'investissement en capital privé (non cotés) : tout montant remboursé par ces fonds et dont la nature diffère de celle d'un dividende, d'un intérêt ou d'une prime d'émissions,...(qui eux sont repris en compte de résultat) sera en priorité imputé à l'apurement de la valeur d'achat (encours brut). Une plus-value n'est enregistrée que lorsque BIO récupère son investissement de départ et que dans les comptes la valeur d'achat de l'investissement concerné est égal à zéro . A partir de ce moment, les remboursements liés seront comptabilisés à titre de plus-value dans les comptes de la société.

Lors de la revente de parts, la sortie dans les comptes de bilan se fait à la valeur moyenne pondérée. Concernant le calcul des plus – ou moins- values, plusieurs cas de figure peuvent se présenter, lors de cessions de participations directes ou dans certains types de fonds d'investissements (exemple :open ended-fund):

- Non cotées en EUR : une plus- ou moins-value en capital correspondant à la différence entre la Valeur de revente des parts en euro et leur valeur moyenne pondérée d'acquisition , sera constatée dans les comptes.
- Cotées en EUR : Lors de la revente d'actions cotées, une plus- ou moins-value en capital devra être constatée dans les comptes, celle-ci correspond à la différence entre la valeur boursière des actions cotées euro à la date de cession et leur valeur moyenne pondérée d'acquisition en euro.
- Non cotées en devises: Etant donnée que les actions, parts sont comptabilisés suivant la méthode du prix moyen pondéré, il faudra également déterminer le gain ou perte de change entre le taux de change moyen pondéré et le taux spot relatif à la date de paiement. La plus- ou moins-value en capital correspondant à la différence entre la Valeur de revente des parts

convertie en euro et leur valeur moyenne pondérée d'acquisition en euro, sera constatée dans le compte de résultat.

- Cotées en devises: Lors de la revente d'actions cotées, la méthode de comptabilisation se fait comme pour les actions non cotées en devises, il faudra d'abord calculer le gain ou la perte de change réalisé en comparant le taux de change moyen pondéré avec le taux de change spot. Il faudra ensuite calculer une plus ou moins-value en capital, celle-ci correspond à la différence entre la valeur boursière des actions en euro à la date de cession et leur valeur moyenne pondérée d'acquisition en euro.

4.1.1 Réduction de valeur

Dans le cas d'une prise de participation en capital dans des fonds d'investissement non cotés ou dans le cas d'une prise de participation directe dans un projet, une réduction de valeur est justifiée lorsque la valeur estimée de marché est inférieure à la valeur d'acquisition. Cette différence négative devra avoir un caractère permanent pour justifier l'enregistrement d'une réduction de valeur spécifique. Aucune réduction de valeur, n'est enregistrée sur les participations dans des fonds d'investissement en capital non cotés en période d'investissement (en général, les 5 premières années) et les participations directes dans des projets non encore matures (ex. période de lancement), sauf cas exceptionnels qui seront justifiés le cas échéant.

Dans le cas d'actions cotées en bourse, une réduction de valeur en capital est enregistrée à la clôture si la valeur boursière des actions cotées convertie en euro est inférieure à la valeur moyenne pondérée d'acquisition en euro, pour autant que cette moins-value ait un caractère permanent

Les réductions de valeur sont approuvées deux fois par an par le comité exécutif, le comité d'audit et le conseil d'administration sur base des propositions du Risk manager.

4.2. Créances – sous la rubrique Immobilisation financières

Etant donné l'objet social de BIO S.A. et sa stratégie d'investissement, les prêts octroyés sont en adéquation avec le concept de durabilité tel que développé dans l'Avis CNC 147/1 attribuable à un actif et définie ainsi : « ces créances trouvent leur motivation, quant à leur octroi et quant à leur maintien, dans le souci de procurer à une entreprise déterminée de manière durable des capitaux en fonction des besoins de celle-ci, et non en fonction des convenances de placement de l'entreprise créancière » ce qui leur permet d'être repris dans la rubrique des immobilisations financières (sous-rubrique 285 des créances).

Contractuellement, les prêts peuvent être libellés en euro ou en devise étrangère. La devise dans laquelle est libellé un prêt est appelée devise contractuelle.

L'encours en capital d'un prêt en devise contractuelle correspond au montant total déboursé moins les remboursements cumulés en capital ayant eu lieu à la date de calcul de l'encours.

Les prêts octroyés en une devise autre que l'euro font l'objet de risques liés aux variations de cours de change et de taux d'intérêt et sont dès lors systématiquement couverts par un contrat de swap de type « Cross-Currency and Interest Rate swap - CCIRS » sauf exceptions prévues par la politique de gestion du risque de change approuvée par le Conseil d'administration. Les créances en devises (sous la rubrique des immobilisations financières) couvertes par un contrat de swap sont comptabilisées au cours de change historique (correspondant au cours de change effectif à la date de déboursement; ce même taux est également celui utilisé dans le swap pour la conversion des futurs remboursements à recevoir du client en devise étrangère vers l'euro) et ne sont donc pas réévalués à chaque clôture.

4.2.1. Revalorisation des Créances – Immobilisation financières

Les créances en devises comptabilisées (dans la rubrique des immobilisations financières #285) sont uniquement revalorisées lorsqu'elles n'ont pas fait l'objet d'une couverture (cf politique de gestion des risques) ou lors de la rupture anticipée du contrat swap.

Lorsque qu'un poste non monétaire (tels que les prêts/créances reprises en immobilisations financières) en devise n'est plus couvert par un instrument financier (swap) le principal (capital du prêt) est réévalué :

- **au moment de la perte de la couverture** : l'écart de conversion d'une baisse du principal est pris en charge tandis que l'écart de conversion d'une augmentation du principal est porté au passif du bilan dans un compte de régularisation. Cet écart est calculé en comparant la créance en euro à sa valeur historique et le taux spot à la date de la cassure de la couverture CCIRS.

- **ensuite à chaque clôture** : l'écart de conversion d'une baisse du principal est pris en charge tandis que l'écart de conversion d'une augmentation du principal est porté au passif du bilan dans un compte de régularisation. Cet écart est calculé en comparant la valeur de la créance en euro à sa valeur historique et le taux spot à la date de clôture.

Cet exercice de revalorisation aura lieu jusqu'à l'apurement complet de l'encours.

L'impact de ces revalorisations est comptabilisé à titre d'écart de conversion dans nos comptes, l'écart de conversion d'une baisse du principal est pris en charge tandis que l'écart de conversion d'une augmentation du principal est porté au passif du bilan dans un compte de régularisation.

Dans le cas spécifique de prêts faisant l'objet d'une réduction de valeur de 100%, une seule réévaluation aura lieu à la date de rupture du swap. Ces écritures resteront dans les comptes jusqu'au dénouement de la créance.

Si ce % de réduction de valeur est revu, il convient alors de réévaluer l'actif financier au taux de change de clôture. Cette revalorisation se fera à la première date de clôture qui suit le changement de %

Les flux de remboursements sur les prêts non couverts ou partiellement couverts devront être comptabilisés à la valeur historique et un gain/perte de change devra être constaté dans les comptes sur chaque opération, en comparant le taux spot et le taux historique (taux à la date de déboursement).

Lors du dénouement du dossier, la créance en capital fera l'objet d'une sortie dans les comptes à sa valeur historique. Les écarts de conversions seront renversés et un gain ou une perte de change sera constaté dans les comptes

4.2.2 Réductions de valeurs et moins-value sur créances – Immobilisation financières

Les moins-values sur les créances en capital sont calculées sur base de l'encours en devises converti au cours moyen pondéré historique. Lorsqu'une moins-value est enregistrée, la réduction de valeur existante à ce moment est extournée ou ajustée.

Dans le cas de prêts à risque (suivis par l'unité opérations spéciales) ne respectant plus le plan de remboursement contractuel, tout montant perçu sera alloué entre capital et intérêts selon l'ordre de priorité suivant : (i) les intérêts facturés (comptabilisés dans la rubrique *créances commerciales*), (ii) les intérêts courus (comptabilisés sous la rubrique *produits acquis*) et (iii) le capital.

Les intérêts dus peuvent également faire l'objet de réductions de valeur si l'on estime que le montant dû ne sera pas ou partiellement recouvré. Dans ce cas, on enregistre une dotation aux réductions de valeur sur créances commerciales au compte de résultats. Ecriture inverse dans le cas d'une reprise.

L'encours d'une créance dont le remboursement de tout ou partie du capital est compromis, fait l'objet de réductions de valeur. Les réductions de valeur sont approuvées deux fois par an par le comité exécutif, le comité d'audit et le conseil d'administration sur base des propositions du Risk manager.

4.3. Provisions générales et spécifiques

Depuis l'exercice 2016 les provisions générales sont calculées comme suit :

Définitions : $SPG\% = \text{Stock de Provisions Générales} / \text{le montant des immobilisations financières brutes}$. Ce qui correspond à la valeur nette comptable de la rubrique des immobilisations financières, auquel est rajouté le montant des réductions de valeur nettes de l'année. $SPS\% = \text{Stock de Provisions Spécifiques} / \text{le montant des immobilisations financières brutes}$. $SPT\% = \text{stock total de provision} = SPG\% + SPS\%$.

- Si $SPS\%$ (après avoir enregistré les provisions spécifiques de l'exercice) est supérieur ou égale à 4,5%, aucune nouvelle provision générale ne peut être enregistrée et le stock de provision générale existant est remis à zéro via une écriture de reprise de réductions de valeur sur immobilisations financière au compte de résultats.
- Si $SPS\% < 4,5\%$, alors
 - Si $SPS\%$ est inférieur ou égal à 3%, on utilise la méthode globale comme suit : $SPG\% = 4,5\% - SPS\%$, avec $SPS\%$ et $SPG\% > 0$. Si $SPS\% \geq 4,5\%$ alors $SPG = 0$
 - Si $SPS\%$ est supérieur à 3%, on utilise la méthode Delta comme suit : $SPG\% = SPG\% + (4,5\% \times \text{delta Immobilisations financières brutes})$ avec $SPS\% + SPG\% \leq 4,5\%$ sauf si $SPS\% > 4,5\% \Rightarrow SPG = 0$

Les provisions générales et spécifiques figurent à l'actif du bilan, en déduction des immobilisations financières brutes.

Des provisions spécifiques sont également calculées sur les intérêts impayés de certaines créances faisant l'objet d'une provision en capital. Dans ce cas, on enregistre une dotation aux réductions de valeur sur créances commerciales au compte de résultats. Ecriture inverse dans le cas d'une reprise.

5. CREANCES A UN AN AU PLUS - poste monétaire

5.1 principe général

Les créances ou parties de créances (capital) reprises sous l'actif des immobilisations financières qui sont venues à l'échéance sont facturées au client ensemble avec les intérêts. Les autres montants à facturer aux clients (p.ex. commissions de réalisation ou autres types de fees tels que prévus dans le contrat avec le client) sont enregistrés dans la rubrique des autres produits d'exploitation au compte de résultats au moment de la facturation sans étalement sur la durée du prêt correspondant.

Les factures de vente sont reprises sous les créances commerciales et sont apurées lors du paiement par le client.

Elles sont évaluées à la valeur nominale et font l'objet de réductions de valeur si leur remboursement est en tout ou en partie incertain comme décrite ci-dessus sous le point 4.2..

Les factures de vente en devises (pour la partie du capital venue à échéance et les intérêts) sont couvertes par le même instrument financier (swap) que le principal (capital) du prêt repris dans la rubrique des immobilisations financières. Ces factures de vente en devises sont enregistrées dans la comptabilité au cours de conversion de clôture du jour de la transaction (comptabilisation de la facture de vente). Par conséquent, ces factures de vente en devises ne sont pas réévaluées au cours de conversion de clôture chaque année mais uniquement lors de la rupture du swap et subséquemment à chaque clôture de l'exercice.

Les factures de vente en devises (pour les autres montants à facturer aux clients) sont un poste monétaire et sont réévaluées au cours de conversion de clôture chaque année (comme décrite ci-dessous sous le point 11.1.).

5.2. Créances à un an au plus – poste monétaire - dossiers douteux

➤ Principe de facturation

Pour les prêts non considérés à risque, BIO facture les intérêts comme repris au point 5.1. Pour les prêts à risque (douteux), cette règle n'est pas toujours d'application et dépend du statut du client (actif/non actif) et du traitement réservé au prêt:

- Client non actif : l'entité juridique existe toujours mais l'entreprise/le projet n'a plus d'activité. Il s'agit dans ce cas de prêts improductifs pour lesquels le contrat de remboursement n'est (ne sera) plus honoré. La facturation des intérêts et intérêts courus n'a plus de raison d'être.
- Client actif : l'entreprise ou le projet est toujours en activité et génère des flux de trésorerie. Il n'y a pas de règle générale quant à la facturation d'intérêts pour les clients actifs sur dossiers douteux. La facturation des intérêts se fait au cas par cas en fonction des divers cas de figure (restructuration normale, restructuration avec abandon d'intérêts, liquidation ...). Lorsque des intérêts et intérêts courus sont facturés au client, ils sont comptabilisés comme un produit dans le compte de résultat.

Avant chaque clôture, le département comptabilité est informé par l'unité des opérations spéciales du statut de chaque prêt à risque et des règles à suivre en matière de facturation d'intérêts.

➤ Provision sur factures à émettre (enregistrées dans le compte #491 produits acquis)

Le principe est qu'à la date du 31/12/202X, il convient de provisionner les factures d'intérêts à émettre (#491 produits acquis) sur les dossiers qui font l'objet d'une facturation.

Néanmoins, aucune provision de facture à émettre ne sera enregistrée sur les dossiers pour lesquels la créance d'intérêts ouverte au bilan fait l'objet d'une réduction de valeur à 100%.

➤ Revalorisation des créances d'intérêts en devises pour lesquelles la couverture de change n'existe plus.

Pour les intérêts qui ne font plus l'objet d'un CCIRS, la créance intérêt devra être revalorisée à chaque clôture en comparant la créance intérêt à sa valeur historique et la créance convertie au taux spot de clôture. Les écarts de conversions liés à la revalorisation des créances seront extournés en début de chaque période comptable qui suit la date de clôture.

Lorsque le taux de provisionnement passe à 100%, on valorise encore une fois la totalité de la créance intérêt au taux spot de clôture. L'écart de conversion issue de cette revalorisation sera maintenu dans les comptes jusqu'au dénouement de la créance.

Toutes les factures émises après cette dernière revalorisation, seront convertie et maintenue dans les comptes à leur valeur historique.

Un gain ou une perte de change devra être constaté dans les comptes lors de chaque remboursement relatif à un dossier non couvert par un CCIRS, peu importe s'il a fait ou non l'objet d'une provision pour créances douteuses.

6.PLACEMENTS DE TRESORERIE ET VALEURS DISPONIBLES

Sous cette rubrique sont enregistrées les ressources non affectées dont BIO S.A. dispose dans le cadre de son objet social. Ces ressources peuvent être provisoirement placées dans " Titres à revenu fixe " ou " comptes à terme détenus auprès des établissements de crédit ".

Les titres à revenu fixes sont évalués à leur prix d'acquisition. Les frais accessoires relatifs à l'acquisition sont pris en charge par le compte de résultats de l'exercice au cours duquel ils ont été engagés. La valeur d'acquisition des titres à revenu fixe avec des caractéristiques identiques est déterminée suivant la méthode des prix moyens pondérés.

L'agio ou disagio des titres à revenu fixe achetés au-dessus ou en-dessous du pair est amorti de façon actuarielle sur la période restante.

Les réductions de valeur sont actées si, à la date de clôture de l'exercice, la valeur de réalisation est inférieure à la valeur d'acquisition corrigée comme décrite ci-dessus.

Les plus- ou moins-values réalisées à la suite de la vente des titres à revenu fixe sont calculées sur base du prix d'achat moyen pondéré.

Les placements de trésorerie (comptes à terme détenus auprès des établissements de crédit) sont évalués à leur valeur nominale.

7.DETTES

Sont évaluées à leur valeur nominale.

Leasing et droits similaires. Les obligations résultant de leasing et de contrats similaires sont évaluées chaque année selon la part des échéances à verser dans les exercices suivants, qui sert de reconstitution de la valeur en capital des biens se rapportant au contrat.

8.ENGAGEMENTS

Lorsqu'un investissement reçoit l'approbation finale de l'organe de décision compétent (conseil d'administration ou comité de crédit), le montant approuvé se nomme l'Engagement.

Cette notion d'engagement débute au moment où BIO S.A. émet une lettre d'intention officielle en faveur du client, après l'approbation de l'investissement par l'organe de décision compétent (conseil d'administration ou comité de crédit). Cette lettre d'intention est non liante. Le montant de l'Engagement restant à déboursier est repris sous la rubrique Engagements hors bilan.

Les Engagements restant à déboursier sont repris hors bilan de manière agrégée par type d'instrument (actions, prêts, ...) par type d'engagement (Engagements approuvés signés non encore déboursés ou Engagements approuvés non encore signés).

9.CERTIFICATS DE DEVELOPPEMENT

Outre les actions représentant le capital il existe également des parts bénéficiaires (dénommées "certificats de développement ") nominatives qui ne représentent pas le capital et bénéficient des mêmes droits que ceux accordés aux actionnaires comme mentionné dans les statuts (article 6).

Ils sont comptabilisés sur un poste bilantaire séparé (autres réserves indisponibles) dans la rubrique des capitaux propres et ne peuvent être réduit ou augmenté que suite à une décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (attribution de certificats de développement et modification des statuts afin de les adapter à la suite de l'attribution de nouvelles parts bénéficiaires).

Les certificats de développement servent à réaliser des investissements (ce type de financement par l'Etat belge est dénommé "code 8").

10. SUBSIDES EN CAPITAL

Les subsides en capital sont comptabilisés dans une rubrique distincte des capitaux propres.

Les coûts de gestion reçus de l'Etat pour la gestion des investissements en subsides en capital sont comptabilisés au compte de résultat, l'année où ils sont utilisés.

Conformément à l'art. 9 § 4 de la loi BIO, les règles spécifiques suivantes s'appliquent aux subsides en capital :

- Les remboursements de ces investissements sont utilisés pour financer de nouveaux investissements en subsides en capital ;
- Les coûts opérationnels liés à l'activité doivent être couverts par les coûts de gestion et/ou par les revenus nets générés par l'activité, dans les limites fixées par le Contrat de gestion ;
- Les provisions, les reprises de provisions et les pertes définitives en capital pour ces investissements sont allouées directement sur les subsides en capital (stock de capitaux propres des subsides en capital) ;
- L'ensemble des coûts et des revenus liés à l'activité, y compris les pertes et gains liés à la cassure d'un contrat de couverture, sont alloués sur les subsides en capital en fin d'exercice comptable annuel. En cas de résultat positif, le résultat de l'activité sera utilisé pour de nouveaux investissements en subsides en capital.

A l'exception des règles ci-dessus, toutes les autres principes restent valables pour le financement sous forme de subside en capital.

11. VALEURS DISPONIBLES ET OPERATIONS EN DEVISES

Une distinction est faite entre les postes monétaires et non monétaires (actif et passif, engagements et droits).

11.1. Postes monétaires

Ceux-ci recouvrent principalement les créances (hormis celles reprises dans la rubrique des immobilisations financières qui est un poste non monétaire) et dettes de l'entreprise comme les placements, les liquidités et les comptes de régularisation actif et passif et les droits et obligations liés.

Lors de la clôture de l'exercice, les postes monétaires sont convertis et enregistrés au cours de clôture de l'exercice. Dans la rubrique des créances commerciales uniquement les autres montants à facturer aux clients (comme décrite ci-dessus sous le point 5.) sont à réévaluer.

Les bénéfices latents de cette conversion ne sont pas, contrairement aux pertes latentes, repris dans le compte de résultats, mais enregistrés sous un compte de régularisation passif, cette règle ne

s'applique pas aux liquidités (rubrique des valeurs disponibles). Depuis l'exercice 2015, les différences de change positives et négatives sur les liquidités sont enregistrées dans le compte des résultats.

Il a été décidé que ces revalorisations soient systématiquement renversé en début de chaque période qui suit la clôture.

11.2. Postes non monétaires

Ceux-ci recouvrent principalement les immobilisations corporelles et financières, les capitaux propres (certificats de développement et subsides en capital inclus) et le financement à long terme dans le cadre des investissements de BIO S.A..

Ceux-ci sont évalués au cours de conversion historique.

12.COMPTES DE REGULARISATION

Les comptes de régularisation du passif comprennent les charges à imputer ainsi que les produits à reporter. Les charges à imputer consistent d'une part des pro ratas (calculés sur base journalière pour la période entre la dernière date d'échéance pendant l'exercice et la date de clôture de l'exercice) des intérêts à payer sur les contrats swap. D'autre part les charges à imputer consistent des subventions pour le financement des interventions (par exemple programmes d'assistance technique, études de faisabilité,...) telles que prévues par les articles 3ter et 3quater de la loi BIO S.A. qui ont été octroyées par le comité de crédit de BIO S.A.. Au moment de cette décision (donc avant signature du contrat et avant déboursement), le coût de cette intervention est pris en charge dans la rubrique des autres charges d'exploitation. En même temps, un montant égal est reconnu au compte des résultats dans les autres produits d'exploitation (via le débit de la rubrique des produits à reporter).

La rubrique des produits à reporter comprend le solde restant des moyens que BIO S.A. a reçu de l'Etat belge en application de l'article 56 du contrat de gestion (ce type de financement par l'Etat belge est dénommé " code 3 "). Les frais de gestion de cette activité dénommée "Business Development Support Fund" peuvent être imputés aux subsides (via la rubrique des autres produits d'exploitation au compte de résultats) à hauteur de douze pourcents des subsides reçus pendant la durée du contrat de gestion.

AUTRES INFORMATIONS À COMMUNIQUER DANS L'ANNEXE

A. Valorisation des participations, actions et parts: précisions sur les valeurs reporting

Dans le cas de prise de participation dans des fonds d'investissements non cotés ou dans le cas d'une prise de participation directe dans un projet, une provision (ci-après le terme " réduction de valeur " est utilisé également) est justifiée lorsque la valeur estimée de marché est inférieure à la valeur d'acquisition. Cette différence négative devra avoir un caractère permanent pour justifier l'enregistrement d'une provision spécifique.

Afin de pouvoir évaluer cette différence et l'enregistrement des provisions, nous nous basons sur les reporting financiers transmis par nos clients. Compte tenue de nos propres délais de reporting interne nous avons décidé utiliser l'info la plus récente soit à défaut d'avoir Q4 (ceux-ci sont en général transmis vers fin mars N+1 ou début avril N+1) nous utilisons Q3 dans la majeure partie des cas pour effectuer cet exercice.

B. Comptabilisation des fonds et plus-value

Comme stipulé au le point 4.1 Participations, actions et parts de nos règles d'évaluation, tout montant remboursé par ces fonds et dont la nature diffère de celle d'un dividende, d'un intérêt ou d'une prime d'émissions,...(qui eux sont repris en compte de résultat) sera en priorité imputé à l'apurement de la valeur d'achat (encours brut). Une plusvalue n'est enregistrée que lorsque BIO récupère son investissement de départ et que dans les comptes la valeur d'achat de l'investissement concerné est égal à zéro. En d'autres termes, certains actifs dont la valeur est à 0 continuent de générer des revenus

**AUTRES DOCUMENTS À DÉPOSER EN VERTU DU CODE DES
SOCIÉTÉS ET DES ASSOCIATIONS**

RAPPORT DE GESTION

From : Finance
To : Audit Committee, for its meeting on March 12th
Date : March 9th 2026
For : recommendation to Board of Directors



**Rapport de gestion du Conseil d'Administration
l'Assemblée Générale des Actionnaires de la SA BIO à tenir le 29
avril 2026 par rapport à l'exercice clos le 31 décembre 2025 en
application des articles 3 :5 et 3 :6 du Code des Sociétés et
Associations**

RAPPORT DE GESTION EXERCICE 2025
--

1.	Exposé fidèle sur l'évolution des activités investissements et du résultat de la société	3
1.1	Faits marquants.....	3
1.2	Chiffres clés.....	4
1.2.1	Analyse du portefeuille d'investissement	4
1.3	Analyses Compte de résultat & Bilan.....	6
1.3.1.	Compte de résultat.....	6
1.3.2.	Analyses du Bilan :.....	7
2.	Evénements importants survenus après la clôture de l'exercice.....	9
3.	Indicateurs sur limites et moyens reçus	9
3.1.	Limites à respecter.....	9
3.2.	Les moyens à fin 2025	9
4.	Indicateurs relatifs au R&D	10
5.	Succursales	11
6.	Continuité de l'entreprise	11
7.	Finalité et structure de l'entreprise	11
7.1.	Finalité.....	11
7.2.	Structure	11
8.	Instruments financiers et Risques	12
8.1.	Risques spécifiques liés aux investissements	12
8.1.1.	Investissements financés par des moyens code 8	13
8.1.2.	Investissements financés par des moyens code 5	14
8.2.	Risque politique.....	14
8.3.	Risque de change.....	14
8.4.	Risque de liquidité.....	15
8.5.	Risque de notoriété.....	15
9.	Activité des commissaires	16
10.	Conflits intérêts	16
11.	Emissions des parts.....	17
12.	Aspects Durabilité et Développement	17
12.1.	Fonds d'Appui au Développement Commercial – Business Development Support Fund (BDSF).....	17
	Résumé des projets approuvés en 2025	17
	Evolution du nombre de projets et des montants entre 2021 et 2025	18
12.2.	Impact développement.....	19
12.2.1	Mise à jour de la gestion d'impact.....	19
12.2.2	Contribution aux SIT	20
12.2.3	Additionnalité financière et non financière.....	22
	Résumé des performances de développement par ODD prioritaire pour BIO.....	23
12.3.	Evaluation des risques environnementaux et sociaux.....	23
	Mise à jour de la gestion des risques environnementaux et sociaux.....	23
	Projets d'investissement signés en 2025.....	24
	Suivi E&S des projets en portefeuille.....	24
12.4.	Engagement des parties prenantes	25

1. Exposé fidèle sur l'évolution des activités investissements et du résultat de la société

1.1 Faits marquants

Le portefeuille net d'investissement augmente de 1%, de 674,4 à 684,4 millions d'euros. L'augmentation des revenus du portefeuille d'investissement ont permis à BIO de dégager un bénéfice net de 9 millions d'euros, malgré une augmentation de la matérialisation du risque en capital sur le portefeuille associé à une augmentation des coûts sur le résultat de change. Les faits les plus marquant ayant contribué au résultat sont listés ci-dessous :

- 30 nouveaux dossiers approuvés pour un montant de **235 millions** d'euros.
- 21 nouveaux dossiers signés pour un montant de 168 millions d'euros.
- Augmentation des revenus du portefeuille d'investissement (+6%).
- Augmentation significative du coût du risque¹ en capital sur le portefeuille financé par des moyens code 8 qui passe de 2,3% à 2,6%, soit une augmentation de 2,9 millions d'euros par rapport à 2024.
- Augmentation du stock de provisions spécifiques qui s'établit à 121 millions d'euros, soit 15,6% du portefeuille d'investissements (code 8), dépassant la limite de 10% préconisée dans le contrat de gestion.
- Les coûts opérationnels de BIO ont augmenté de 10% en 2025, principalement lié au projet de digitalisation et modernisation des outils IT. Le ratio "coûts opérationnels C8/fonds propres" est de 1,31% et reste sous la limite fixée dans le contrat de gestion.
- **BIO enregistre un résultat net après impôts de 9 millions d'euros** permettant un niveau de bénéfices reportés supérieur à 30 millions d'euros, ce qui devrait permettre à BIO de distribuer à un dividende égal à 50% du résultat net après impôts, soit 4,485 millions d'euros.
- Les bénéfices reportés cumulés devraient, après dividende, atteindre un total de 34,9 millions d'euros.
- Nouveaux moyens reçus sous forme de subsides en capital (code 5) pour 10,3 millions d'euros².
- L'encours net code 5 se monte à 30,9 millions d'euros. 4 nouveaux investissements Code 5 furent approuvés pour 13 millions d'euros et 11,9 millions d'euros furent déboursés.

¹ Inclus Lafise

² Après déduction des frais de gestion

1.2 Chiffres clés

	31.12.2021	31.12.2022	Δ	31.12.2023	Δ	31.12.2024	Δ	31.12.2025	Δ
Engagements d'Auto									
Engagements nets	883.159 €	992.859 €	12%	1.078.801 €	9%	1.095.799 €	2%	1.200.065 €	10%
Encours nets	604.022 €	580.844 €	-4%	623.929 €	7%	674.352 €	8%	684.418 €	1%
Trésorerie et placements de trésorerie	489.760 € ³	512.357 €	5%	487.421 €	-5%	488.288 €	0%	492.972 €	1%
Revenus du Portefeuille d'investissements	27.416 €	26.316 €	-4%	30.415 €	16%	48.924 €	61%	51.645 €	6%
Coût du risque sur Capital	-11.260 €	-29.983 €	166%	-2.234 €	-93%	-17.180 €	669%	-20.108 €	17%
Résultat après taxes	-259 €	-12.780 €	4829%	17.413 €	-236%	19.199 €	10%	8.971 €	-53%
Fonds Propres	1.096.248 €	1.101.004 €	0%	1.120.680 €	2%	1.159.486 €	3%	1.176.262 €	1%
Total actifs	1.106.291 €	1.112.589 €	1%	1.178.719 €	6%	1.178.719 €	0%	1.196.052 €	1%
Nouveaux moyens reçus de l'actionnaire	45.000 € ³	20.382 €	-55%	9.838 €	-52%	27.000 €	174%	13.006 €	-52%

3

1.2.1 Analyse du portefeuille d'investissement

Les investissements de BIO se réalisent essentiellement en euros ou en dollars, néanmoins les rapports et comptes annuels sont produits en euros. Les déboursements et remboursements en devises étrangères sont convertis en euro (i) au cours historique prédéfini dans le contrat de couverture dans le cas des prêts et (ii) au cours du jour dans le cas des investissements ne faisant pas l'objet de couverture. Les engagements en monnaie étrangère non déboursés ont été convertis en euros dans ce document sur la base du cours prévalant au 31.12.2025, soit 1 euro = 1,1750 US dollar⁴.

○ Portefeuille d'investissements : dossiers approuvés et signés

En 2025, 30 nouveaux dossiers ont été approuvés pour un total de 235 millions d'euros (dont 13 millions en code 5), soit une augmentation de 8% par rapport à 2024 (217 millions d'euros).

21 nouveaux dossiers ont été signés (dont 5 en code 5) pour un montant total de 168 millions d'euros, soit une diminution de 21% par rapport à 2024.

³ Définition et précisions :

- Coût du risque exclus Lafise
- Revenus du portefeuille d'investissement : revenus net du portefeuille de prêts (hors provisions d'intérêts) + revenus net du portefeuille de participation.
- Nouveaux moyens reçus de l'actionnaire inclut les moyens reçus en C3, C5 ainsi que les frais de gestion.
- Engagements nets : nous considérons qu'un engagement naît au moment où un investissement est approuvé par le conseil d'administration sans qu'il ne soit pour autant déjà signé. Lorsque nous enlevons de l'ensemble de nos engagements (approuvés non signés, signés non déboursés, déboursés) tous les remboursements ayant déjà eu lieu, nous obtenons l'Engagement net.
- Encours nets : encours après provision

⁴ Source – Banque Centrale Européenne - <https://www.ecb.europa.eu/>

Nouveaux investissements approuvés en 2025	
en EUR mln	235
AFRIQUE	129
Secteur financier	41
Banques commerciales	37
Institutions de microfinance	4
Fonds	26
Fonds PME	26
Entreprises	48
Agriculture, sylviculture et pêche	24
Industrie manufacturière	24
Infrastructure	15
Energie renouvelable	2
Télécom	13
ASIE	77
Secteur financier	50
Banques commerciales	17
Institutions de microfinance	33
Fonds	13
Fonds PME	13
Entreprises	7
Agriculture, sylviculture et pêche	4
Industrie manufacturière	3
Infrastructure	7
Energie renouvelable	7
AMERIQUE LATINE	19
Secteur financier	14
Banques commerciales	7
Institutions de microfinance	7
Entreprises	5
Industrie manufacturière	5
MULTI-REGIONAL - VITRINE	10
Secteur financier	5
Banques commerciales	5
Fonds	5
Fonds PME	5

○ Engagements nets

Les Engagements nets sont de 1.200 millions d'euros à la fin de l'année. Après déduction de l'encours brut⁵, le montant des investissements approuvés restant à déboursier se monte à 390 millions d'euros.

En millions d'euro	2024	2022	2023	2024	2025
Engagements nets	883.159	992.859	1.078.801	1.095.799	1.200.065
Trésorerie et Placements de trésorerie	489.760	512.357	487.421	488.288	492.972
Remboursements à recevoir sur les 2 exercices suivants	184.567	187.636	192.367	193.340	246.036
Trésorerie améliorée (Règle interne)	674.327	699.993	679.788	681.628	739.008
Engagements restant à déboursier	-208.547	-312.299	-363.026	-313.540	-389.985
Solde	465.780	387.694	316.763	368.088	349.024

Selon une règle interne, la trésorerie améliorée⁶ doit être supérieure au montant des engagements nets restant à déboursier, ce qui est le cas avec un solde positif de 349 millions d'euros au 31.12.2025.

⁵ Encours avant provision

⁶ Trésorerie existante plus remboursement sur les deux prochaines années

○ *Evolution des investissements déboursés*

Le total des nouveaux déboursements en capital réalisés en 2025 sur des investissements code 8 se monte à 130 millions d'euros (78,5 millions pour les prêts et 51,3 millions pour les participations en capital). 11,9 millions d'euros ont été déboursés en code 5 principalement pour les prêts

1.3 Analyses Compte de résultat & Bilan

1.3.1. Compte de résultat

En milliers d'euros

Comptes de résultats	2024	2025	Δ en milliers €	Δ %
Revenus	102.882	111.214	8.331	8%
Revenus intérêts (75)	79.055,51	77.132,18	-1.923,33	-2%
Autres revenus (74)	3.937,96	4.547,08	609,12	15%
Revenus non récurrents (76A&76B)	19.888,73	29.534,39	9.645,66	48%
Charges	77.339	94.350	17.011	22%
Charges exploitations (61)	3.735,42	5.293,28	1.557,87	42%
Salaires (62)	10.738,12	11.282,54	544,42	5%
Autres charges exploitations (64)	1.848,26	1.207,91	-640,35	-35%
Charges financières (65)	33.222,03	41.689,15	8.467,12	25%
Amortissements et Réduction de valeurs (630&631/4)	4.834,15	5.100,83	266,68	6%
Provision (635/8)	3,27	-40,02	-43,29	-1322%
Charges non récurrentes (66A&66B)	22.958,00	29.816,61	6.858,62	30%
Resultats (perte) avant impôt	25.542,95	16.863,33	- 8.680	-34%
Impôts (67-77)	-6.343,96	7.892,55	14.236,51	-224%
Résultats (Perte) de l'exercice	19.198,99	8.970,78	- 10.228	-53%

- Les revenus ont augmenté de 8,3 millions d'euros (+8%) par rapport à 2024. Cette bonne performance résulte de plusieurs facteurs :
 - Une augmentation importante sur le poste *revenus non récurrents*, + 9,6 millions d'euros issue d'importantes plus-values réalisées sur la vente de participations ainsi que du remboursement en capital de créances (prêts) sur d'anciens dossiers suivis par le département Special Operations.
 - Diminution des revenus générés par les participations en capital ; - 1,7 millions d'euros par rapport à l'année dernière.
 - Une augmentation des revenus des intérêts bruts avant couverture et taxes de 1,6 millions d'euros (soit 2,0 millions d'euros après couverture et taxes). La diminution généralisée sur le poste 75 provient principalement de la baisse des revenus bruts des placements de trésorerie en recul de 4,9 millions d'euros par rapport à 2024, ce qui s'explique par une forte diminution des taux d'intérêts des placements à l'agence de la dette.
- Les charges ont augmenté de 17 millions (+22%). Cette hausse est la résultante des variations positives et négatives entre plusieurs rubriques :
 - Augmentation 1,5 millions d'euros de nos charges d'exploitation, directement liée au projet de digitalisation et de modernisation de nos outils IT ainsi qu'aux coûts de consultance associés à projet.
 - Augmentation du poste salaires ; +5% en lien direct avec la croissance de nos effectifs (+5,8 FTE)

- Les charges financières ; hausse de 8,4 millions d'euros due entre autres :
 - L'augmentation provient essentiellement des postes de pertes de change réalisées. En effet, nous enregistrons d'une part une perte significative liée à la revalorisation des postes monétaires en USD. Et d'autre part, nous constatons un effet de change important résultant du remboursement d'un prêt au Myanmar, qui avait été provisionné à 100 % et a finalement été remboursé. Les taux utilisés pour ce dossier ne sont pas ceux publiés sur OANDA, mais les taux de référence de la Banque Centrale du Myanmar, très désavantageux par rapport aux sources habituellement utilisées par BIO, qui a préféré adopter une approche prudente.
 - Perte de change non réalisé de +1 million d'euros par rapport à 2024 ; liée à notre portefeuille de prêts non couverts
- Les charges non récurrentes augmentent de 6,8 millions d'euros, cette hausse s'explique principalement par une augmentation des provisions sur le capital du portefeuille prêts + 9,2 millions d'euros.

1.3.2. Analyses du Bilan :

Le total du bilan augmente de 17,3 millions (+1%) et passe de 1.179 millions à 1.196 millions d'euros.

Actifs

En milliers d'Euro	2024	2025	% du total	Δ%
Frais d'établissement	5	3	0%	-30%
Immobilisations incorporelles	-	-	0%	0%
Immobilisations corporelles	749	662	0%	-12%
Immobilisations financières	674.367	684.430	57%	1%
Trésorerie et placements de trésorerie	488.288	492.972	41%	1%
Autres actifs circulants	15.310	17.986	2%	17%
Total des actifs	1.178.719	1.196.052	+17.334	1%

- Les immobilisations corporelles sont constituées du mobilier et des équipements (informatiques).
- Les immobilisations financières sont constituées quasi exclusivement du portefeuille d'investissement, après déduction des provisions sur capital. Il est en augmentation de 1% par rapport à l'exercice précédent, sous l'effet combiné de divers facteurs :
 - Un impact de +27,9 millions d'euros d'augmentation de notre portefeuille brut (déboursements – remboursements + revalorisation)
 - Une augmentation du stock de provision de 17,8 millions d'euros sur le portefeuille C8 et C5

Immobilisations financières par catégories

Evolution de l'encours net par type de financement

En milliers d'euro	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Δ ⁷
Prêts	383.360	374.097	324.425	351.981	403.031	401.633	15%
Code 8	383.360	365.097	310.946	339.685	388.029	378.923	14%
Code 5	3.000	8.999	13.479	12.295	15.001	22.711	22%
Participations	197.263	229.764	256.338	271.867	271.121	282.465	0%
Code 8	194.263	226.457	251.590	266.236	265.099	274.248	0%
Code 5	3.000	3.388	4.749	5.631	6.022	8.217	7%
Autres Immobilisations Financières	15	81	81	81	201	320	148%
Immobilisations financières	580.638	603.941	580.844	623.929	674.352	684.418	8%

7

- La Trésorerie et les placements de trésorerie restent stables en 2025 en comparaison de l'année passée. Le solde déboursement/remboursement du portefeuille d'investissements de 29,8 millions d'euros est compensé par les cash-flows nets de l'activité de BIO et des moyens reçus de l'Etat en 2025.

Passifs

En milliers d'Euro

	2024	2025	% du total	Δ%
Capitaux Propres	1.159.486	1.176.262	98%	1%
Provisions pour Risques et charges	69	29	0%	-58%
Autres passifs court terme	19.163	19.761	2%	3%
Total des passifs	1.178.719	1.196.052	+17.334	1%

Les capitaux propres augmentent de 16,7 millions sous l'effet cumulé (i) d'une nouvelle dotation nette en subsides en capital pour 10,3 millions ainsi qu'une affectation de 1,7 millions issue de l'affectation de résultat code 5 et (ii) du résultat reporté de l'exercice après distribution de dividendes 4,5 millions d'euros millions.

Les autres passifs à court terme sont constitués :

- Du poste fournisseurs pour 0,7 millions d'euros
- Des dettes fiscales, salariales et fiscales pour 2,2 millions d'euros
- Dividende à payer de 4.5 millions d'euros
- Des comptes de régularisation pour 12,0 millions d'euros; ils sont constitués de divers postes comme les charges à imputer, le solde des subsides en code 3 utilisable sur les prochaines années et le bénéfice latent suite à la réévaluation au cours de clôture sur le principal des prêts non soumis à un instrument de couverture.

⁷ Le dossier Lafise est exclu des calculs à partir de 2022

2. Evénements importants survenus après la clôture de l'exercice

Aucun événement important n'est survenu après la clôture de l'exercice, qui pourrait avoir un impact significatif sur nos comptes 2025.

3. Indicateurs sur limites et moyens reçus

3.1. Limites à respecter

Certaines limites et ratios doivent être respectés par BIO. Ci-dessous le tableau présente les limites et niveaux atteints en 2025. Il est à noter que comme en 2024, le stock de provisions dépasse la limite de 10% du portefeuille d'investissements (15,6%), défini dans le contrat de gestion.

	Limite	Realisé 2021	Realisé 2022	Realisé 2023	Realisé 2024	Realisé 2025	Statut
Risques							
Stock de provisions spécifiques C8/Portefeuille C	10,0%	10,7%	15,1%	12,5%	13,6%	15,6%	Non-respecté
Coût du risque sur Capital C8	3,5%	1,67%	4,57%	0,31%	2,27%	2,58%	Respecté
Efficiences							
Coûts opérationnels C8/Fonds propres	1,55%	1,03%	1,06%	1,16%	1,13%	1,31%	Respecté
Concentrations sur contreparties							
Engagements nets par client/Fonds propres	5,0%	1,6%	2,2%	2,0%	1,7%	1,7%	Respecté
Engagements nets par Group-Holding/Fonds pro	10,0%	1,6%	2,2%	2,0%	1,7%	1,7%	Respecté
Concentrations géographiques							
Engagements nets par pays/Fonds propres	10,0%	7,2%	6,8%	5,4%	5,2%	6,0%	Respecté
Engagements nets par région/Fonds propres	50,0%	39,8%	37,7%	40,3%	41,8%	48,7%	Respecté

3.2. Les moyens à fin 2025

En millier d'Euro	2021	2022	2023	2024	2025
Capital	4.958	4.958	4.958	4.958	4.958
Réserves	1.028.330	1.038.330	1.038.330	1.038.330	1.038.330
Légale	496	496	496	496	496
Certificats Développement/Climat	1.027.834	1.037.834	1.037.834	1.037.834	1.037.834
Bénéfices reportés	11.376	1.403	16.010	30.409	34.894
Subsides en capital	51.583	59.119	61.382	85.789	98.080
Fonds Propres	1.096.248	1.101.004	1.120.680	1.159.486	1.176.263

8

Capital

Le capital souscrit se monte à 4,958 millions d'euros et fut entièrement libéré lors de la création de la société (08.12.2001) par l'État belge et la Société Belge d'Investissement International/SBI, à concurrence de 50% chacun. En 2014, l'Etat belge a racheté les actions de la SBI et est donc devenu l'actionnaire unique de BIO.

Réserves indisponibles – Code 8 – Certificats de développement

Outre le capital, l'essentiel des ressources de BIO est constitué des apports de l'Etat sous forme de certificats de développement. Ces certificats sont enregistrés dans les réserves indisponibles et correspondent aux moyens de base à la disposition de BIO pour mener à bien sa mission. Le montant

⁸ Subsides en capital, les montants repris sont diminués des frais de gestion qui ont été reconnus dans la rubrique des autres produits financiers au compte de résultats.

cumulé reçu depuis la création de BIO s'élève à 970 millions d'euros⁹. BIO n'a reçu aucun nouvel apport en fonds propres depuis 2022.

En milliers d'euro	2021	2022	2023	2024	2025
Financements C8 reçus annuellement (certificats de développement)	35.000	10.000	-	-	-
Financements C8 cumulés reçus	960.016	970.016	970.016	970.016	970.016

Subsides en capital – code 5

Depuis l'exercice 2019, l'Etat octroie de nouveaux moyens sous forme de subsides en capital (code 5) servant à réaliser des investissements ayant des effets développementaux particulièrement impactant mais présentant dès lors un profil de risque plus important couplé à une rémunération reflétant imparfaitement ce dernier. Le contrat de gestion prévoit une enveloppe de 85 millions d'euros de 2024 à 2028 (dont 10 millions d'euros pour des investissements en « Ukraine »), sous respect de certaines conditions. En 2025, un montant de 11,4 millions d'euros, fut octroyé et payé à BIO sous le code 5 et ce conformément au contrat de gestion). 1,1 millions d'euros ont été pris en compte de résultat à titre de managements fees pour couvrir les coûts opérationnels complémentaires engendrés par cette activité.

En milliers d'euro	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Subsides annuel (code 5) reçu par l'Etat	12.000	10.000	8.000	8.000	15.000	11.476
Code 5 "Ukraine"					10.000	-
Code 5 "Emergency"	20.000	-	544	-	-	-
Subsides cumulés reçus	44.000	54.000	62.544	70.544	95.544	107.020

Subsides – code 3

Le contrat de gestion prévoit également des subsides (code 3) à travers lesquels BIO octroie divers montants sous forme d'assistance technique, de financement d'étude de faisabilité, à ses clients directs et indirects en vue du renforcement de divers aspects de leur organisation (environnemental et social, mise à niveau et formation,...). Pendant la durée du présent contrat de gestion (2024-28), un total de 10 millions d'euros est prévu en subsides avec un maximum de 2 millions d'euros par an. En 2025, BIO a reçu un montant de 1,5 millions d'euros dont 0,2 millions furent enregistrés dans le compte de résultat à titre de frais de gestion (12%).

Un total de 1,1 millions d'euros fut déboursé en subsides code 3. Ces subsides sont enregistrés dans un compte de régularisation au passif du bilan.

Les subsides sont gérés par le « Fonds d'Appui au Développement Commercial ».

En milliers d'euro	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Subside annuel (code 3) reçu par l'Etat				1.838	1.838	2.000	1.530
Subsides cumulés reçus		13.700		15.538	17.376	19.376	20.906

4. Indicateurs relatifs au R&D

La société n'a pas d'activités en matière de recherche et de développement

⁹ La différence entre le montant cumulé de 970 millions d'euros et le montant des réserves au passif liées aux certificats de développement se monte à 67 millions d'euros provenant de l'incorporation d'une partie des bénéfices retenus dans les réserves indisponibles suite à la vente de Prasac en 2017. Cette incorporation a eu lieu en 2018.

5. Succursales

BIO dispose d'un bureau de représentation en Côte d'Ivoire employant deux personnes dont la principale mission est la prospection de nouveaux investissements et la représentation de BIO sur toute l'Afrique de L'Ouest.

Ce bureau local ne génère aucun revenu mais bien des frais de fonctionnement qui sont repris dans les comptes de BIO en Belgique.

6. Continuité de l'entreprise

En 2025, la société ne doit plus justifier la rubrique « continuité de l'entreprise » et ceci grâce aux trois années consécutives bénéficiaires.

7. Finalité et structure de l'entreprise

7.1. Finalité

La mission de BIO et le cadre dans lequel elle doit exercer son mandat sont définis :

- Par la loi du 3 novembre 2001 relative à la création de la Société belge d'Investissement pour les Pays en Développement,
- Par le nouveau contrat de gestion conclu entre la Société et l'Etat belge, approuvé par Arrêté Royal du 25 décembre 2023, pour la période allant du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2028

BIO vise à favoriser par ses investissements le développement d'un secteur privé pérenne dans les pays en développement, afin d'y créer les conditions d'une croissance économique et d'un bien-être social durables. La cible ultime des interventions de BIO est le secteur des micros, petites et moyennes entreprises, que BIO soutient de manière directe ou indirecte.

BIO tend, via ses investissements dans le secteur privé, à avoir un impact significatif et mesurable sur le développement local tout en s'assurant de dégager une certaine rentabilité.

La loi relative à BIO comporte également une série de dispositions relatives à l'interdiction d'investir dans certains Etats à taux d'imposition faible et non transparents fiscalement. Le Contrat de Gestion entre BIO et l'Etat belge définit les dispositions en la matière.

7.2. Structure

En 2025, la structure organisationnelle de la Société reste inchangée.

Le comité exécutif est constitué du directeur général et de trois directeurs responsables des départements suivants :

- Investissement et Portefeuille : prospection et exécution des investissements, gestion du portefeuille d'investissements.
- Finance : budget, gestion de la trésorerie, gestion des risques financiers, comptabilité et taxes, opérations spéciales et informatique.
- Juridique et RH : gestion des affaires légales relatives à la société et aux investissements, comprend également la gestion des ressources humaines ainsi que des bureaux.

Les Unités « Développement & Durabilité », « Communication » et « Audit interne » sont sous la responsabilité directe du directeur général.

Conseil d'Administration

Au 1^{er} janvier 2025, les membres du conseil d'administration de la société anonyme de droit public « Société belge d'Investissement pour les Pays en Développement » étaient les personnes suivantes :

- Samira Bersoul;
- Jean-Christophe Charlier;
- Laurence Christians;
- Anna Elisabeth De Backer;
- Géraldine Georges;
- Illias Marraha;
- Peter Moors;
- Jade Salhab ;
- Sophie Tibesar;
- Pieter Verhelst.

Aucun membre du conseil d'administration n'a été nommé ou n'a quitté ses fonctions durant l'année 2025.

En 2025,

- Le Conseil d'Administration s'est réuni 11 fois ;
- Le Comité d'Investissement s'est réuni 11 fois ;
- Le Comité d'Audit s'est réuni 4 fois ;
- Le Comité des Ressources Humaines s'est réuni 3 fois.

Rapport de rémunération

GEORGES	Géraldine	Administrateur	5.500,00 €	4.957,88 €	10.457,88 €
BERSOUL	Samira	Administrateur	8.500,00 €		8.500,00 €
CHARLIER	Jean-Christophe	Administrateur	10.000,00 €		10.000,00 €
CHRISTIAENS	Laurence	Administrateur	8.500,00 €		8.500,00 €
DE BACKER	Annelies	Administrateur	11.000,00 €		11.000,00 €
MARRAHA	Illias	Administrateur	6.000,00 €		6.000,00 €
SALHAB	Jade	Administrateur	10.500,00 €		10.500,00 €
MOORS	Peter	Administrateur	10.000,00 €		10.000,00 €
TIBESAR	Sophie	Administrateur	7.500,00 €		7.500,00 €
VERHELST	Pieter	Administrateur	5.500,00 €	2478,96	7978,96
Total			83.000,00 €	7.436,84 €	90.436,84 €

8. Instruments financiers et Risques

8.1. Risques spécifiques liés aux investissements

Les dotations en certificats de développement (Code 8) représentent la source historique de financement des activités de BIO et sont considérés comme des fonds propres « durs ». Les investissements réalisés à partir de cette enveloppe doivent respecter une série de conditions minimales en termes de risques, impacts et rendement. Les pertes en capital et intérêts, réalisées ou non, sur les investissements financés par du Code 8, viennent négativement impacter le compte de résultat.

A partir de 2019, BIO s'est vu allouer des subsides en capital (Code 5) en vue de réaliser des investissements ayant un profil de risque et d'impact spécifique n'entrant pas dans les conditions d'éligibilité pour être financés par du Code 8. Tous les éléments (revenus et coûts) du compte de résultat attribuables analytiquement aux portefeuilles d'investissements catégorisés en Code 5 viennent directement impacter négativement le montant des subsides en capital mais n'ont pas d'impact sur le compte de résultat.

Nous utilisons un indicateur de risque appelé « Coût du risque »¹⁰. Il représente l'impact annuel des pertes en capital sur nos investissements Code 8 (réalisées et non réalisées) dans le compte de résultat. Il peut être exprimé en montant ou en pourcentage du portefeuille d'investissement. Il peut être également calculé pour chaque instrument et secteur d'intervention de BIO sur base de leur portefeuille respectif.

8.1.1. Investissements financés par des moyens code 8

Le coût du risque sur capital a atteint un niveau de 20,1 millions d'euros en 2025, soit 2,6% du Portefeuille d'investissements, légèrement supérieur que la moyenne historique.

- Le coût du risque sur le portefeuille de prêts est faible avec un coût du risque de 0,7% ce qui impacte négativement le compte de résultat de 3 millions d'euros.
- Le coût du risque sur le portefeuille de participations directes est élevé à 4,9% ce qui impacte négativement le compte de résultat de 3,8 millions d'euros. Ce coût du risque élevé est la conséquence de la mauvaise performance de deux institutions financières.
- Le coût du risque sur le portefeuille de fonds élevé à 5% ce qui impacte négativement le compte de résultat de 13,3 millions d'euros. Ce coût du risque élevé est la conséquence de la mauvaise performance de divers fonds, qui fut matérielle pour 2 d'entre eux.

Le coût du risque sur capital est la somme de la variation nette de provisions (augmentation nette de 18,2 millions d'euros) et du montant des réductions de valeur (1,8 millions d'euros), sur l'exercice.

De nouvelles provisions enregistrées pour 28,9 millions d'euros ont été partiellement compensées par 10,6 millions d'euros de reprises nettes de provisions. Le stock de provisions sur capital augmente en conséquence de 18,2 millions en 2025 pour atteindre 121¹¹ millions d'euros soit 15,6% du Portefeuille d'investissements Code 8.

BIO ne respecte pas la limite réglementaire de 10% prescrite dans le contrat de gestion. Avec un niveau actuel de 15,6%, BIO n'est pas en conformité avec la limite réglementaire.

Il est prévu de reprendre environ 81 millions d'euros sur la durée résiduelle du contrat de gestion, principalement via des réductions de valeur.

Ces reprises viendront compenser les provisions qui seront enregistrées sur les nouveaux investissements réalisés au cours de la période. L'effet net escompté est une diminution du stock de provisions jusqu'à un niveau estimé aujourd'hui à environ 10,8 % du portefeuille d'investissements à fin 2028, soit un niveau légèrement supérieur à la limite réglementaire. Ces estimations reposent sur l'hypothèse d'un coût du risque moyen sur la période de 2,3%. Pour atteindre la limite de 10%, nous estimons que le coût du risque moyen sur la période devrait s'établir à 2.03%.

¹⁰ Somme de la variation nette du stock de provisions en capital et des pertes définitives sur capital enregistrés durant une année fiscale.

¹¹ Inclus Lafise

8.1.2. Investissements financés par des moyens code 5

Le premier investissement code 5 fut réalisé en 2019. Au 31/12/2025, le portefeuille code 5 comprenait 16 investissements pour un montant brut de 36,2 millions d'euros. Trois investissements sont sujets à une provision en capital au 31/12/2025 :

- Provision de 100% sur le prêt subordonné (4,2 millions d'euros) octroyé à une institution financière non bancaire au Pérou qui est actuellement en phase de liquidation.
- Provision de 100% sur une participation directe (0,7 millions d'euros) dans une institution de microfinance en Ouganda actuellement en phase de liquidation.
- Provision de 5% sur un fonds d'investissement dont l'encours est de 3 millions d'euros.

Le coût du risque sur capital fut légèrement positif (reprise nette) en 2025 à 221 milliers d'euros sans aucun effet sur le compte de résultat étant donné que le contrat de gestion permet aux subsides en capital au passif du bilan d'absorber les provisions et réductions de valeur sur les investissements code 5.

8.2. Risque politique

Les pays dans lesquels BIO investit présentent un profil de risque élevé et plus particulièrement le risque politique. Celui-ci est suivi par le département Investissement et plus particulièrement par l'unité de suivi du portefeuille. A travers nos divers canaux, nous disposons du niveau d'information suffisant pour pouvoir mener à bien notre mission et suivre nos investissements de manière professionnelle malgré l'éloignement. Depuis 2019, nous disposons d'une présence en Côte d'Ivoire et au Kenya nous permettant d'être au plus près de nos clients africains et de leur environnement.

Au cas par cas, BIO peut avoir recours à des assurances en vue de couvrir le risque politique. Le nombre de dossiers concernés par de telles assurances est faible par rapport à l'encours total.

8.3. Risque de change

BIO évite systématiquement les positions spéculatives en matière de devises. Le risque de change sur le capital et les intérêts liés aux prêts octroyés dans une autre devise que l'euro sont systématiquement couverts avec des instruments financiers adaptés auprès de banques et d'institutions spécialisées. Dans certains cas bien précis (prépaiement, restructuration de prêt, prêt non performant), certains instruments de couverture doivent être dénoués ou restructurés avec un gain ou un coût à la clé, qui peut être provisionné durant l'exercice fiscal précédent si l'information était connue avant la clôture des comptes.

En 2025, BIO a réalisé un résultat de change net négatif sur ses investissements en Code 8 de 4,7 millions d'euros. Divers éléments sont à la base de ce résultat :

- Perte de change nette réalisée : 3,5 millions d'euros (principalement liée à la dévaluation du kyat birman sur un prêt à une institution financière locale.
- Perte nette sur instruments financier de couverture : 0,3 millions d'euros
- Perte de change nette non réalisée : 1 millions d'euros (revalorisation au taux de clôture de la partie de portefeuille de prêt non couverte par un instrument financier).

Au 31/12/2025, l'encours des prêts (net de provisions) en devises étrangères non couverts par un instrument financier se monte à 13 millions d'euros (95% en dollars). Une dévaluation de 10% des devises composant l'encours à risque aurait un impact de 1,2 millions d'euros sur le compte de résultat de BIO.

8.4. Risque de liquidité

Les placements de trésorerie et les liquidités représentent 41% du total bilantaire et se décomposent comme suit (chiffres exprimés en milliers d'euros):

Liquidités et Placements de trésorerie	492.972
Placement en Obligations Linéaires de l'état	4.143
Dépôt au Trésor - consolidation de l'état	479.006
Comptes courants	9.823

Depuis 2014 en application du titre 11 de la loi du 21 décembre 2013 portant des dispositions fiscales et financières diverses qui traitent les mesures de consolidation des actifs financiers des administrations publiques, BIO est soumis à la consolidation de sa trésorerie avec celle de l'état. Concrètement comme prévu dans l'article 115, elle doit investir ses disponibilités autres que celles à vue auprès du Trésor et/ou les investir dans des instruments financiers émis par l'Etat fédéral. Les liquidités sont investies sur un compte de dépôt auprès du Trésor dont l'échéance est indéterminée et BIO a le droit de faire des appels de fonds réguliers en fonction de ses besoins moyennant un préavis de 48 heures. En ce qui concerne les valeurs disponibles, BIO ne peut garder qu'un montant maximum équivalent à 15 millions d'euros sur ses comptes bancaires à vue à la fin de chaque trimestre. La consolidation telle qu'elle s'applique à BIO implique une certaine rigidité dans la gestion de notre trésorerie.

Outre les 4,1 millions d'euros investis en obligations d'état (datant d'avant 2014), BIO dispose d'une importante trésorerie de plus de 479 millions d'euros, placée sur des comptes à vue auprès des banques et de dépôts auprès du Trésor.

8.5. Risque de notoriété

Comme pour de nombreuses autres entreprises, il est essentiel pour BIO de maintenir une solide réputation auprès de ses parties prenantes. Lorsque BIO fait l'objet de critiques, il est primordial d'y répondre de manière adéquate afin de protéger, et si possible renforcer, l'image de l'entreprise. En 2025, BIO a appliqué sa nouvelle stratégie de gestion des risques de réputation et de communication de crise. En parallèle, BIO a recruté de nouvelles compétences au sein du département communication, ce qui a permis de mieux gérer les risques réputationnels.

En 2025, BIO a été critiquée publiquement sur un de ses projets d'investissement. Cela concerne l'investissement de BIO dans AMK, une institution de microfinance (IMF) au Cambodge. Cette fois-ci, c'est **Apache Magazine**, un magazine belge en ligne, qui a publié une série d'articles mentionnant l'investissement de BIO et les effets négatifs associés aux microcrédits au Cambodge, tels que le surendettement ou encore le travail des enfants. Conformément à sa politique de communication et de relations externes, BIO a engagé un dialogue intensif avec le journaliste et avec le client afin d'investiguer les questions soulevées, tout en fournissant des informations pertinentes avant la publication de l'article. Il est également important de souligner que les articles publiés par Apache se basent sur une recherche développée par **Human Rights Watch**, publiée en septembre 2025, qui mentionne également BIO.

Suite à la publication des articles d'Apache et à celle du rapport de Human Rights Watch, BIO a adopté une stratégie de suivi étroit et de réponse prudente, conformément à sa politique de communication et de relations externes.

L'organisation a :

- Surveillé l'impact médiatique via une équipe interne élargie, coordonnée par le manager communication ;
- Préparé deux déclarations (une détaillée pour les parties prenantes institutionnelles, une plus courte pour un éventuel relais médiatique majeur) ;
- Choisi de ne pas communiquer publiquement et d'observer l'évolution de la situation ;
- Fourni des éléments au cabinet du ministre pour sa réaction publique ;
- Lancé des actions d'information à destination des principales parties prenantes (cabinet, DGD, parlementaires, ambassades), notamment via l'organisation d'une session d'information sur la microfinance en décembre ;
- Décidé d'ajouter AMK à sa liste de suivi E&S et d'élaborer un plan d'action pour répondre aux préoccupations et envisager des mesures de remédiation ;
- Prévu d'intégrer ces apprentissages dans la révision de son Development Assessment en 2026 ;
- Rencontré les parties prenantes pour un échange, notamment Human Rights Watch (décembre 2025) et ACV-CSC (janvier 2026).

En résumé, BIO a privilégié une approche discrète, structurée et orientée vers l'analyse, tout en préparant des mesures de suivi et d'amélioration interne. La gestion de cette situation démontre à quel point l'organisation a renforcé ses capacités à gérer les risques de réputation, menant à une diminution du nombre d'incidents. Cette gestion inclut également une communication et un engagement proactifs sur les activités de la Société, ses réussites, ses dilemmes, ses difficultés et les leçons apprises depuis sa création. Ainsi, les publications de BIO sur LinkedIn touchent une audience de 31.298 personnes. En 2025, le Rapport Annuel 2024 a été publié en ligne en anglais, en français et en néerlandais. Par ailleurs, BIO a coorganisé une journée entière dédiée à la finance du développement lors des Impact Days en novembre. Dans ce cadre, l'organisation a également adopté une approche médiatique proactive, qui a mené à une parution dans De Standaard, l'un des journaux les plus lus en Belgique néerlandophone.

En conclusion, nous considérons que la Société a réussi à gérer le risque de notoriété de manière constructive et transparente en 2025, et l'a réduit à un niveau minimal acceptable, tant en termes de fréquence que d'impact potentiellement dommageable

9. Activité des commissaires

Conformément à l'article 5bis de la loi du 3 novembre 2001 relative à la création de la Société belge d'Investissement pour les Pays en Développement, le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité, au regard de la loi et des statuts de BIO, des opérations à constater dans les comptes annuels, est confié à deux commissaires.

La Cour des comptes nomme un commissaire parmi les membres de la Cour. L'autre commissaire est nommé par l'Assemblée Générale, parmi les membres, personnes physiques ou morales, de l'Institut des réviseurs d'entreprises. Les commissaires sont nommés pour un terme renouvelable de trois ans.

L'Assemblée Générale du 31 mai 2023 a confié le mandat de l'autre commissaire à la société Forvis MAZARS Réviseurs d'Entreprises SCRL/Bedrijfsrevisoren CVBA. Ce mandat a été attribué pour les exercices comptables 2023, 2024 et 2025.

La sélection d'un nouveau cabinet d'audit est en cours

10. Conflits intérêts

BIO n'est pas concerné par ce point.

11. Emissions des parts

BIO n'est pas concerné par ce point.

12. Aspects Durabilité et Développement

12.1. Fonds d'Appui au Développement Commercial – Business Development Support Fund (BDSF)

L'objectif du BDSF¹² est de renforcer, via l'allocation de subsides et par le biais de programmes de soutien direct, les effets développementaux et la performance économique des Micro, Petites et Moyennes Entreprises (MPME), en cofinçant des activités qui améliorent la compétitivité et le développement de ces entreprises. Il permet également d'inciter ces entreprises à travailler sur des projets d'amélioration de leurs pratiques environnementales, sociales, contribuant à l'équité de genre ou sur des thématiques spécifiques telles que l'obtention de certifications ou de labels, dans le but de renforcer leur impact sur le développement durable.

Résumé des projets approuvés en 2025

En 2025, le comité d'approbation de subsides de BIO a approuvé 13 projets pour un montant de 902.302 euros. Table b donne la liste des projets approuvés en 2025.

Sur ces 13 projets, 8 ont été signés en 2025, 3 en ce début d'année 2026, les 2 autres sont toujours dans la phase de contractualisation :

- 10 de ces projets sont des projets d'assistance technique (AT)
- 2 sont des contributions à des facilités d'assistances techniques (TAF). Pour rappel, cet instrument permet à BIO de déléguer la gestion des subsides à un gestionnaire de fonds qui les utilisera pour appuyer des projets d'AT ou des études de faisabilité au bénéfice des entreprises en portefeuille de ces fonds, dans lesquelles BIO a également investi indirectement.
- Un projet appuie des coûts de Due Diligence jugés disproportionnés par rapport au montant de l'investissement de BIO et à la taille du projet (coûts liés à l'écriture de la documentation juridique surtout).

¹² Unité qui gère le code 3 subsides

Table b : Liste des projets BDSF approuvés en 2025

Client	Pays	Outil	Montant approuvé par BIO (€)	Taux de co-financement	Status	Objectif
East Africa Foods	Tanzania	Assistance Technique	44.118	80%	Signé	Amélioration de la gestion des RH et développement d'un plan d'engagement des communautés
VCB	Kenya	Assistance Technique	16.340	50%	Signé	Amélioration de la gestion des risques et de la protection des données
Acep Niger	Niger	Assistance Technique	12.059	75%	Non signé	Développement d'une application bancaire mobile
Kashf foundation	Pakistan	Assistance Technique	9.005	60%	Signé	Appuyer la participation de la CRO à une formation sur le renforcement général de la gestion des risques
Africa River Fund IV TAF	Multi	Contribution à une facilité d'assistance technique	302.089	35%	Signé	Renforcement des capacités et promotion des pratiques durables pour les entreprises en portefeuille du fond
Optima	El Salvador	Assistance Technique	4.927	50%	Signé	Amélioration du cadre de gestion des risques AML/CF/CPF
Limbua	Kenya	Assistance Technique - UE	122.500	50%	Signé	Développement de la fonction de CFO
Limbua	Kenya	Assistance Technique	18.525	50%	Signé	Frais de recrutement d'un expert en gestion financière pour la création de la fonction de CFO
Banco Azul	El Salvador	Assistance Technique	10.703	60%	Signé	Préparation et certification aux principes de protection des clients
Sawa	Uganda	Contribution aux coûts de DD	29.500	50%	Signé	Contribution aux frais d'établissement des documents juridiques
Lendable TAF	Multi	Contribution à une facilité d'assistance technique	301.724	22%	Non signé	Amélioration des pratiques genre, E&S et de protection des clients des entreprises en portefeuille du fond
Alliance Finance Company	Sri Lanka	Assistance Technique	7.195	65%	Signé	Appui à l'évaluation de la gestion des performance sociales et environnementales de la MFI
Banco Azul	El Salvador	Assistance Technique	23.617	80%	Signé	Appui à la définition d'une stratégie climat
TOTAL			902.302			

Cette année, 5 projets sur les 13 ont comme thématique la gestion des risques environnementaux et sociaux. Les autres sont orientés sur l'amélioration des performances opérationnelles et financières de l'entreprise via l'appui à l'amélioration de la gestion du risque, l'amélioration de la gestion financière et le développement de nouveaux outils digitaux.

Evolution du nombre de projets et des montants entre 2021 et 2025

Le nombre de projets et les montants approuvés ont connu un léger ralentissement en 2025, dû à la période d'incertitude budgétaire, à l'allongement des processus d'engagement et à des problèmes de capacité internes. L'équipe BDSF a également mis l'accent sur le monitoring du portefeuille de projets, afin de finaliser et clôturer certains projets en cours. Ce travail se matérialise également par un volume élevé de signatures et de déboursements.

Table a : Evolution des projets BDSF sur les 5 dernières années

	2021	2022	2023	2024	2025
Projets approuvés	18	20	16	19	13
Montant total des projets approuvés (EUR)	939.957	1.638.790	1.147.707	1.260.746	902.302
Projets signés	15	19	16	15	15
Montant total des projets signés (EUR)	332.613	1.511.979	1.272.988	879.375	1.361.569
Montant total déboursé (EUR)	864.366	1.568.138	520.770	554.419	1.113.128

Comme cela a été le cas depuis 2022, BIO a pu faire appel, auprès de la DGD, à l'entière des fonds inscrits au budget du code 3 pour 2025 (réduit de 23% suite aux coupes budgétaires) c'est-à-dire : 1,53 millions d'euros incluant 183.600 euros de frais de gestion.

En plus du budget DGD, BIO a également concrétisé son engagement dans les programmes d'AT liés aux garanties européennes EFSD+, et a reçu, fin 2025, le montant inscrit au budget 2025, de 918.303 euros, incluant 18,5% de frais de gestion. Ce programme d'AT vise à soutenir les entreprises qui ont obtenu un crédit, auprès de BIO, qui est couvert par le mécanisme de garantie européenne des lignes TGVC (Transforming Global Value Chain) ou RET (Renewable Energy Transition). Pour rappel, ces lignes de garanties font partie du second pilier de la stratégie "EU Global Gateway". BIO a engagé une nouvelle BDSF Officer (½ ETP supplémentaire) pour soutenir ce nouvel instrument et le développement des projets qui y seront liés. Elle a commencé en novembre 2025. Le programme a été officiellement lancé en octobre 2025 et un projet d'AT qui sera supporté par le programme d'AT européen a déjà été approuvé.

12.2. Impact développement

12.2.1 Mise à jour de la gestion d'impact

En 2025, BIO a poursuivi l'implémentation opérationnelle des nouvelles politiques et des nouveaux cadres opérationnels développés dans le cadre du « nouveau » contrat de gestion, en particulier l'implémentation des activités présentées dans le nouveau plan d'évaluation. Cela comprend les activités clés suivantes :

- **Suivi et monitoring des objectifs stratégiques d'impact (SIT pour Strategic Impact Targets) :** Intégration des critères de monitoring des SIT dans les outils de suivi des performances en matière de développement des bénéficiaires, avec l'accent sur les nouveaux projets signés en 2024 pour lesquels des parcours prioritaires de suivi d'impact ont été développés.
- **Rapport d'impact stratégique (SIR pour Strategic Impact Report) :** BIO a rédigé son premier SIR (2024) qui traite de la performance globale de BIO et ses contributions spécifiques à chaque SIT, ainsi que les défis et recommandations liés à l'opérationnalisation du cadre d'impact et des critères associés. Ce rapport était basé sur le feedback initial de différentes parties prenantes et a permis d'améliorer le cadre d'impact tout en confirmant sa pertinence et sa valeur ajoutée globales.
- **Rapports d'achèvement de projet (PCR pour Project Completion Reports) :** Au total 14 projets ont été achevés en 2024, chacun donnant lieu à un PCR. Pour les projets les plus remarquables, des discussions approfondies ont eu lieu en interne pour comprendre et discuter des leçons retenues. En même temps, l'outil utilisé pour ces évaluations internes de fin de projet a été mis

à jour pour renforcer son potentiel d'évaluation et d'apprentissages, conformément aux points d'amélioration suggérés dans le nouveau plan d'évaluation.

- **Évaluations externes (EE) :** Développement d'une feuille de route robuste et lancement des activités d'évaluation externe, dont l'établissement et le démarrage du comité (externe) de pilotage des évaluations, le développement des directives d'implémentation et des documents opérationnels (dont des plans d'implémentation annuels), la réalisation d'études de marché et des échanges avec des fournisseurs potentiels pour les Études Ciblées sur les Bénéficiaires Finaux (EBFS pour End-Beneficiary Focus Studies), et la préparation et le lancement du marché public EBFS.

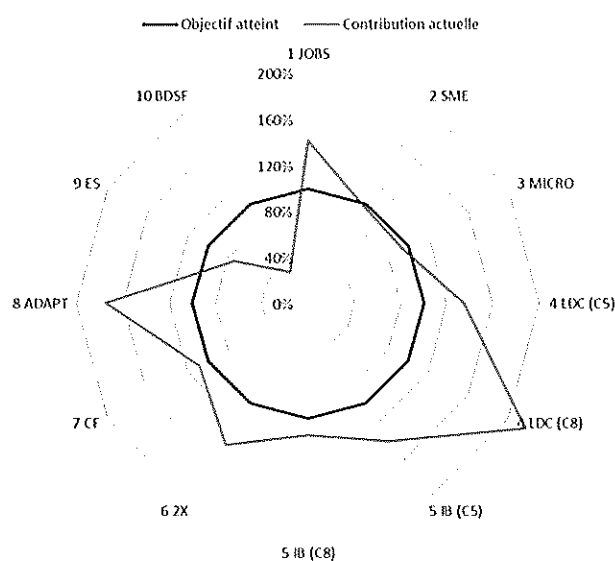
En ce qui concerne le rapportage, tous les rapports ont été fournis en temps et en heure et selon des normes de qualité élevées, tant pour les rapports internes ainsi que externes. BIO a engagé la conversation avec l'OCDE et la DGD pour fournir son premier rapport au CAD de l'OCDE avec succès selon les nouvelles normes et exigences de rapportage pour les instruments du secteur privé (ISP), dont les informations en « équivalent subsides » associées avec l'approche instrumentale.

Il convient aussi de signaler qu'en 2025, BIO a engagé sa première MEL Officer (Monitoring, Evaluation & Learning). Elle contribuera activement à l'implémentation de toutes ces activités à l'avenir. Elle est arrivée début février 2026.

12.2.2 Contribution aux SIT

À l'exception d'un seul projet correspondant à une augmentation de financement pour un prêt accordé en 2024, compris dans la contribution SIT avec une contribution zéro par défaut, chacun des 30 projets approuvés en 2025 a subi une évaluation ex ante de sa contribution aux SIT. L'analyse de la contribution aux SIT fin 2025 fait preuve de résultats relativement solides pour la majorité des objectifs.

La figure ci-dessous résume la contribution estimée aux SIT, cumulative pour 2024 et 2025. Les SIT4 – LDC/FCAS et SIT5 – Activités inclusives ont été segmentés afin de refléter les différents pourcentages cibles selon la source de financement (Code 5 et Code 8). La ligne noire « Objectif atteint » représente l'objectif cible. La ligne rouge « Contribution actuelle » reflète la contribution cumulative des projets à chaque SIT, sur la base du montant total engagé. Lorsque la contribution actuelle atteint la ligne noire, 100 % de l'objectif est atteint. À titre d'exemple : pour SIT1- Jobs, 100 % de l'objectif atteint signifie que 60 % du montant total engagé contribue à SIT1 - Jobs, l'objectif est dépassé à 141 %. Les montants des contributions sont mentionnés dans le tableau suivant.



- Les objectifs concernant la création d'emplois (SIT-1), les investissements dans les LDC/FCAS (SIT-4), les activités inclusives (SIT-5), les investissements sur la thématique du genre (SIT-6), le financement de la lutte contre les changements climatiques (SIT-7) et les actions en matière d'adaptation (SIT-8) ont été atteints ou largement dépassés.
- La performance pour le SIT2 - le financement des PME et SIT3 - la microfinance est légèrement en-dessous de l'objectif et nécessiterait possiblement plus d'attention en 2026, vu que la performance s'est détériorée un peu en 2025, principalement à cause de la proportion plus faible que prévue d'investissements dans les institutions financières.
- La contribution aux actions de durabilité écologique - SIT9 reste en deçà de l'objectif (7 % des nouveaux engagements par rapport à l'objectif de 10 %) et reflète l'émergence relativement récente de biodiversité et de durabilité écologique comme priorité dans le financement du développement au-delà d'une perspective pure de conformité ou de gestion des risques, et demeure inchangée depuis l'année dernière ;
- La performance limitée du SIT10 était attendue étant donné sa nature ex post qui dépend des approbations des projets du BDSF se produisant généralement plus tard dans le cycle d'investissement plutôt qu'au moment de l'approbation de l'investissement. Cela dit, la performance actuelle et les évaluations de probabilité préliminaires suggèrent que BIO est bien placée pour dépasser son objectif (10 % des projets déjà soutenus par le BDSF et 33 % des projets très probables d'être soutenus dans l'avenir ; l'objectif est 30 %).

Tableau y – 2024-2025 Investissements Approuvés – Contribution aux SIT sur la base du montant total engagé

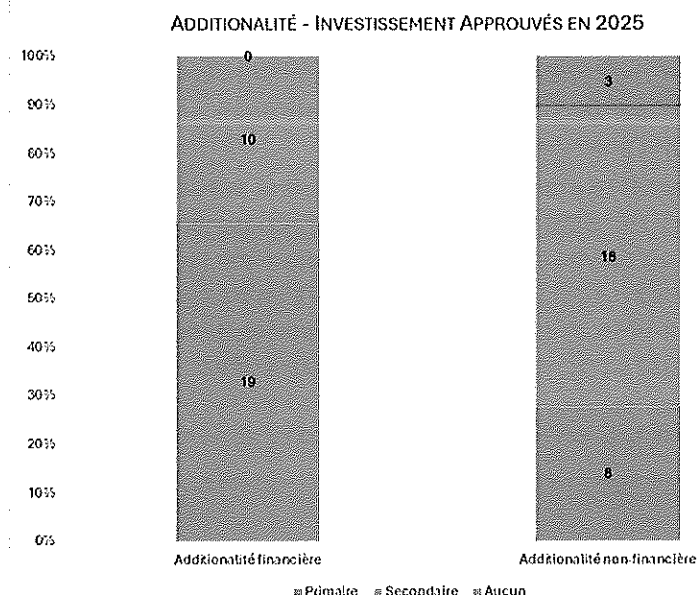
	Stratégie Impact Target	Contribution actuelle %	Contribution actuelle EUR
1 Création d'emplois	60 %	85 %	383,9 M
2 Financement PME	50 %	49 %	219,9 M
3 Microfinance	25 %	24 %	106,7 M
4 LDC/FCAS – Code 5	50 %	67 %	24,5 M
4 LDC/FCAS – Code 8	15 %	33 %	135,6 M
5 Activités inclusives – Code 5	50 %	69 %	25,3 M
5 Activités inclusives – Code 8	25 %	29 %	119,1 M
6 Égalité des genres	40 %	57 %	256,7 M
7 Financement de la lutte contre le changement climatique	20 %	22 %	98,2 M
8 Adaptation	20 %	35 %	158,5 M
9 Durabilité écologique	10 %	7 %	33,2 M
10 BDSF	30 % (#)	10 %	5 projets

Comme il a été mentionné, les SIT doivent être atteints de manière cumulée sur les cinq ans de la durée du contrat de gestion (2024-2028). Chaque objectif est exprimé en pourcentage des investissements engagés¹³. Le tableau y montre la contribution actuelle exacte en pourcentage et en valeur sur la base du montant engagé cumulatif sur 2024 et 2025, en positionnant le progrès pour atteindre chaque objectif. La performance globale démontre que BIO a réussi à aligner les investissements effectués pendant ses deux premières années avec la plupart de ses priorités d'impact stratégique.

¹³ Montant total engagé pour l'ensemble des SIT sauf SIT10-BDSF, exprimé en pourcentage du nombre total de projets engagés.

12.2.3 Additionnalité financière et non financière

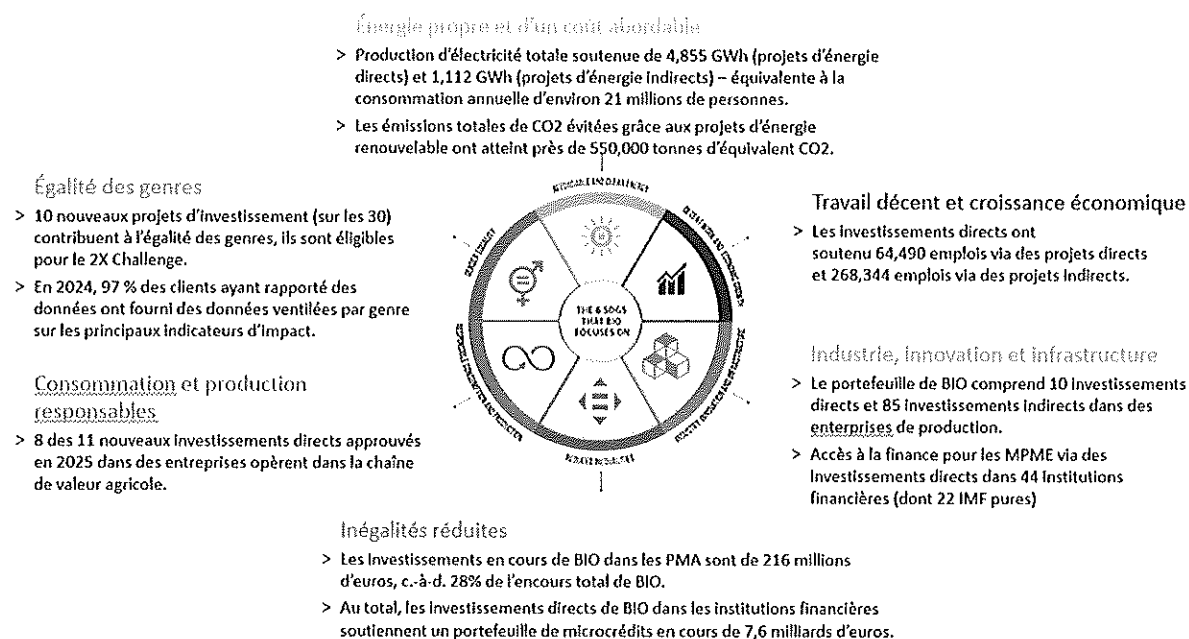
Une autre dimension évaluée systématiquement est l'additionnalité, à savoir la valeur ajoutée que BIO apporte au projet d'investissement, au niveau financier et non financier. Le graphique ci-dessous montre le nombre de projets où l'additionnalité financière et non financière de BIO est un objectif primaire ou secondaire. Il est à noter qu'un projet prolongeant un prêt déjà accordé n'a pas été le sujet d'une nouvelle analyse d'additionnalité, il n'est donc pas inclus dans la liste.



Pour les investissements approuvés en 2025, l'additionnalité financière de BIO est de 100 % avec 19 projets sur 29 (66 %) pour lesquels elle est considérée comme objectif primaire. L'additionnalité financière est considérée comme objectif primaire, lorsque BIO propose des financements adaptés qui ne sont pas disponibles sur le marché (en termes de taille, durée ou nature des garanties requises).

90 % des investissements de BIO approuvés en 2025 ont également fait preuve d'additionnalité non financière (26 projets sur 29), pour 8 projets elle est considérée comme objectif primaire (28 % du total) et pour 18 comme objectif secondaire (62 % du total). Cette additionnalité non financière cible : (1) l'amélioration de la gestion des risques E&S (10 projets, dont 3 pour lesquels elle est considérée comme objectif primaire), (2) le renforcement des capacités de gestion de l'entreprise - dont les aspects de bonne gouvernance (9 projets, dont 3 pour lesquels elle est considérée comme objectif primaire), ou comprenant des améliorations concernant le genre ou le climat (7 projets, dont 2 pour lesquels elle est considérée comme objectif primaire). Le plus souvent, cette additionnalité devrait être obtenue via une intervention du Business Development Support Fund (par ex. 3 facilités d'assistance technique possibles avec un accent sur des sujets de durabilité). La probabilité d'un tel soutien est considérée comme très grande pour 8 projets et comme probable pour 11 projets, tandis que 4 ont déjà bénéficié de l'assistance technique de BIO comme partie de due diligence ou de projets antérieurs.

Résumé des performances de développement par ODD prioritaire pour BIO¹⁴



12.3. Evaluation des risques environnementaux et sociaux

Mise à jour de la gestion des risques environnementaux et sociaux

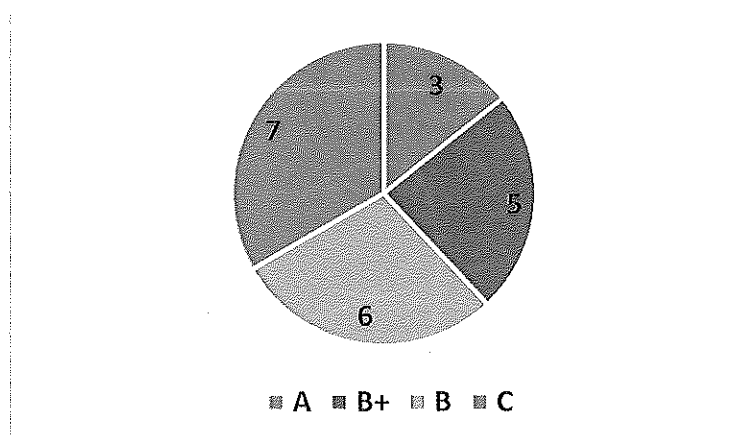
En 2025, BIO a poursuivi l'implémentation opérationnelle de nouvelles politiques en matière environnementale et sociale (E&S) et d'initiatives opérationnelles développées dans le cadre du « nouveau » contrat de gestion et des objectifs institutionnels de BIO. Cela comprend les activités clés suivantes :

- **Politique en matière de droits humains** : La nouvelle politique en matière de droits humains a été finalisée et approuvée par le conseil d'administration de BIO en février 2025. BIO a lancé un dialogue actif avec des parties prenantes pertinentes (par ex. des représentants de syndicats et de la plateforme pour le travail décent) pour identifier des opportunités pour une meilleure coordination lors de l'évaluation des risques liés aux droits humains dans les nouveaux projets d'investissement ou les projets existants. BIO a également entamé la mise à jour d'outils et du cadre d'analyse interne pour mieux intégrer des considérations en matière de droits humains dans le cycle d'investissement global. L'implémentation est toujours en cours et est prévue d'être complétée en 2026.
- **La protection de la clientèle pour les institutions de microfinance** : BIO a lancé une révision de son approche concernant la protection de la clientèle de nos institutions financières, pour adresser les faiblesses et les défis soulignés par des pairs et des parties prenantes dans le secteur de la microfinance.
- **Analyse de double matérialité** : BIO a lancé une analyse interne de la double matérialité des risques et impacts liés à ses activités et à sa chaîne de valeur (conformément aux normes internationales pertinentes). À finaliser en 2026.

Projets d'investissement signés en 2025

En 2025, BIO a signé 21 nouveaux projets d'investissement qui tous ont fait l'objet d'une évaluation des risques E&S liés directement ou indirectement à leurs activités. Les projets d'investissement sont catégorisés en quatre groupes de risques (A, B+, B ou C), représentant respectivement les projets avec un risque élevé, moyen à élevé, moyen à faible et faible. La figure z montre la catégorisation de risque E&S des projets signés en 2025.

Figure z : catégories de risque E&S des projets signés en 2025



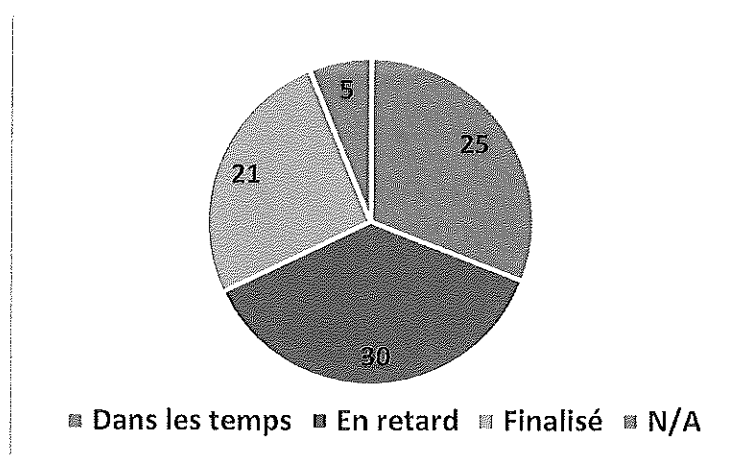
Pour chaque client, BIO définit les exigences environnementales et sociales adéquates et prend des mesures de suivi pour en garantir l'implémentation, via la mise en place d'un plan d'actions environnemental et social (PAES) intégré au contrat de financement. Sur les 21 dossiers signés ; 18 projets signés ont fait l'objet de la mise en place d'un PAES.

- 12 de ces PAES ont inclus des actions liées à la main-d'œuvre et conditions de travail ;
- 8 de ces PAES ont inclus des actions liées à l'utilisation rationnelle des ressources et prévention de la pollution ;
- 9 de ces PAES ont inclus des actions liées à la santé, sécurité et sûreté des communautés ;
- 1 de ces PAES ont inclus des actions liées à l'acquisition de terres et réinstallation involontaire ;
- 2 de ces PAES ont inclus des actions liées à la conservation de la biodiversité et gestion durable des ressources naturelles vivantes ;
- 1 de ces PAES ont inclus des actions liées aux peuples autochtones ;
- 1 de ces PAES ont inclus des actions liées au patrimoine culturel.

Suivi E&S des projets en portefeuille

BIO collabore étroitement avec ses clients pour suivre et soutenir leurs performances, principalement au-travers du suivi de l'implémentation des PAES. Sur l'ensemble des projets en portefeuille, 81 projets font l'objet d'un suivi E&S actif (il s'agit des projets signés dans les 3 ans dernières années, des projets dont le PAES n'a pas encore été finalisé, ainsi que des projets qui ont fait l'objets d'incidents sérieux). La figure w montre l'état d'avancement de l'implémentation des PAES pour les projets en monitoring E&S actif.

Figure w : Etat d'avancement de l'implémentation des PAES



Certains projets présentant des risques E&S particulièrement élevés font l'objet d'un suivi E&S spécifique, en coordination avec le top management de BIO. Il s'agit des projets qui (1) ont subi des incidents graves et dont BIO estime qu'ils n'ont pas été suivi de manière adéquate par le client, (2) sont en infractions avec la liste d'exclusion de BIO, (3) font l'objet d'une attention négative de la part d'organisations de la société civile, du public ou des médias susceptible de nuire à la réputation de BIO. Ces projets sont mis sur une liste de surveillance E&S (E&S Watchlist). Fin 2025, il y avait 4 projets inscrits sur la liste de surveillance E&S.

12.4. Engagement des parties prenantes

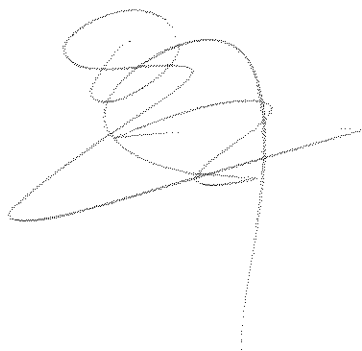
En 2025, BIO a continué de prendre des initiatives d'échange de connaissances et bonnes pratiques avec d'autres acteurs de la coopération au développement, et de participer à l'effort de coordination et d'alignement au niveau EDFI, ce qui s'est traduit par les activités suivantes :

- Echanges réguliers avec les parties prenantes pertinentes de l'écosystème de la coopération belge (dont la DGD, ENABEL, Argo/CCGD, plateforme agriculture et sécurité alimentaire) ;
- Réunions de travail avec le réseau EDFI sur des sujets liés à la gestion de l'impact développemental, la gestion des risques E&S, l'assistance technique et les priorités transversales de BIO (par ex. la finance durable, l'évaluation d'impact, la coordination pour revoir la mise à jour des normes de performance de l'IFC, la mise à jour de l'EDFI FI Harmonized Standard, etc.) ;
- Réunions de travail avec d'autres IFD, BMD ou IFI sur des sujets tels que la gestion des risques E&S dans les états en situation de fragilité ou de conflit et le partage de connaissances sur les risques sociaux émergent ;
- Réunions et participations à des événements liés au travail décent (dont la Plateforme de Coordination Travail Décent, OIT, Conseil National du Travail) ;
- Dialogues avec des organisations de la société civile et des experts sur des sujets liés à la protection de la clientèle dans le secteur de la microfinance
- Participation aux réunions concernant les initiatives soutenant l'investissement à impact (2X, OPIM, JIM, OECD PSI/PSM) ;
- Co-organisation de la Belgian Impact Week, avec Impact Finance Belgium et d'autres partenaires.

Bruxelles, le 12 mars 2026

Le Conseil d'Administration

Représenté par Géraldine Georges, Président du Conseil d'Administration

A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long vertical stroke extending downwards.

RAPPORT DES COMMISSAIRES



Manhattan Office Tower
Avenue du Boulevard 21 bte 8
1210 Bruxelles
Belgique
Tél: +32 (0)2 779 02 02
www.mazars.be



Rue de la Régence 2
1000 Bruxelles
Belgique
Tél: +32 (0)2 551 81 11
www.ccrek.be

SOCIETE BELGE D'INVESTISSEMENT POUR LES PAYS EN DEVELOPPEMENT (en abrégée « BIO ») SA

Rapport du Collège des commissaires

Exercice 31.12.2025

Rapport du Collège des commissaires à l'assemblée générale de la société anonyme SOCIETE BELGE D'INVESTISSEMENT POUR LES PAYS EN DEVELOPPEMENT (en abrégée « BIO ») pour l'exercice clos le 31 décembre 2025

Dans le cadre du contrôle légal des comptes annuels de la société anonyme SOCIETE BELGE D'INVESTISSEMENT POUR LES PAYS EN DEVELOPPEMENT (en abrégée « BIO ») (la « Société »), nous vous présentons notre rapport du Collège des commissaires. Celui-ci inclut notre rapport sur les comptes annuels ainsi que les autres obligations légales et réglementaires. Le tout constitue un ensemble et est inséparable.

Les membres de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises ont été nommés en tant que commissaire par l'assemblée générale de la Société du 31 mai 2023, conformément à la proposition de l'organe d'administration. Leur mandat de commissaire vient à échéance à la date de l'assemblée générale délibérant sur les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2025. Ils ont exercé le contrôle légal des comptes annuels de la Société pendant six exercices comptables consécutives.

En vertu de l'article 5bis, §2 de la loi du 3 novembre 2001 relative à la création de la Société, l'assemblée générale de la Cour des comptes du 15 juin 2022 a nommé le présent commissaire parmi les membres de la Cour avec effet à partir du 15 juin 2022 pour un terme renouvelable de 3 ans.

Rapport sur les comptes annuels

Opinion sans réserve

Nous avons procédé au contrôle légal des comptes annuels de la Société, comprenant le bilan au 31 décembre 2025, ainsi que le compte de résultats pour l'exercice clos à cette date et l'annexe, dont le total du bilan s'élève à € 1.196.052.494 et dont le compte de résultats se solde par un bénéfice de l'exercice de € 8.970.780.

À notre avis, ces comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Société au 31 décembre 2025, ainsi que de ses résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.

Fondement de l'opinion sans réserve

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA) telles qu'applicables en Belgique. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du Collège des commissaires relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport. Nous nous sommes conformés à toutes les exigences déontologiques qui s'appliquent à l'audit des comptes annuels en Belgique, en ce compris celles concernant l'indépendance.

Nous avons obtenu de l'organe d'administration et des préposés de la Société, les explications et informations requises pour notre audit.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Responsabilités de l'organe d'administration relatives à l'établissement des comptes annuels

L'organe d'administration est responsable de l'établissement des comptes annuels donnant une image fidèle conformément au référentiel comptable applicable en Belgique, ainsi que du contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à l'organe d'administration d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si l'organe d'administration a l'intention de mettre la Société en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il ne peut envisager une autre solution alternative réaliste.

Responsabilités du Collège des commissaires relatives à l'audit des comptes annuels

Les objectifs du Collège des commissaires sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport du commissaire contenant son opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Lors de l'exécution de son contrôle, le Collège des commissaires respecte le cadre légal, réglementaire et normatif qui s'applique à l'audit des comptes annuels en Belgique. L'étendue du contrôle légal des comptes ne comprend pas d'assurance quant à la viabilité future de la Société ni quant à l'efficacité ou l'efficacités avec laquelle l'organe d'administration a mené ou mènera les affaires de la Société. Les responsabilités du Collège des commissaires relatives à l'application par l'organe d'administration du principe comptable de continuité d'exploitation sont décrites ci-après.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique. En outre:

- nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par l'organe d'administration, de même que des informations les concernant fournies par ce dernier;

- nous concluons quant au caractère approprié de l'application par l'organe d'administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport du commissaire sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport du commissaire. Cependant, des situations ou événements futurs pourraient conduire la Société à cesser son exploitation;
- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des comptes annuels et évaluons si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière telle qu'ils en donnent une image fidèle.

Nous communiquons à l'organe d'administration notamment l'étendue des travaux d'audit et le calendrier de réalisation prévus, ainsi que les constatations importantes relevées lors de son audit, y compris toute faiblesse significative dans le contrôle interne.

Autres obligations légales et réglementaires

Responsabilités de l'organe d'administration

L'organe d'administration est responsable de la préparation et du contenu du rapport de gestion et des autres informations y contenues, du respect des dispositions légales et réglementaires applicables à la tenue de la comptabilité ainsi que du respect du Code des sociétés et des associations et des statuts de la Société.

Responsabilités du Collège des commissaires

Dans le cadre de sa mission et conformément à la norme belge complémentaire (version révisée 2020) aux normes internationales d'audit (ISA) applicables en Belgique, la responsabilité du Collège des commissaires est de vérifier, dans leurs aspects significatifs, le rapport de gestion et les autres informations y contenues et le respect de certaines dispositions du Code des sociétés et des associations et des statuts, ainsi que de faire rapport sur ces éléments.

Aspects relatifs au rapport de gestion et aux autres informations y contenues

A l'issue des vérifications spécifiques sur le rapport de gestion, nous sommes d'avis que celui-ci concorde avec les comptes annuels pour le même exercice et a été établi conformément aux articles 3:5 et 3:6 du Code des sociétés et des associations.

Dans le cadre de notre audit des comptes annuels, nous devons également apprécier, en particulier sur la base de notre connaissance acquise lors de l'audit, si le rapport de gestion et les autres informations y contenues, à savoir:

1. Exposé fidèle sur l'évolution des activités investissements et du résultat de la société ;
2. Événements importants survenues après la clôture de l'exercice ;
3. Indicateurs sur limites et moyes reçues ;
4. Indicateurs relatifs au R&D ;
5. Succursales ;
6. Continuité de l'entreprise ;
7. Finalité et structure de l'entreprise ;
8. Instruments financiers et risques ;
9. Activités des commissaires ;

10. Conflits d'intérêts ;
11. Emissions des parts.

comportent une anomalie significative, à savoir une information incorrectement formulée ou autrement trompeuse. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'anomalie significative à vous communiquer.

Nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur le rapport de gestion et les autres informations y contenues.

Mention relative au bilan social

Le bilan social, à déposer à la Banque nationale de Belgique conformément à l'article 3:12, §1er, 8° du Code des sociétés et des associations, traite, tant au niveau de la forme qu'au niveau du contenu, des mentions requises par ce Code, en ce compris celles concernant l'information relative aux salaires et aux formations, et ne comprend pas d'incohérences significatives par rapport aux informations dont nous disposons dans le cadre de notre mission. Pour l'établissement du bilan social, la Société s'appuie sur les renseignements communiqués par le secrétariat social et les agences intérimaires. Les renseignements relatifs aux formations, rapportés dans le bilan social, sont quantifiés sur base de taux forfaitaires.

Mentions relatives à l'indépendance

Notre cabinet de révision et notre réseau n'ont pas effectué de missions incompatibles avec le contrôle légal des comptes annuels et nous sommes restées indépendante vis-à-vis de la Société au cours de notre mandat.

Autres mentions

- L'exhaustivité et l'évaluation des droits et engagements hors bilan de la Société est établie principalement sur la base des confirmations de la direction et des tiers. Par ailleurs et sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.
- Nous n'avons pas à vous signaler d'opération conclue ou de décision prise en violation des statuts ou du Code des sociétés et des associations.
- La répartition des résultats proposée à l'assemblée générale est conforme aux dispositions légales et statutaires.



BIO SA

Numéro d'entreprise: BE0476.286.331

Bruxelles, le 13 mars 2026

Forvis Mazars Réviseurs d'Entreprises SRL

Commissaire

Représenté par

Digitaal ondertekend

door Van Laethem

Nele Maria C

Datum: 13/03/2026

11:09:12

Nele Van Laethem



Bruxelles, le 13 mars 2026 OPO

Commissaire

**Tine
Debusschere
(Signature)**

Digitaal ondertekend
door Tine Debusschere
(Signature)

Datum: 2026.03.12
22:00:38 +01'00'

Tine Debusschere
Greffière de la Cour des comptes

BILAN SOCIAL

Numéros des commissions paritaires dont dépend la société:

200

ETAT DES PERSONNES OCCUPÉES

TRAVAILLEURS POUR LESQUELS LA SOCIÉTÉ A INTRODUIT UNE DÉCLARATION DIMONA OU QUI SONT INSCRITS AU REGISTRE GÉNÉRAL DU PERSONNEL

Au cours de l'exercice	Codes	Total	1. Hommes	2. Femmes
Nombre moyen de travailleurs				
Temps plein	1001	69,6	35,3	34,3
Temps partiel	1002	16,6	7,3	9,3
Total en équivalents temps plein (ETP)	1003	82,6	41,1	41,5
Nombre d'heures effectivement prestées				
Temps plein	1011	103.473	54.393	49.080
Temps partiel	1012	20.478	9.463	11.015
Total	1013	123.951	63.856	60.095
Frais de personnel				
Temps plein	1021	9.109.802	4.620.345	4.489.457
Temps partiel	1022	2.172.740	955.482	1.217.258
Total	1023	11.282.542	5.575.827	5.706.715
Montant des avantages accordés en sus du salaire	1033			

Au cours de l'exercice précédent	Codes	P. Total	1P. Hommes	2P. Femmes
Nombre moyen de travailleurs en ETP	1003	76,8	39,8	37
Nombre d'heures effectivement prestées	1013	116.020	63.726	52.294
Frais de personnel	1023	10.738.120	5.550.492	5.187.627
Montant des avantages accordés en sus du salaire	1033			

TRAVAILLEURS POUR LESQUELS LA SOCIÉTÉ A INTRODUIT UNE DÉCLARATION DIMONA OU QUI SONT INSCRITS AU REGISTRE GÉNÉRAL DU PERSONNEL (suite)

A la date de clôture de l'exercice	Codes	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
Nombre de travailleurs	105	76	13	86,4
Par type de contrat de travail				
Contrat à durée indéterminée	110	76	12	85,8
Contrat à durée déterminée	111		1	0,6
Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini	112			
Contrat de remplacement	113			
Par sexe et niveau d'études				
Hommes	120	37	5	41,1
de niveau primaire	1200	2	1	2,8
de niveau secondaire	1201			
de niveau supérieur non universitaire	1202	1	1	1,8
de niveau universitaire	1203	34	3	36,5
Femmes	121	39	8	45,3
de niveau primaire	1210	5		5
de niveau secondaire	1211	1	2	2,6
de niveau supérieur non universitaire	1212	2		2
de niveau universitaire	1213	31	6	35,7
Par catégorie professionnelle				
Personnel de direction	130			
Employés	134	76	13	86,4
Ouvriers	132			
Autres	133			

PERSONNEL INTÉRIMAIRE ET PERSONNES MISES À LA DISPOSITION DE LA SOCIÉTÉ

Au cours de l'exercice	Codes	1. Personnel intérimaire	2. Personnes mises à la disposition de la société
Nombre moyen de personnes occupées	150	0,1	
Nombre d'heures effectivement prestées	151	197	
Frais pour la société	152	17.388	

TABLEAU DES MOUVEMENTS DU PERSONNEL AU COURS DE L'EXERCICE

ENTRÉES

Nombre de travailleurs pour lesquels la société a introduit une déclaration DIMONA ou qui ont été inscrits au registre général du personnel au cours de l'exercice

Par type de contrat de travail

- Contrat à durée indéterminée
- Contrat à durée déterminée
- Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini
- Contrat de remplacement

Codes	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
205	13	6	16,6
210	12		12
211	1	6	4,6
212			
213			

SORTIES

Nombre de travailleurs dont la date de fin de contrat a été inscrite dans une déclaration DIMONA ou au registre général du personnel au cours de l'exercice

Par type de contrat de travail

- Contrat à durée indéterminée
- Contrat à durée déterminée
- Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini
- Contrat de remplacement

Par motif de fin de contrat

- Pension
- Chômage avec complément d'entreprise
- Licenciement
- Autre motif
 - Dont: le nombre de personnes qui continuent, au moins à mi-temps, à prster des services au profit de la société comme indépendants

Codes	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
305	5	7	9,7
310	4	2	5,7
311	1	5	4
312			
313			
340			
341			
342			
343	5	7	9,7
350			

RENSEIGNEMENTS SUR LES FORMATIONS POUR LES TRAVAILLEURS AU COURS DE L'EXERCICE

Initiatives en matière de formation professionnelle continue à caractère formel à charge de l'employeur

Nombre de travailleurs concernés
Nombre d'heures de formation suivies
Coût net pour la société
 dont coût brut directement lié aux formations
 dont cotisations payées et versements à des fonds collectifs
 dont subventions et autres avantages financiers reçus (à déduire)

Initiatives en matière de formation professionnelle continue à caractère moins formel ou informel à charge de l'employeur

Nombre de travailleurs concernés
Nombre d'heures de formation suivies
Coût net pour la société

Initiatives en matière de formation professionnelle initiale à charge de l'employeur

Nombre de travailleurs concernés
Nombre d'heures de formation suivies
Coût net pour la société

Codes	Hommes	Codes	Femmes
5801	30	5811	28
5802	929	5812	905
5803	36.915	5813	34.454
58031	40.839	58131	38.117
58032		58132	
58033	3.924	58133	3.662
5821		5831	
5822		5832	
5823		5833	
5841		5851	
5842		5852	
5843		5853	

RAPPORT DE RÉMUNÉRATION

pour les sociétés dans lesquelles les pouvoirs publics ou une ou plusieurs personnes morales de droit public exercent un contrôle (article 3:12, §1, 9° du Code des sociétés et des associations)

Rapport de rémunération 2025
Conformément à l'article 3:12 § 1, 9 ° du Code des sociétés et des associations, nous vous prions de trouver ci-dessous un aperçu, sur une base individuelle, du montant des rémunérations et autres avantages, tant en espèces qu'en nature, accordés directement ou indirectement, pendant l'exercice social faisant l'objet du rapport de gestion, aux administrateurs non exécutifs ainsi qu'aux administrateurs exécutifs pour ce qui concerne leur mandat en tant que membre du conseil d'administration, par la société ou une société qui fait partie du périmètre de consolidation de cette société.

Georges Géraldine, Présidente du conseil d'Administration, 10.457,88
Samira Bersoul, Administrateur, 8.500,00
Charlier Jean-Christophe, Administrateur, 10.000,00
Laurence Christians, Administrateur, 8.500,00
Annelies De Backer Administrateur, 11.000,00
Salhab Jade, Asministrateur, 10.500,00
Marraha Illias, Administrateur, 6.000,00
Moors Peter, Administrateur, 10.000,00
Sophie Tibesar, Administrateur, 7.500,00
Verhelst Pieter, Vice-président du conseil administration, 7.978.96

CONFLITS D'INTÉRÊTS ET CONTRATS

- Procès-verbal ou rapport spécial sur les décisions et/ou la conclusion d'une opération impliquant un intérêt opposé de nature patrimoniale entre un administrateur et la société et/ou sur les contrats conclus entre l'administrateur unique étant également l'actionnaire unique et la société (article 5:77, §1, article 6:65, §1, article 7:96, §1 et article 7:103, §1 du Code des sociétés et des associations)
- Rapport sur les contrats conclus entre l'actionnaire unique et la société (article 7:231, 3ème alinéa du Code des sociétés et des associations)

Le troisième contrat de gestion entre L'Etat belge et la société belge d'Investissement pour les Pays en Développement (BIO) , a été conclu par Arrêté Royal du 25 Décembre 2023 pour la période du 1er janvier 2024 jusqu'au 31 décembre 2028.

L'arrêté royal du 12 décembre 2018 portant approbation du deuxième contrat de gestion entre l'Etat belge et la société anonyme de droit public « Société belge d'Investissement pour les Pays en Développement » (BIO SA), l'arrêté royal portant approbation de la modification du deuxième contrat de gestion entre l'Etat belge et la société anonyme de droit public "Société belge d'Investissement pour les Pays en Développement" (BIO SA) du 22 août 2020, et l'arrêté royal portant approbation de la modification du deuxième contrat de gestion entre l'Etat belge et la société anonyme de droit public "Société belge d'Investissement pour les Pays en Développement" (BIO SA) de 3 octobre 2021 et 13 décembre 2022, ont été abrogés.

N°	0476286331	C-cap 15
----	------------	----------

AUTRES DOCUMENTS

(à spécifier par la société)

Conformément à l'article 3:12 § 1, 5° c) du Code des sociétés et associations: Pendant l'exercice 2025, en application du 3ème contrat de gestion, des subsides en capital pour un montant de EUR 10 328 000,00 ont été alloués et payés par l'état fédéral belge à la société

2026-00108364	0476286331	2025	EUR	25.0.11	m02-f	07/05/2026	96		VOL-kap 1
---------------	------------	------	-----	---------	-------	------------	----	--	-----------

**JAARREKENING EN/OF ANDERE OVEREENKOMSTIG
HET WETBOEK VAN VENNOOTSCHAPPEN EN
VERENIGINGEN NEER TE LEGGEN DOCUMENTEN**

IDENTIFICATIEGEGEVENS (op datum van de neerlegging)

Naam : **Belgische investeringsmaatschappij voor ontwikkelingslanden (afgekort BIO)**
 Rechtsvorm : Naamloze vennootschap
 Adres : Bischoffsheimlaan Nr : 15 Bus :
 Postnummer : 1000 Gemeente : Brussel
 Land : België
 Rechtspersonenregister (RPR) - Ondernemingsrechtbank van Brussel, Nederlandstalige
 Internetadres : <https://www.bio-invest.be>
 E-mailadres :

Ondernemingsnummer 0476.286.331

Datum van de neerlegging van het recentste stuk dat de datum van bekendmaking van de oprichtingsakte en van de akte tot statutenwijziging vermeldt 23-11-2023

Deze neerlegging betreft :

☒ de JAARREKENING in EURO goedgekeurd door de algemene vergadering van 29-04-2026

☒ de ANDERE DOCUMENTEN

met betrekking tot

het boekjaar dat de periode dekt van 01-01-2025 tot 31-12-2025

het vorige boekjaar van de jaarrekening van 01-01-2024 tot 31-12-2024

De bedragen van het vorige boekjaar zijn identiek met die welke eerder openbaar werden gemaakt.

Nummers van de secties van het standaardmodel die niet werden neergelegd omdat ze niet dienstig zijn :

VOL-kap 6.2.1, VOL-kap 6.2.2, VOL-kap 6.2.4, VOL-kap 6.2.5, VOL-kap 6.3.1, VOL-kap 6.3.2, VOL-kap 6.3.4, VOL-kap 6.3.6,
VOL-kap 6.5.2, VOL-kap 6.7.2, VOL-kap 6.8, VOL-kap 6.18.2, VOL-kap 9, VOL-kap 13, VOL-kap 14

LIJST VAN DE BESTUURDERS, ZAAKVOERDERS EN COMMISSARISSEN EN
VERKLARING BETREFFENDE EEN AANVULLENDE OPDRACHT VOOR NAZICHT OF
CORRECTIE

LIJST VAN DE BESTUURDERS, ZAAKVOERDERS EN COMMISSARISSEN

VOLLEDIGE LIJST met naam, voornamen, beroep, woonplaats (adres, nummer, postnummer en gemeente) en functie in de vennootschap

De Backer Anna Elisabeth

Baan Op Sas 2 55 2960 Brecht BELGIË Begin van het mandaat : 2021-08-06	Einde van het mandaat : 2026-08-06	Bestuurder
---	------------------------------------	------------

Georges Géraldine

Rue de l'Agriculture 193 1030 Schaarbeek BELGIË Begin van het mandaat : 2021-08-06	Einde van het mandaat : 2026-08-06	Voorzitter van de Raad van Bestuur
---	------------------------------------	------------------------------------

Marraha Illias

Lindelei 186 2620 Hemiksem BELGIË Begin van het mandaat : 2021-08-06	Einde van het mandaat : 2026-08-06	Bestuurder
---	------------------------------------	------------

Salhab Jade

Avenue de Jette 28 1081 Koekelberg BELGIË Begin van het mandaat : 2024-05-20	Einde van het mandaat : 2029-05-20	Bestuurder
---	------------------------------------	------------

Charlier Jean- Christophe

Quai de Meuse 15 5100 Jambes (Namur) BELGIË Begin van het mandaat : 2021-08-06	Einde van het mandaat : 2026-08-06	Bestuurder
---	------------------------------------	------------

Christians Laurence

Av. Circulaire 124 1180 Ukkel BELGIË Begin van het mandaat : 2021-08-06	Einde van het mandaat : 2026-08-06	Bestuurder
--	------------------------------------	------------

Moors Peter

Galgstraat 50 1652 Alsemberg BELGIË Begin van het mandaat : 2021-08-06	Einde van het mandaat : 2026-08-06	Bestuurder
---	------------------------------------	------------

Verhelst Pieter

Oude Wichelsesteenweg 27 9340 Lede BELGIË Begin van het mandaat : 2021-08-06	Einde van het mandaat : 2026-08-06	Ondervoorzitter van de Raad van Bestuur
---	------------------------------------	---

Bersoul Samira

Amand de Lattinlaan 10 2050 Antwerpen-2050 BELGIË Begin van het mandaat : 2021-08-06	Einde van het mandaat : 2026-08-06	Bestuurder
---	------------------------------------	------------

VERKLARING BETREFFENDE EEN AANVULLENDE OPDRACHT VOOR NAZICHT OF CORRECTIE

Het bestuursorgaan verklaart dat geen enkele opdracht voor nazicht of correctie werd gegeven aan iemand die daar wettelijk niet toe gemachtigd is met toepassing van artikel 5 van de wet van 17 maart 2019 betreffende de beroepen van accountant en belastingadviseur.

De jaarrekening werd niet geverifieerd of gecorrigeerd door een gecertificeerd accountant of door een bedrijfsrevisor die niet de commissaris is.

In bevestigend geval, moeten hierna worden vermeld: naam, voornamen, beroep en woonplaats van elke gecertificeerde accountant of bedrijfsrevisor en zijn lidmaatschapsnummer bij zijn Instituut, evenals de aard van zijn opdracht:

- A. Het voeren van de boekhouding van de vennootschap*,
- B. Het opstellen van de jaarrekening*,
- C. Het verifiëren van de jaarrekening en/of
- D. Het corrigeren van de jaarrekening.

Indien taken bedoeld onder A. of onder B. uitgevoerd zijn door accountants of door fiscaal accountants, kunnen hierna worden vermeld: naam, voornamen, beroep en woonplaats van elke accountant of fiscaal accountant en zijn lidmaatschapsnummer bij het Instituut van de Belastingadviseurs en de Accountants (IBA), evenals de aard van zijn opdracht.

(* Facultatieve vermelding.)

Naam, voornamen, beroep en woonplaats	Lidmaatschapsnummer	Aard van de opdracht (A, B, C en/of D)

JAARREKENING

BALANS NA WINSTVERDELING

	Toel.	Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
ACTIVA				
OPRICHTINGSKOSTEN	6.1	20	<u>3.299</u>	<u>4.701</u>
VASTE ACTIVA		21/28	<u>685.091.346</u>	<u>675.115.802</u>
Immateriële vaste activa	6.2	21	0	0
Materiële vaste activa	6.3	22/27	661.518	749.120
Terreinen en gebouwen		22		
Installaties, machines en uitrusting		23		
Meubilair en rollend materieel		24	448.855	488.899
Leasing en soortgelijke rechten		25		
Overige materiële vaste activa		26	212.663	260.221
Activa in aanbouw en vooruitbetalingen		27		
Financiële vaste activa	6.4/6.5.1	28	684.429.828	674.366.682
Verbonden ondernemingen	6.15	280/1	40.055	40.055
Deelnemingen		280	40.055	40.055
Vorderingen		281		
Ondernemingen waarmee een deelnemingsverhouding bestaat	6.15	282/3	5.626.508	5.169.250
Deelnemingen		282	4.495.000	4.495.000
Vorderingen		283	1.131.508	674.250
Andere financiële vaste activa		284/8	678.763.265	669.157.377
Aandelen		284	278.249.602	266.786.797
Vorderingen en borgtochten in contanten		285/8	400.513.663	402.370.580

	Toel.	Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
VLOTTENDE ACTIVA		29/58	<u>510.957.849</u>	<u>503.598.133</u>
Vorderingen op meer dan één jaar		29		
Handelsvorderingen		290		
Overige vorderingen		291		
Voorraden en bestellingen in uitvoering		3		
Voorraden		30/36		
Grond- en hulpstoffen		30/31		
Goederen in bewerking		32		
Gereed product		33		
Handelsgoederen		34		
Onroerende goederen bestemd voor verkoop		35		
Vooruitbetalingen		36		
Bestellingen in uitvoering		37		
Vorderingen op ten hoogste één jaar		40/41	4.531.668	3.989.866
Handelsvorderingen		40	3.628.282	2.859.759
Overige vorderingen		41	903.387	1.130.107
Geldbeleggingen	6.5.1/6.6	50/53	483.149.003	477.826.983
Eigen aandelen		50		
Overige beleggingen		51/53	483.149.003	477.826.983
Liquide middelen		54/58	9.822.919	10.461.344
Overlopende rekeningen	6.6	490/1	13.454.259	11.319.940
TOTAAL VAN DE ACTIVA		20/58	1.196.052.494	1.178.718.636

	Toel.	Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
PASSIVA				
EIGEN VERMOGEN				
Inbreng				
Kapitaal		10/15	<u>1.176.262.036</u>	<u>1.159.485.666</u>
Geplaatst kapitaal		10/11	4.957.873	4.957.873
Niet-opgevraagd kapitaal		10	4.957.873	4.957.873
Buiten kapitaal		100	4.957.873	4.957.873
Uitgiftepremies		101		
Andere		11		
		1100/10		
		1109/19		
Herwaarderingsmeerwaarden				
		12		
Reserves				
Onbeschikbare reserves		13	1.038.329.692	1.038.329.692
Wettelijke reserve		130/1	1.038.329.692	1.038.329.692
Statutair onbeschikbare reserves		130	495.787	495.787
Inkoop eigen aandelen		1311		
Financiële steunverlening		1312		
Overige		1313		
Belastingvrije reserves		1319	1.037.833.904	1.037.833.904
Beschikbare reserves		132		
		133		
Overgedragen winst (verlies)	(+)/(-)	14	34.894.541	30.409.151
Kapitaalsubsidies				
		15	98.079.930	85.788.951
Voorschot aan de vennoten op de verdeling van het netto-actief				
		19		
VOORZIENINGEN EN UITGESTELDE BELASTINGEN				
Voorzieningen voor risico's en kosten				
Pensioenen en soortgelijke verplichtingen		16	<u>29.458</u>	<u>69.474</u>
Belastingen		160/5	29.458	69.474
Grote herstellings- en onderhoudswerken		160	29.458	39.474
Milieuverplichtingen		161		
Overige risico's en kosten		162		
		163		
		164/5		
		168		
Uitgestelde belastingen				30.000

	Toel.	Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
SCHULDEN		17/49	<u>19.761.000</u>	<u>19.163.496</u>
Schulden op meer dan één jaar	6.9	17		
Financiële schulden		170/4		
Achtergestelde leningen		170		
Niet-achtergestelde obligatieleningen		171		
Leasingschulden en soortgelijke schulden		172		
Kredietinstellingen		173		
Overige leningen		174		
Handelsschulden		175		
Leveranciers		1750		
Te betalen wissels		1751		
Vooruitbetalingen op bestellingen		176		
Overige schulden		178/9		
Schulden op ten hoogste één jaar	6.9	42/48	7.805.549	6.405.791
Schulden op meer dan één jaar die binnen het jaar vervallen		42		
Financiële schulden		43	56.385	
Kredietinstellingen		430/8	56.385	
Overige leningen		439		
Handelsschulden		44	690.136	142.319
Leveranciers		440/4	690.136	142.319
Te betalen wissels		441		
Vooruitbetalingen op bestellingen		46		0
Schulden met betrekking tot belastingen, bezoldigingen en sociale lasten	6.9	45	2.256.413	1.463.725
Belastingen		450/3	877.636	13.547
Bezoldigingen en sociale lasten		454/9	1.378.777	1.450.178
Overige schulden		47/48	4.802.615	4.799.748
Overlopende rekeningen	6.9	492/3	11.955.451	12.757.705
TOTAAL VAN DE PASSIVA		10/49	1.196.052.494	1.178.718.636

RESULTATENREKENING

	Toel.	Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
Bedrijfsopbrengsten		70/76A	4.547.103	3.938.052
Omzet	6.10	70		
Voorraad goederen in bewerking en gereed product en bestellingen in uitvoering: toename (afname)	(+)/(-)	71		
Geproduceerde vaste activa		72		
Andere bedrijfsopbrengsten	6.10	74	4.547.080	3.937.961
Niet-recurrente bedrijfsopbrengsten	6.12	76A	23	91
		60/66A	22.844.552	21.209.449
Bedrijfskosten		60		
Handelsgoederen, grond- en hulpstoffen		600/8		
Aankopen		609		
Voorraad: afname (toename)	(+)/(-)	61		
Diensten en diverse goederen		62	5.293.283	3.735.417
Bezoldigingen, sociale lasten en pensioenen	(+)/(-)	6.10	11.282.542	10.738.120
Afschrijvingen en waardeverminderingen op oprichtingskosten, op immateriële en materiële vaste activa		630	162.414	183.081
Waardeverminderingen op voorraden, op bestellingen in uitvoering en op handelsvorderingen: toevoegingen (terugnemingen)	(+)/(-)	6.10	631/4	4.938.416
Voorzieningen voor risico's en kosten: toevoegingen (bestedingen en terugnemingen)	(+)/(-)	6.10	635/8	-40.016
Andere bedrijfskosten		6.10	640/8	1.207.913
Als herstructureringskosten geactiveerde bedrijfskosten	(-)		649	
Niet-recurrente bedrijfskosten	6.12	66A	0	50.224
Bedrijfswinst (Bedrijfsverlies)	(+)/(-)	9901	-18.297.449	-17.271.396

	Toel.	Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
Financiële opbrengsten		75/76B	106.666.545	98.944.147
Recurrente financiële opbrengsten		75	77.132.178	79.055.511
Opbrengsten uit financiële vaste activa		750	43.563.166	43.678.492
Opbrengsten uit vlottende activa		751	30.374.683	32.701.726
Andere financiële opbrengsten	6.11	752/9	3.194.329	2.675.293
Niet-recurrente financiële opbrengsten	6.12	76B	29.534.367	19.888.636
Financiële kosten		65/66B	71.505.767	56.129.804
Recurrente financiële kosten	6.11	65	41.689.153	33.222.030
Kosten van schulden		650	28.759.064	30.469.799
Waardeverminderingen op vlottende activa andere dan voorraden, bestellingen in uitvoering en handelsvorderingen: toevoegingen (terugnemingen)	(+)/(-)	651	64.237	163.528
Andere financiële kosten		652/9	12.865.851	2.588.702
Niet-recurrente financiële kosten	6.12	66B	29.816.614	22.907.774
Winst (Verlies) van het boekjaar vóór belasting	(+)/(-)	9903	16.863.329	25.542.947
Onttrekking aan de uitgestelde belastingen		780		
Overboeking naar de uitgestelde belastingen		680		
Belastingen op het resultaat	(+)/(-)	6.13	7.892.549	6.343.957
Belastingen		670/3	7.947.244	6.549.139
Regularisering van belastingen en terugneming van voorzieningen voor belastingen		77	54.695	205.182
Winst (Verlies) van het boekjaar	(+)/(-)	9904	8.970.780	19.198.990
Onttrekking aan de belastingvrije reserves		789		
Overboeking naar de belastingvrije reserves		689		
Te bestemmen winst (verlies) van het boekjaar	(+)/(-)	9905	8.970.780	19.198.990

RESULTAATVERWERKING

Te bestemmen winst (verlies)

Te bestemmen winst (verlies) van het boekjaar

Overgedragen winst (verlies) van het vorige boekjaar

Onttrekking aan het eigen vermogen

aan de inbreng

aan de reserves

Toevoeging aan het eigen vermogen

aan de inbreng

aan de wettelijke reserve

aan de overige reserves

Over te dragen winst (verlies)

Tussenkost van de vennoten in het verlies

Uit te keren winst

Vergoeding van de inbreng

Bestuurders of zaakvoerders

Werknemers

Andere rechthebbenden

	Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
(+)/(-)	9906	39.379.931	35.208.898
(+)/(-)	(9905)	8.970.780	19.198.990
(+)/(-)	14P	30.409.151	16.009.908
	791/2		
	791		
	792		
	691/2		0
	691		
	6920		
	6921		0
(+)/(-)	(14)	34.894.541	30.409.151
	794		
	694/7	4.485.390	4.799.748
	694	4.485.390	4.799.748
	695		
	696		
	697		

TOELICHTING

STAAT VAN DE KOSTEN VAN OPRICHTING, KAPITAALVERHOGING OF VERHOGING VAN DE INBRENG, KOSTEN BIJ
UITGIFTE VAN LENINGEN EN HERSTRUCTURERINGSKOSTEN

Nettoboekwaarde per einde van het boekjaar

Mutaties tijdens het boekjaar

Nieuwe kosten van het boekjaar

Afschrijvingen

Andere

Nettoboekwaarde per einde van het boekjaar

Waarvan

Kosten van oprichting, kapitaalverhoging of verhoging van de inbreng,
kosten bij uitgifte van leningen en andere oprichtingskosten

Herstructureringskosten

Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
20P	XXXXXXXXXX	4.701
8002		
8003	1.402	
(+)/(-) 8004		
(20)	3.299	
200/2	3.299	
204		

STAAT VAN DE IMMATERIËLE VASTE ACTIVA

CONCESSIES, OCTROOIEN, LICENTIES, KNOWHOW, MERKEN EN SOORTGELIJKE RECHTEN

Aanschaffingswaarde per einde van het boekjaar

Mutaties tijdens het boekjaar

- Aanschaffingen, met inbegrip van de geproduceerde vaste activa
- Overdrachten en buitengebruikstellingen
- Overboekingen van een post naar een andere

Aanschaffingswaarde per einde van het boekjaar

Afschrijvingen en waardeverminderingen per einde van het boekjaar

Mutaties tijdens het boekjaar

- Geboekt
- Teruggenomen
- Verworven van derden
- Afgeboekt na overdrachten en buitengebruikstellingen
- Overgeboekt van een post naar een andere

Afschrijvingen en waardeverminderingen per einde van het boekjaar

NETTOBOEKWAARDE PER EINDE VAN HET BOEKJAAR

Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
8052P	XXXXXXXXXX	168.791
8022		
8032		
(+)/(-) 8042		
8052	168.791	
8122P	XXXXXXXXXX	168.791
8072		
8082		
8092		
8102		
(+)/(-) 8112		
8122	168.791	
211	0	

STAAT VAN DE MATERIËLE VASTE ACTIVA

MEUBILAIR EN ROLLEND MATERIEEL

Aanschaffingswaarde per einde van het boekjaar

Mutaties tijdens het boekjaar

 Aanschaffingen, met inbegrip van de geproduceerde vaste activa

 Overdrachten en buitengebruikstellingen

 Overboekingen van een post naar een andere

Aanschaffingswaarde per einde van het boekjaar

Meerwaarden per einde van het boekjaar

Mutaties tijdens het boekjaar

 Geboekt

 Verworven van derden

 Afgeboekt

 Overgeboekt van een post naar een andere

Meerwaarden per einde van het boekjaar

Afschrijvingen en waardeverminderingen per einde van het boekjaar

Mutaties tijdens het boekjaar

 Geboekt

 Teruggenomen

 Verworven van derden

 Afgeboekt na overdrachten en buitengebruikstellingen

 Overgeboekt van een post naar een andere

Afschrijvingen en waardeverminderingen per einde van het boekjaar

NETTOBOEKWAARDE PER EINDE VAN HET BOEKJAAR

Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
8193P	XXXXXXXXXX	1.020.238
8163	70.490	
8173		
(+)/(-) 8183		
8193	1.090.729	
8253P	XXXXXXXXXX	
8213		
8223		
8233		
(+)/(-) 8243		
8253		
8323P	XXXXXXXXXX	531.339
8273	110.535	
8283		
8293		
8303		
(+)/(-) 8313		
8323	641.874	
(24)	448.855	

OVERIGE MATERIËLE VASTE ACTIVA

Aanschaffingswaarde per einde van het boekjaar

Mutaties tijdens het boekjaar

- Aanschaffingen, met inbegrip van de geproduceerde vaste activa
- Overdrachten en buitengebruikstellingen
- Overboekingen van een post naar een andere

Aanschaffingswaarde per einde van het boekjaar

Meerwaarden per einde van het boekjaar

Mutaties tijdens het boekjaar

- Geboekt
- Verworven van derden
- Afgeboekt
- Overgeboekt van een post naar een andere

Meerwaarden per einde van het boekjaar

Afschrijvingen en waardeverminderingen per einde van het boekjaar

Mutaties tijdens het boekjaar

- Geboekt
- Teruggenomen
- Verworven van derden
- Afgeboekt na overdrachten en buitengebruikstellingen
- Overgeboekt van een post naar een andere

Afschrijvingen en waardeverminderingen per einde van het boekjaar

NETTOBOEKWAARDE PER EINDE VAN HET BOEKJAAR

Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
8195P	XXXXXXXXXX	426.430
8165	2.918	
8175		
(+)/(-) 8185		
8195	429.349	
8255P	XXXXXXXXXX	
8215		
8225		
8235		
(+)/(-) 8245		
8255		
8325P	XXXXXXXXXX	166.210
8275	50.476	
8285		
8295		
8305		
(+)/(-) 8315		
8325	216.686	
(26)	212.663	

STAAT VAN DE FINANCIËLE VASTE ACTIVA

	Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
VERBONDEN ONDERNEMINGEN - DEELNEMINGEN EN AANDELEN			
Aanschaffingswaarde per einde van het boekjaar	8391P	XXXXXXXXXX	40.055
Mutaties tijdens het boekjaar			
Aanschaffingen	8361		
Overdrachten en buitengebruikstellingen	8371		
Overboekingen van een post naar een andere	(+)/(-) 8381		
Aanschaffingswaarde per einde van het boekjaar	8391	40.055	
Meerwaarden per einde van het boekjaar	8451P	XXXXXXXXXX	
Mutaties tijdens het boekjaar			
Geboekt	8411		
Verworven van derden	8421		
Afgeboekt	8431		
Overgeboekt van een post naar een andere	(+)/(-) 8441		
Meerwaarden per einde van het boekjaar	8451		
Waardeverminderingen per einde van het boekjaar	8521P	XXXXXXXXXX	
Mutaties tijdens het boekjaar			
Geboekt	8471		
Teruggenomen	8481		
Verworven van derden	8491		
Afgeboekt na overdrachten en buitengebruikstellingen	8501		
Overgeboekt van een post naar een andere	(+)/(-) 8511		
Waardeverminderingen per einde van het boekjaar	8521		
Niet-opgevraagde bedragen per einde van het boekjaar	8551P	XXXXXXXXXX	
Mutaties tijdens het boekjaar	(+)/(-) 8541		
Niet-opgevraagde bedragen per einde van het boekjaar	8551		
NETTOBOEKWAARDE PER EINDE VAN HET BOEKJAAR	(280)	40.055	
VERBONDEN ONDERNEMINGEN - VORDERINGEN			
NETTOBOEKWAARDE PER EINDE VAN HET BOEKJAAR	281P	XXXXXXXXXX	
Mutaties tijdens het boekjaar			
Toevoegingen	8581		
Terugbetalingen	8591		
Geboekte waardeverminderingen	8601		
Teruggenomen waardeverminderingen	8611		
Wisselkoersverschillen	(+)/(-) 8621		
Overige mutaties	(+)/(-) 8631		
NETTOBOEKWAARDE PER EINDE VAN HET BOEKJAAR	(281)		
GECUMULEERDE WAARDEVERMINDERINGEN OP VORDERINGEN PER EINDE BOEKJAAR	8651		

ONDERNEMINGEN MET DEELNEMINGSVERHOUDING -
DEELNEMINGEN EN AANDELEN

Aanschaffingswaarde per einde van het boekjaar

Mutaties tijdens het boekjaar

- Aanschaffingen
- Overdrachten en buitengebruikstellingen
- Overboekingen van een post naar een andere

Aanschaffingswaarde per einde van het boekjaar

Meerwaarden per einde van het boekjaar

Mutaties tijdens het boekjaar

- Geboekt
- Verworven van derden
- Afgeboekt
- Overgeboekt van een post naar een andere

Meerwaarden per einde van het boekjaar

Waardeverminderingen per einde van het boekjaar

Mutaties tijdens het boekjaar

- Geboekt
- Teruggenomen
- Verworven van derden
- Afgeboekt na overdrachten en buitengebruikstellingen
- Overgeboekt van een post naar een andere

Waardeverminderingen per einde van het boekjaar

Niet-opgevraagde bedragen per einde van het boekjaar

Mutaties tijdens het boekjaar

Niet-opgevraagde bedragen per einde van het boekjaar

NETTOBOEKWAARDE PER EINDE VAN HET BOEKJAAR

ONDERNEMINGEN MET DEELNEMINGSVERHOUDING - VORDERINGEN

NETTOBOEKWAARDE PER EINDE VAN HET BOEKJAAR

Mutaties tijdens het boekjaar

- Toevoegingen
- Terugbetalingen
- Geboekte waardeverminderingen
- Teruggenomen waardeverminderingen
- Wisselkoersverschillen
- Overige mutaties

NETTOBOEKWAARDE PER EINDE VAN HET BOEKJAAR

GECUMULEERDE WAARDEVERMINDERINGEN OP VORDERINGEN PER
EINDE BOEKJAAR

Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
8392P	XXXXXXXXXX	4.495.000
8362	0	
8372		
(+)/(-) 8382		
8392	4.495.000	
8452P	XXXXXXXXXX	
8412		
8422		
8432		
(+)/(-) 8442		
8452		
8522P	XXXXXXXXXX	
8472		
8482		
8492		
8502		
(+)/(-) 8512		
8522		
8552P	XXXXXXXXXX	
(+)/(-) 8542		
8552		
(282)	4.495.000	
283P	XXXXXXXXXX	674.250
8582	457.258	
8592		
8602		
8612		
(+)/(-) 8622		
(+)/(-) 8632		
(283)	1.131.508	
8652		

ANDERE ONDERNEMINGEN - DEELNEMINGEN EN AANDELEN
Aanschaffingswaarde per einde van het boekjaar
Mutaties tijdens het boekjaar

Aanschaffingen

Overdrachten en buitengebruikstellingen

Overboekingen van een post naar een andere

(+) / (-)

Aanschaffingswaarde per einde van het boekjaar
Meerwaarden per einde van het boekjaar
Mutaties tijdens het boekjaar

Geboekt

Verworven van derden

Afgeboekt

Overgeboekt van een post naar een andere

(+) / (-)

Meerwaarden per einde van het boekjaar
Waardeverminderingen per einde van het boekjaar
Mutaties tijdens het boekjaar

Geboekt

Teruggenomen

Verworven van derden

Afgeboekt na overdrachten en buitengebruikstellingen

Overgeboekt van een post naar een andere

(+) / (-)

Waardeverminderingen per einde van het boekjaar
Niet-opgevraagde bedragen per einde van het boekjaar
Mutaties tijdens het boekjaar

(+) / (-)

Niet-opgevraagde bedragen per einde van het boekjaar
NETTOBOEKWAARDE PER EINDE VAN HET BOEKJAAR
ANDERE ONDERNEMINGEN - VORDERINGEN
NETTOBOEKWAARDE PER EINDE VAN HET BOEKJAAR
Mutaties tijdens het boekjaar

Toevoegingen

Terugbetalingen

Geboekte waardeverminderingen

Teruggenomen waardeverminderingen

Wisselkoersverschillen

Overige mutaties

(+) / (-)

(+) / (-)

NETTOBOEKWAARDE PER EINDE VAN HET BOEKJAAR
GECUMULEERDE WAARDEVERMINDERINGEN OP VORDERINGEN PER EINDE BOEKJAAR

Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
8393P	XXXXXXXXXX	319.207.165
8363	53.461.188	
8373	26.426.167	
8383		
8393	346.242.186	
8453P	XXXXXXXXXX	
8413		
8423		
8433		
8443		
8453		
8523P	XXXXXXXXXX	52.420.368
8473	17.450.373	
8483	339.195	
8493		
8503	1.538.962	
8513		
8523	67.992.584	
8553P	XXXXXXXXXX	
8543		
8553		
(284)	<u>278.249.602</u>	
285/8P	<u>XXXXXXXXXX</u>	<u>402.370.580</u>
8583	87.524.510	
8593	87.298.003	
8603	11.671.427	
8613	1.883.982	
8623	385.020	
8633	7.319.000	
(285/8)	<u>400.513.663</u>	
8653	<u>57.980.964</u>	

INLICHTINGEN OMTRENT DE DEELNEMINGEN

DEELNEMINGEN EN MAATSCHAPPELIJKE RECHTEN IN ANDERE ONDERNEMINGEN

Hieronder worden de ondernemingen vermeld waarin de vennootschap een deelneming bezit (opgenomen in de posten 280 en 282 van de activa), alsmede de andere ondernemingen waarin de vennootschap maatschappelijke rechten bezit (opgenomen in de posten 284 en 51/53 van de activa) ten belope van ten minste 10% van het kapitaal, van het eigen vermogen of van een soort aandelen van die vennootschap.

NAAM, volledig adres van de ZETEL en, zo het een onderneming naar Belgisch recht betreft, het ONDERNEMINGSNUMMER	Aangehouden maatschappelijke rechten				Gegevens geput uit de laatst beschikbare jaarrekening			
	Aard	rechtstreeks		dochter s	Jaarrekening per	Muntco de	Eigen vermogen	Nettoresultaat
		Aantal	%				(+) of (-) (in eenheden)	
AfricInvest Financial Inclusion Vehicle LLC (FIVE) Buitenlandse entiteit c/o Trident Trust Company (Mauritius) Limited, 5th Floor, Nexsky Building 5th floor 72201 Ebène, Cybercity Mauritius. MAURITIUS	Aandelen zonder nominale waarde		12,14	0,6	2024-12-31	EUR	201.572.350	-6.023.819
AfricInvest SME Fund NA 5th floor, Nexsky Building, Ebene . 72201 Ebène, Cybercity, 72201, Mauritius MAURITIUS	Aandelen zonder nominale waarde		14,1			EUR		
African Agency for Credit & Enterprise Ltd. (ACEP) Buitenlandse entiteit 6th Floor - Tower A - 1 Cybercity,Ebene . 72201 Ebene MAURITIUS	Aandelen zonder nominale waarde	379.629	32,65		2024-12-31	EUR	12.218.262	-2.281.318
African Rivers Fund LLC (ARF) Buitenlandse entiteit Apex Group, 6th Floor, Two Tribeca, Tribeca Central 28 72261 Trianon - Mauritius MAURITIUS	Aandelen zonder nominale waarde		10		2024-12-31	USD	33.016.745	959.010
Afrigreen Debt Impact Fund SLP Gewone commanditaire vennootschap c/o RGreen Invest, rue de Chaillot, 47 75116 Paris FRANKRIJK	Aandelen met nominale waarde (EUR 100)	100.000	13,88		2024-12-31	EUR	7.217.395	-1.432.170
BCB Bujumbura S.M. Buitenlandse entiteit Bd Patrice Emery Lumumba .5 300 Bujumbura Burundi BURUNDI	Aandelen zonder nominale waarde	32.423	20,78		2024-12-31	BIF	186.805.467.000	36.334.656.000

Banco Popular Buitenlandse entiteit Col Castana Sur,Ave; Ramon Ernesto Cruz Bloque A cuadras al sur del Centro Comercial Los Castanos .31/2 . Tegucigalpa, Honduras HONDURAS	Aandelen zonder nominale waarde HNL	1.596.029	26,6		2024-12-31	HNL	726.333.899	-69.831.473
EDFI Management Company 0652957874 Naamloze vennootschap Troonstraat 4 1000 Brussel BELGIË	Aandelen zonder nominale waarde	261	10		2024-12-31	EUR	1.682.438	375
EFC Uganda Ltd Buitenlandse entiteit EFC House - Kira Road, Kamwokya Plot 45 .33667 Kampala - Uganda UGANDA	Aandelen met nominale waarde (UGX 3,000)	78.934.553.884	44,64		2024-12-31	UGX	6.495.259.000	-5.557.090.000
Enda Tamweel SA 1347663Q Naamloze vennootschap rue de l'Assistance- Cité El Khadra . 1003 Tunis TUNESIË	Aandelen met nominale waarde (TND 100)	96.053	10		2024-12-31	TND	376.738.950	46.991.358
Excelsior Capital Vietnam Private Equity Fund Buitenlandse entiteit Robinson Road 1 .17-00 AIA Tower Singapore SINGAPORE	Aandelen zonder nominale waarde		12,63	0,7	2024-12-31	USD	103.735.219	3.513.270
FPM SA - Fonds pour l'Inclusion Financière en DRC SA Buitenlandse entiteit Avenue Kauka - Q./Royal, 17 . Commune de Gombe Kinshasa Congo, DR CONGO (DEM. REP.)	Aandelen met nominale waarde (USD 100)	80.000	24,64		2024-12-31	CDF	96.596.363.636	2.407.516.061
Fefisol II 34040670 Naamloze vennootschap route d'Esch 412F 1471 LUXEMBOURG LUXEMBURG	Aandelen zonder nominale waarde		11,8		2025-03-31	EUR	26.386.979	545.057
HELIOS CLEAR fund Scsp SCSP Rue Eugène Ruppert 16 2453 Luxembourg LUXEMBURG	Aandelen zonder nominale waarde		10			EUR		

N°	0476286331	VOL-kap 6.5.1							
Incofin India Progress Fund Buitenlandse entiteit Jambu Towers, New Avadi Road, Chennai, 99 600010 Tamil Nadu INDIA		Class B2 units w/ face value INR 100,000 per unit	442.000	15,9	1,3	2025-03-31	EUR	26.976.368	-973.078
Kaizen Private Equity II Geen rechtsvorm Raffles Place, Republic Plaza 9 #26-1 048619 Singapore SINGAPORE		Aandelen zonder nominale waarde	9.087.281	12,64		2024-12-31	USD	51.278.410	-829.977
Lendable Fintech Credit Fund I (SICAF-RAIF) NA c/o Waystone Administration Solutions (Lux) S.A.,rue Genistre, 7 1623 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg LUXEMBURG		Aandelen zonder nominale waarde		18,15		2024-12-31	USD	49.402.100	5.445.639
Local Currency Microfinance Fund II LP-Locfund II LP Buitenlandse entiteit Wellington Street W 155 ON MSV 3J7 Toronto CANADA		Aandelen zonder nominale waarde		12,86		2022-12-21	USD		155.713
Locfund Next Buitenlandse entiteit Wellington Street West 155 M5V 3J7 Toronto CANADA		Aandelen zonder nominale waarde		10,02		2024-12-31	USD	41.736.330	-2.467.072
MAA General Assurance Philippines Inc. Buitenlandse entiteit 10th Floor, Pearlbank Centre Bldg, Valero St., Salcedo Village, 146 1227 Makati City FILIPIJNEN		Aandelen zonder nominale waarde	217.100	16,7		2024-12-31	USD	2.303.510.675	129.589.549
Navis Asia Credit Fund LP (NAC+) LP 1 Raffles Place, One Raffles Place 36 01 . Singapore SINGAPORE		Aandelen zonder nominale waarde		11,11	3,7		EUR		
SANASA Development Bank PLC Coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid Edmond Road, Kirulapone 12 6 colombo SRI LANKA		Aandelen zonder nominale waarde	16.416.564	10		2024-12-31	LKR	14.586.500.364	409.534.246

N°	0476286331	VOL-kap 6.5.1						
SDG Frontier Fund 0739598175 Naamloze vennootschap Boulevard Bischoffsheimlaan 15 1000 Brussel BELGIË	Aandelen met nominale waarde (EUR 10)	449.500	25		2024-12-31	EUR	17.358.009	1.103.882
Triple P Advisory Pte. Ltd. Buitenlandse entiteit Clemenceau Avenue 190 #6-11 239924 Singapore SINGAPORE	Aandelen zonder nominale waarde		13,57		2024-12-31	USD	84.152.486	725.929
Ventureast Proactive Fund II LLC Buitenlandse entiteit President John Kennedy street, Rogers House 5 3 . Port Louis, Maiuritius MAURITIUS	Aandelen zonder nominale waarde		15,6		2025-03-31	USD	55.639.833	3.196.267

GELDBELEGGINGEN EN OVERLOPENDE REKENINGEN (ACTIVA)

OVERIGE GELDBELEGGINGEN

Aandelen en geldbeleggingen andere dan vastrentende beleggingen

- Aandelen - Boekwaarde verhoogd met het niet-opgevraagde bedrag
- Aandelen - Niet-opgevraagd bedrag
- Edele metalen en kunstwerken

Vastrentende effecten

- Vastrentende effecten uitgegeven door kredietinstellingen

Termijnrekeningen bij kredietinstellingen

- Met een resterende looptijd of opzegtermijn van
 - hoogstens één maand
 - meer dan één maand en hoogstens één jaar
 - meer dan één jaar

Hierboven niet-opgenomen overige geldbeleggingen

Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
51		
8681		
8682		
8683		
52	4.143.093	4.253.623
8684	4.143.093	4.253.623
53	479.005.910	473.573.360
8686	68.985.610	203.573.360
8687	410.020.300	270.000.000
8688		
8689		

OVERLOPENDE REKENINGEN

Uitsplitsing van de post 490/1 van de activa indien daaronder een belangrijk bedrag voorkomt

- Over te dragen kosten
- Verkregen opbrengsten
- Negatieve omrekeningsverschillen

Boekjaar
561.712
12.797.458
95.090

STAAT VAN HET KAPITAAL EN DE AANDEELHOUDERSSTRUCTUUR

STAAT VAN HET KAPITAAL

Kapitaal

Geplaatst kapitaal per einde van het boekjaar
 Geplaatst kapitaal per einde van het boekjaar

Wijzigingen tijdens het boekjaar

Samenstelling van het kapitaal
 Soorten aandelen
 zonder vermelding van nominale waarde

Aandelen op naam
 Gedematerialiseerde aandelen

Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
100P	XXXXXXXXXX	4.957.873
(100)	4.957.873	

Codes	Bedragen	Aantal aandelen
	4.957.873	2.000
8702	XXXXXXXXXX	2.000
8703	XXXXXXXXXX	

Codes	Niet-opgevraagd bedrag	Opgevraagd, niet-gestort bedrag
(101)		XXXXXXXXXX
8712	XXXXXXXXXX	

Niet-gestort kapitaal

Niet-opgevraagd kapitaal
 Opgevraagd, niet-gestort kapitaal
 Aandeelhouders die nog moeten volstorten

Eigen aandelen

Gehouden door de vennootschap zelf
 Kapitaalbedrag
 Aantal aandelen
 Gehouden door haar dochters
 Kapitaalbedrag
 Aantal aandelen

Verplichtingen tot uitgifte van aandelen

Als gevolg van de uitoefening van conversierechten
 Bedrag van de lopende converteerbare leningen
 Bedrag van het te plaatsen kapitaal
 Maximum aantal uit te geven aandelen
 Als gevolg van de uitoefening van inschrijvingsrechten
 Aantal inschrijvingsrechten in omloop
 Bedrag van het te plaatsen kapitaal
 Maximum aantal uit te geven aandelen

Toegestaan, niet-geplaatst kapitaal

Aandelen buiten kapitaal

Verdeling
 Aantal aandelen
 Daaraan verbonden stemrecht
 Uitsplitsing volgens de aandeelhouders
 Aantal aandelen gehouden door de vennootschap zelf
 Aantal aandelen gehouden door haar dochters

Codes	Boekjaar
8721	
8722	
8731	
8732	
8740	
8741	
8742	
8745	
8746	
8747	
8751	

Codes	Boekjaar
8761	415.487
8762	1.000
8771	
8781	

BIJKOMENDE TOELICHTING MET BETREKKING TOT DE INBRENG (WAARONDER DE INBRENG IN NIJVERHEID)

Boekjaar

STAAT VAN DE SCHULDEN EN OVERLOPENDE REKENINGEN (PASSIVA)

UITSPLITSING VAN DE SCHULDEN MET EEN OORSPRONKELIJKE LOOPTIJD VAN MEER DAN ÉÉN JAAR, NAARGELANG HUN RESTERENDE LOOPTIJD

Schulden op meer dan één jaar die binnen het jaar vervallen

- Financiële schulden
 - Achtergestelde leningen
 - Niet-achtergestelde obligatieleningen
 - Leasingschulden en soortgelijke schulden
 - Kredietinstellingen
 - Overige leningen
- Handelsschulden
 - Leveranciers
 - Te betalen wissels
- Vooruitbetalingen op bestellingen
- Overige schulden

Totaal der schulden op meer dan één jaar die binnen het jaar vervallen

Schulden met een resterende looptijd van meer dan één jaar doch hoogstens 5 jaar

- Financiële schulden
 - Achtergestelde leningen
 - Niet-achtergestelde obligatieleningen
 - Leasingschulden en soortgelijke schulden
 - Kredietinstellingen
 - Overige leningen
- Handelsschulden
 - Leveranciers
 - Te betalen wissels
- Vooruitbetalingen op bestellingen
- Overige schulden

Totaal der schulden met een resterende looptijd van meer dan één jaar doch hoogstens 5 jaar

Schulden met een resterende looptijd van meer dan 5 jaar

- Financiële schulden
 - Achtergestelde leningen
 - Niet-achtergestelde obligatieleningen
 - Leasingschulden en soortgelijke schulden
 - Kredietinstellingen
 - Overige leningen
- Handelsschulden
 - Leveranciers
 - Te betalen wissels
- Vooruitbetalingen op bestellingen
- Overige schulden

Totaal der schulden met een resterende looptijd van meer dan 5 jaar

Codes	Boekjaar
8801	
8811	
8821	
8831	
8841	
8851	
8861	
8871	
8881	
8891	
8901	
(42)	
8802	
8812	
8822	
8832	
8842	
8852	
8862	
8872	
8882	
8892	
8902	
8912	
8803	
8813	
8823	
8833	
8843	
8853	
8863	
8873	
8883	
8893	
8903	
8913	

GEWAARBORGDE SCHULDEN (BEGREPEN IN DE POSTEN 17 EN 42/48 VAN DE PASSIVA)

Door Belgische overheidsinstellingen gewaarborgde schulden

- Financiële schulden
 - Achtergestelde leningen
 - Niet-achtergestelde obligatieleningen
 - Leasingschulden en soortgelijke schulden
 - Kredietinstellingen
 - Overige leningen
- Handelsschulden
 - Leveranciers
 - Te betalen wissels
- Vooruitbetalingen op bestellingen
- Schulden met betrekking tot bezoldigingen en sociale lasten
- Overige schulden

Codes	Boekjaar
8921	
8931	
8941	
8951	
8961	
8971	
8981	
8991	
9001	
9011	
9021	
9051	
9061	
8922	
8932	
8942	
8952	
8962	
8972	
8982	
8992	
9002	
9012	
9022	
9032	
9042	
9052	
9062	

Totaal van de door Belgische overheidsinstellingen gewaarborgde schulden

Schulden gewaarborgd door zakelijke zekerheden gesteld of onherroepelijk beloofd op activa van de vennootschap

- Financiële schulden
 - Achtergestelde leningen
 - Niet-achtergestelde obligatieleningen
 - Leasingschulden en soortgelijke schulden
 - Kredietinstellingen
 - Overige leningen
- Handelsschulden
 - Leveranciers
 - Te betalen wissels
- Vooruitbetalingen op bestellingen
- Schulden met betrekking tot belastingen, bezoldigingen en sociale lasten
 - Belastingen
 - Bezoldigingen en sociale lasten
- Overige schulden

Codes	Boekjaar
9072	
9073	6.022
450	871.614
9076	
9077	1.378.777

Totaal der schulden gewaarborgd door zakelijke zekerheden gesteld of onherroepelijk beloofd op activa van de vennootschap

SCHULDEN MET BETREKKING TOT BELASTINGEN, BEZOLDIGINGEN EN SOCIALE LASTEN

Belastingen (posten 450/3 en 179 van de passiva)

Vervallen belastingschulden
Niet-vervallen belastingschulden
Geraamde belastingschulden

Bezoldigingen en sociale lasten (posten 454/9 en 179 van de passiva)

Vervallen schulden ten aanzien van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid
Andere schulden met betrekking tot bezoldigingen en sociale lasten

OVERLOPENDE REKENINGEN

Uitsplitsing van de post 492/3 van de passiva indien daaronder een belangrijk bedrag voorkomt

Over te dragen opbrengsten
Toe te rekenen kosten
Positieve omrekeningsverschillen

Boekjaar
3.052.253
6.589.200
2.313.998

BEDRIJFSRESULTATEN

BEDRIJFSOPBRENGSTEN

NETTO-OMZET

Uitsplitsing per bedrijfscategorie

Uitsplitsing per geografische markt

Andere bedrijfsopbrengsten

Exploitatiesubsidies en vanwege de overheid ontvangen compenserende bedragen

BEDRIJFSKOSTEN

Werknemers waarvoor de vennootschap een DIMONA-verklaring heeft ingediend of die zijn ingeschreven in het algemeen personeelsregister

Totaal aantal op de afsluitingsdatum

Gemiddeld personeelsbestand berekend in voltijdse equivalenten

Aantal daadwerkelijk gepresteerde uren

Personeelskosten

Bezoldigingen en rechtstreekse sociale voordelen

Werkgeversbijdragen voor sociale verzekeringen

Werkgeverspremies voor bovenwettelijke verzekeringen

Andere personeelskosten

Ouderdoms- en overlevingspensioenen

Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
740	1.246.894	1.097.367
9086	89	81
9087	82,6	76,8
9088	123.952	116.021
620	8.002.348	7.576.514
621	2.137.017	1.972.615
622	620.201	584.743
623	522.975	604.247
624		0

Voorzieningen voor pensioenen en soortgelijke verplichtingen

Toevoegingen (bestedingen en terugnemingen)

(+)/(-)

Waardeverminderingen

Op voorraden en bestellingen in uitvoering

Geboekt

Teruggenomen

Op handelsvorderingen

Geboekt

Teruggenomen

Voorzieningen voor risico's en kosten

Toevoegingen

Bestedingen en terugnemingen

Andere bedrijfskosten

Bedrijfsbelastingen en -taksen

Andere

Uitzendkrachten en ter beschikking van de vennootschap gestelde personen

Totaal aantal op de afsluitingsdatum

Gemiddeld aantal berekend in voltijdse equivalenten

Aantal daadwerkelijk gepresteerde uren

Kosten voor de vennootschap

Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
635	-10.016	-26.725
9110		
9111		
9112	5.790.965	5.274.282
9113	852.549	623.212
9115	10.360	34.310
9116	50.376	31.035
640	30.915	210.462
641/8	1.176.998	1.637.801
9096	0	1
9097	0,1	0,7
9098	197	1.340
617	17.388	82.755

FINANCIËLE RESULTATEN

RECURRENTE FINANCIËLE OPBRENGSTEN

Andere financiële opbrengsten

Door de overheid toegekende subsidies, aangerekend op de resultatenrekening

Kapitaalsubsidies

Interestsubsidies

Uitsplitsing van de overige financiële opbrengsten

Gerealiseerde wisselkoersverschillen

Andere

Diverse andere financiële opbrengsten

RECURRENTE FINANCIËLE KOSTEN

Afschrijving van kosten bij uitgifte van leningen

Geactiveerde interesten

Waardeverminderingen op vlottende activa

Geboekt

Teruggenomen

Andere financiële kosten

Bedrag van het disconto ten laste van de vennootschap bij de verhandeling van vorderingen

Voorzieningen met financieel karakter

Toevoegingen

Bestedingen en terugnemingen

Uitsplitsing van de overige financiële kosten

Gerealiseerde wisselkoersverschillen

Resultaten uit de omrekening van vreemde valuta

Andere

Andere bankkosten

Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
9125	814.979	6.883
9126		
754	1.805.784	568.012
	134.678	162.358
6501		
6502		
6510	110.530	163.528
6511	46.293	
653	71.845	96.269
6560		
6561		
654	9.367.409	326.499
655	1.042.334	0
	315.417	214.129

OPBRENGSTEN EN KOSTEN VAN UITZONDERLIJKE OMVANG OF UITZONDERLIJKE MATE VAN VOORKOMEN

NIET-RECURRENTE OPBRENGSTEN

Niet-recurrente bedrijfsopbrengsten

Terugneming van afschrijvingen en van waardeverminderingen op immateriële en materiële vaste activa

Terugneming van voorzieningen voor niet-recurrente bedrijfsrisico's en -kosten

Meerwaarden bij de realisatie van immateriële en materiële vaste activa

Andere niet-recurrente bedrijfsopbrengsten

Niet-recurrente financiële opbrengsten

Terugneming van waardeverminderingen op financiële vaste activa

Terugneming van voorzieningen voor niet-recurrente financiële risico's en kosten

Meerwaarden bij de realisatie van financiële vaste activa

Andere niet-recurrente financiële opbrengsten

NIET-RECURRENTE KOSTEN

Niet-recurrente bedrijfskosten

Niet-recurrente afschrijvingen en waardeverminderingen op oprichtingskosten, op immateriële en materiële vaste activa

Voorzieningen voor niet-recurrente bedrijfsrisico's en -kosten: toevoegingen (bestedingen)

Minderwaarden bij de realisatie van immateriële en materiële vaste activa

Andere niet-recurrente bedrijfskosten

Als herstructureringskosten geactiveerde niet-recurrente bedrijfskosten

Niet-recurrente financiële kosten

Waardeverminderingen op financiële vaste activa

Voorzieningen voor niet-recurrente financiële risico's en kosten: toevoegingen (bestedingen)

Minderwaarden bij de realisatie van financiële vaste activa

Andere niet-recurrente financiële kosten

Als herstructureringskosten geactiveerde niet-recurrente financiële kosten

Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
76	<u>29.534.390</u>	<u>19.888.728</u>
(76A)	23	91
760		
7620		
7630		
764/8	23	91
(76B)	29.534.367	19.888.636
761	2.223.177	3.327.999
7621		
7631	27.311.190	16.560.637
769		
66	<u>29.816.614</u>	<u>22.957.999</u>
(66A)	0	50.224
660		
(+)/(-) 6620		
6630	0	
664/7		50.224
(-) 6690		
(66B)	29.816.614	22.907.774
661	29.121.800	20.472.821
(+)/(-) 6621		
6631	694.815	2.434.953
668		
(-) 6691		

BELASTINGEN EN TAKSEN

BELASTINGEN OP HET RESULTAAT

Belastingen op het resultaat van het boekjaar

- Verschuldigde of betaalde belastingen en voorheffingen
- Geactiveerde overschotten van betaalde belastingen en voorheffingen
- Geraamde belastingssupplementen

Belastingen op het resultaat van vorige boekjaren

- Verschuldigde of betaalde belastingssupplementen
- Geraamde belastingssupplementen of belastingen waarvoor een voorziening werd gevormd

Belangrijkste oorzaken van de verschillen tussen de winst vóór belastingen, zoals die blijkt uit de jaarrekening, en de geraamde belastbare winst

- Verworpen uitgaven
- Terugboekingen van waardeverminderingen op aandelen/participaties met betrekking verworpen uitgaven
- Winst op de verkoop van deelnemingen - vrijstelling

Codes	Boekjaar
9134	7.947.244
9135	7.194.215
9136	118.585
9137	871.614
9138	0
9139	0
9140	
	23.960.315
	339.195
	3.046.696

Invloed van de niet-recurrente resultaten op de belastingen op het resultaat van het boekjaar

Boekjaar

Bronnen van belastinglatenties

- Actieve latenties
 - Gecumuleerde fiscale verliezen die aftrekbaar zijn van latere belastbare winsten
 - Andere actieve latenties
- Passieve latenties
 - Uitsplitsing van de passieve latenties

Codes	Boekjaar
9141	
9142	
9144	

BELASTING OP DE TOEGEVOEGDE WAARDE EN BELASTINGEN TEN LASTE VAN DERDEN

In rekening gebrachte belasting op de toegevoegde waarde

- Aan de vennootschap (aftrekbaar)
- Door de vennootschap

Ingehouden bedragen ten laste van derden bij wijze van

- Bedrijfsvoorheffing
- Roerende voorheffing

Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
9145	390.784	245.010
9146	223.284	367.140
9147	2.550.970	2.373.634
9148	0	0

NIET IN DE BALANS OPGENOMEN RECHTEN EN VERPLICHTINGEN

DOOR DE VENNOOTSCHAP GESTELDE OF ONHERROEPELIJK BELOOFDE PERSOONLIJKE ZEKERHEDEN ALS WAARBORG VOOR SCHULDEN OF VERPLICHTINGEN VAN DERDEN

Waarvan

Door de vennootschap geëndosseerde handelseffecten in omloop

Door de vennootschap getrokken of voor aval getekende handelseffecten

Maximumbedrag ten belope waarvan andere verplichtingen van derden door de vennootschap zijn gewaarborgd

ZAKELIJKE ZEKERHEDEN

Zakelijke zekerheden die door de vennootschap op haar eigen activa werden gesteld of onherroepelijk beloofd als waarborg voor schulden en verplichtingen van de vennootschap

Hypotheken

Boekwaarde van de bezwaarde activa

Bedrag van de inschrijving

Voor de onherroepelijke mandaten tot hypothekeken, het bedrag waarvoor de volmachthebber krachtens het mandaat inschrijving mag nemen

Pand op het handelsfonds

Maximumbedrag waarvoor de schuld is gewaarborgd en waarvoor registratie plaatsvindt

Voor de onherroepelijke mandaten tot verpanding van het handelsfonds, het bedrag waarvoor de volmachthebber krachtens het mandaat tot registratie mag overgaan

Pand op andere activa of onherroepelijke mandaten tot verpanding van andere activa

Boekwaarde van de bezwaarde activa

Maximumbedrag waarvoor de schuld is gewaarborgd

Gestelde of onherroepelijk beloofde zekerheden op nog te verwerven activa

Bedrag van de betrokken activa

Maximumbedrag waarvoor de schuld is gewaarborgd

Voorrecht van de verkoper

Boekwaarde van het verkochte goed

Bedrag van de niet-betaalde prijs

Codes	Boekjaar
9149	
9150	
9151	
9153	
91611	
91621	
91631	
91711	
91721	
91811	
91821	230.000
91911	
91921	
92011	
92021	

Zakelijke zekerheden die door de vennootschap op haar eigen activa werden gesteld of onherroepelijk beloofd als waarborg voor schulden en verplichtingen van derden

Hypotheken

Boekwaarde van de bezwaarde activa

Bedrag van de inschrijving

Voor de onherroepelijke mandaten tot hypothekeken, het bedrag waarvoor de volmachthebber krachtens het mandaat inschrijving mag nemen

Pand op het handelsfonds

Maximumbedrag waarvoor de schuld is gewaarborgd en waarvoor registratie plaatsvindt

Voor de onherroepelijke mandaten tot verpanding van het handelsfonds, het bedrag waarvoor de volmachthebber krachtens het mandaat tot registratie mag overgaan

Pand op andere activa of onherroepelijke mandaten tot verpanding van andere activa

Boekwaarde van de bezwaarde activa

Maximumbedrag waarvoor de schuld is gewaarborgd

Gestelde of onherroepelijk beloofde zekerheden op nog te verwerven activa

Bedrag van de betrokken activa

Maximumbedrag waarvoor de schuld is gewaarborgd

Voorrecht van de verkoper

Boekwaarde van het verkochte goed

Bedrag van de niet-betaalde prijs

Codes	Boekjaar
91612	
91622	
91632	
91712	
91722	
91812	
91822	
91912	
91922	
92012	
92022	

GOEDEREN EN WAARDEN GEHOUDEN DOOR DERDEN IN HUN NAAM MAAR TEN BATE EN OP RISICO VAN DE VENNOOTSCHAP, VOOR ZOVER DEZE GOEDEREN EN WAARDEN NIET IN DE BALANS ZIJN OPGENOMEN

BELANGRIJKE VERPLICHTINGEN TOT AANKOOP VAN VASTE ACTIVA

BELANGRIJKE VERPLICHTINGEN TOT VERKOOP VAN VASTE ACTIVA

TERMIJNVERRICHTINGEN

Gekochte (te ontvangen) goederen

Verkochte (te leveren) goederen

Gekochte (te ontvangen) deviezen

Verkochte (te leveren) deviezen

Codes	Boekjaar
9213	
9214	
9215	
9216	2.890.882

VERPLICHTINGEN VOORTVLOEIEND UIT DE TECHNISCHE WAARBORGEN VERBONDEN AAN REEDS GEPRESTEERDE VERKOPEN OF DIENSTEN

Boekjaar

BEDRAG, AARD EN VORM VAN BELANGRIJKE HANGENDE GESCHILLEN EN ANDERE BELANGRIJKE VERPLICHTINGEN

Boekjaar

REGELING INZAKE HET AANVULLEND RUST- OF OVERLEVINGSPENSIOEN TEN BEHOEVE VAN DE PERSONEELS- OF DIRECTIELEDEN

Beknopte beschrijving

Aanvullend pensioenstelsel : de bedienden van de vennootschap genieten van een aanvullend pensioen onder de vorm van een groepsverzekering. Een gedeelte van de premies betreffende het contract groepsverzekering worden ieder jaar ten laste van de resultatenrekening genomen.

Genomen maatregelen om de daaruit voortvloeiende kosten te dekken

PENSIOENEN DIE DOOR DE VENNOOTSCHAP ZELF WORDEN GEDRAGEN

Geschat bedrag van de verplichtingen die voortvloeien uit reeds gepresteerd werk

Basis en wijze waarop dit bedrag wordt berekend

Codes	Boekjaar
9220	

AARD EN FINANCIËLE GEVOLGEN VAN MATERIËLE GEBEURTENISSEN DIE ZICH NA BALANSDATUM HEBBEN VOORGEDAAN en die niet in de resultatenrekening of balans worden weergegeven

Boekjaar

AAN- OF VERKOOPVERBINTENISSEN DIE DE VENNOOTSCHAP ALS OPTIESCHRIJVER VAN CALL- EN PUTOPTIES HEEFT

Boekjaar

AARD, ZAKELIJK DOEL EN FINANCIËLE GEVOLGEN VAN BUITENBALANS REGELINGEN

Mits de risico's of voordelen die uit dergelijke regelingen voortvloeien van enige betekenis zijn en voor zover de openbaarmaking van dergelijke risico's of voordelen noodzakelijk is voor de beoordeling van de financiële positie van de vennootschap

Boekjaar

ANDERE NIET IN DE BALANS OPGENOMEN RECHTEN EN VERPLICHTINGEN (met inbegrip van deze die niet kunnen worden gecijferd)

Nog uit te betalen bedragen op toegekende leningen (nog geen drawdown request ontvangen voor het volledige of een gedeelte van het bedrag van de lening)

86.136.485

Nog gedeeltelijk vol te storten aandelen

137.250.590

Nog te verstrekken leningen (nog geen getekende leningsovereenkomst wel beslissing door de raad van Bestuur)

129.000.498

Nog te onderschrijven aandelen (nog geen getekende overeenkomst tot inschrijving op aandelen wel beslissing door de raad van bestuur)

37.596.929

Boekjaar

BETREKKINGEN MET VERBONDEN ONDERNEMINGEN, GEASSOCIEERDE ONDERNEMINGEN EN DE ANDERE ONDERNEMINGEN WAARMEE EEN DEELNEMINGSVERHOUDING BESTAAT

VERBONDEN ONDERNEMINGEN

Financiële vaste activa

- Deelnemingen
- Achtergestelde vorderingen
- Andere vorderingen

Vorderingen

- Op meer dan één jaar
- Op hoogstens één jaar

Geldbeleggingen

- Aandelen
- Vorderingen

Schulden

- Op meer dan één jaar
- Op hoogstens één jaar

Persoonlijke en zakelijke zekerheden

- Door de vennootschap gesteld of onherroepelijk beloofd als waarborg voor schulden of verplichtingen van verbonden ondernemingen
- Door verbonden ondernemingen gesteld of onherroepelijk beloofd als waarborg voor schulden of verplichtingen van de vennootschap

Andere betekenisvolle financiële verplichtingen

Financiële resultaten

- Opbrengsten uit financiële vaste activa
- Opbrengsten uit vlottende activa
- Andere financiële opbrengsten
- Kosten van schulden
- Andere financiële kosten

Realisatie van vaste activa

- Verwezenlijkte meerwaarden
- Verwezenlijkte minderwaarden

Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
(280/1)	40.055	40.055
(280)	40.055	40.055
9271		
9281		
9291	9.391	46.706
9301		
9311	9.391	46.706
9321	479.005.910	473.573.360
9331		
9341	479.005.910	473.573.360
9351	2.455	36.594
9361		
9371	2.455	36.594
9381		
9391		
9401		
9421		
9431		
9441		
9461		
9471		
9481		
9491		

GEASSOCIEERDE ONDERNEMINGEN

Financiële vaste activa

- Deelnemingen
- Achtergestelde vorderingen
- Andere vorderingen

Vorderingen

- Op meer dan één jaar
- Op hoogstens één jaar

Schulden

- Op meer dan één jaar
- Op hoogstens één jaar

Persoonlijke en zakelijke zekerheden

- Door de vennootschap gesteld of onherroepelijk beloofd als waarborg voor schulden of verplichtingen van geassocieerde ondernemingen
- Door geassocieerde ondernemingen gesteld of onherroepelijk beloofd als waarborg voor schulden of verplichtingen van de vennootschap

Andere betekenisvolle financiële verplichtingen

ANDERE ONDERNEMINGEN WAARMEE EEN DEELNEMINGSVERHOUDING BESTAAT

Financiële vaste activa

- Deelnemingen
- Achtergestelde vorderingen
- Andere vorderingen

Vorderingen

- Op meer dan één jaar
- Op hoogstens één jaar

Schulden

- Op meer dan één jaar
- Op hoogstens één jaar

Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
9253		
9263		
9273		
9283		
9293		
9303		
9313		
9353		
9363		
9373		
9383		
9393		
9403		
9252	5.626.508	5.169.250
9262	4.495.000	4.495.000
9272	1.131.508	674.250
9282		0
9292	0	48.000
9302		0
9312	0	48.000
9352		0
9362		0
9372		

TRANSACTIES MET VERBONDEN PARTIJEN BUITEN NORMALE MARKTVOORWAARDEN

Vermelding van dergelijke transacties indien zij van enige betekenis zijn, met opgave van het bedrag van deze transacties, de aard van de betrekking met de verbonden partij, alsmede andere informatie over de transacties die nodig is voor het verkrijgen van inzicht in de financiële positie van de vennootschap

Boekjaar
1

Bij gebrek aan wettelijke criteria die toelaten om de transacties met verbonden partijen buiten normale marktvoorwaarden te inventariseren, kon geen enkele informatie worden opgenomen in deze toelichting VOLkap 6.15

FINANCIËLE BETREKKINGEN MET

BESTUURDERS EN ZAAKVOERDERS, NATUURLIJKE OF RECHTSPERSONEN DIE DE VENNOOTSCHAP RECHTSTREEKS OF ONRECHTSTREEKS CONTROLEREN ZONDER VERBONDEN ONDERNEMINGEN TE ZIJN, OF ANDERE ONDERNEMINGEN DIE DOOR DEZE PERSONEN RECHTSTREEKS OF ONRECHTSTREEKS GECONTROLEERD WORDEN

Uitstaande vorderingen op deze personen

Voor naamste voorwaarden betreffende de vorderingen, interestvoet, looptijd, eventueel afgeloste of afgeschreven bedragen of bedragen waarvan werd afgezien

Waarborgen toegestaan in hun voordeel

Andere betekenisvolle verplichtingen aangegaan in hun voordeel

Rechtstreekse en onrechtstreekse bezoldigingen en ten laste van de resultatenrekening toegekende pensioenen, voor zover deze vermelding niet uitsluitend of hoofdzakelijk betrekking heeft op de toestand van een enkel identificeerbaar persoon

Aan bestuurders en zaakvoerders

Aan oud-bestuurders en oud-zaakvoerders

Codes	Boekjaar
9500	
9501	
9502	
9503	107.476
9504	

DE COMMISSARIS(SEN) EN DE PERSONEN MET WIE HIJ (ZIJ) VERBONDEN IS (ZIJN)

Bezoldiging van de commissaris(sen)

Bezoldiging voor uitzonderlijke werkzaamheden of bijzondere opdrachten uitgevoerd binnen de vennootschap door de commissaris(sen)

Andere controleopdrachten

Belastingadviesopdrachten

Andere opdrachten buiten de revisorale opdrachten

Bezoldiging voor uitzonderlijke werkzaamheden of bijzondere opdrachten uitgevoerd binnen de vennootschap door personen met wie de commissaris(sen) verbonden is (zijn)

Andere controleopdrachten

Belastingadviesopdrachten

Andere opdrachten buiten de revisorale opdrachten

Codes	Boekjaar
9505	34.960
95061	5.000
95062	
95063	
95081	
95082	
95083	

Vermeldingen in toepassing van het artikel 3:64, §2 en §4 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen

AFGELEIDE FINANCIËLE INSTRUMENTEN DIE NIET GEWAARDEERD ZIJN OP BASIS VAN DE REËLE WAARDE

VOOR IEDERE CATEGORIE AFGELEIDE FINANCIËLE INSTRUMENTEN DIE NIET GEWAARDEERD ZIJN OP BASIS VAN DE REËLE WAARDE

				Boekjaar		Vorig boekjaar	
Categorie afgeleide financiële instrumenten	Ingedekt risico	Speculatie / dekking	Omvang	Boekwaarde	Reële waarde	Boekwaarde	Reële waarde
Forward en USD_TCX	kapitaal van verstrekte leningen in lokale munt	Dekking	586.787		93.841		197.879
CCIRS in LCY-USD/EUR	kapitaal&interest en op leningen verstrekt lokale munt en USD	Dekking	184.143.659		-312.788		-10.048.226
CCIRS in USD/EUR	kapitaal&interest en op leningen verstrekt in USD	Dekking	159.751.887		8.052.887		-10.071.171
Forward en USD_KBC	Kapitaal van verstrekte leningen in USD	Dekking	1.810.000		13.723		-92.207

FINANCIËLE VASTE ACTIVA GEBOEKT TEGEN EEN HOGER BEDRAG DAN HUN REËLE WAARDE

Bedrag van de afzonderlijke activa of van passende groepen ervan

Redenen waarom de boekwaarde niet is verminderd

Elementen die toelaten te veronderstellen dat de boekwaarde zal kunnen worden gerealiseerd

Boekwaarde	Reële waarde

VERKLARING BETREFFENDE DE GECONSOLIDEERDE JAARREKENING

INLICHTINGEN TE VERSTREKKEN DOOR ELKE VENNOOTSCHAP DIE ONDERWORPEN IS AAN DE BEPALINGEN VAN HET WETBOEK VAN VENNOOTSCHAPPEN EN VERENIGINGEN INZAKE DE GECONSOLIDEERDE JAARREKENING

De onderneming heeft geen geconsolideerde jaarrekening en geconsolideerd jaarverslag opgesteld, omdat zij daarvan vrijgesteld is om de volgende reden(en)

De vennootschap en haar dochtervennootschappen overschrijden op geconsolideerde basis niet meer dan één van de in artikel 1:26 van het Wetboek van vennootschappen vermelde criteria

INLICHTINGEN DIE MOETEN WORDEN VERSTREKT DOOR DE VENNOOTSCHAP INDIEN ZIJ DOCHTERVENNOOTSCHAP OF GEMEENSCHAPPELIJKE DOCHTERVENNOOTSCHAP IS

Naam, volledig adres van de zetel en, zo het een onderneming naar Belgisch recht betreft, het ondernemingsnummer van de moederonderneming(en) en de aanduiding of deze moederonderneming(en) een geconsolideerde jaarrekening, waarin haar jaarrekening door consolidatie opgenomen is, opstelt (opstellen) en openbaar maakt (maken)*:

WAARDERINGSREGELS

WAARDERINGSREGELS

I. Beginsel:

De waarderingsregels worden vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 29 april 2019 tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen. De waarderingsregels werden ten opzichte van het vorige boekjaar qua verwoording of toepassing niet gewijzigd. De resultatenrekening wordt niet op belangrijke wijze beïnvloed door opbrengsten of kosten die aan een vorig boekjaar moeten worden toegerekend.

II. Bijzondere regels:

1. OPRICHTINGSKOSTEN

De oprichtingskosten en -uitgaven worden geactiveerd en lineair afgeschreven over een periode van 5 jaar vanaf de maand van aanschaffing.

2. IMMATERIËLE VASTE ACTIVA

Van derden aangekochte software wordt gewaardeerd aan aanschaffingswaarde (vermeerderd met de niet-aftrekbare btw) en lineair afgeschreven over een periode van 3 jaar vanaf de maand van aanschaffing. Deze uitgaven worden slechts geactiveerd vanaf een bedrag van €1.250.

Bovendien is het mogelijk dat bij de lancering van ondernemingsprojecten of reorganisatie van de IT-architectuur er kosten worden aangegaan voor consultants, interne of externe ontwikkelingen en kosten voor aanschaffing van software. Het is dus toegestaan de kosten verbonden aan die ondernemingsprojecten of IT-reorganisatie te activeren, volgens een investeringsplan op voorhand gevalideerd door het bestuursorgaan. De startdatum van de afschrijving van de vaste activa zal de datum van inbedrijfstelling zijn, de duur van de afschrijving kan variëren van 5 tot 10 jaar. Die vaste activa worden geboekt op een balansrekening "uitstaande immateriële vaste activa" en worden pas overgedragen en afgeschreven vanaf de datum van inbedrijfstelling.

3. MATERIËLE VASTE ACTIVA

Het kantoormeubilair wordt gewaardeerd aan aanschaffingswaarde, vermeerderd met de bijkomende aankoopkosten zoals bv. de niet-aftrekbare btw, de installatiekosten, enz. en wordt lineair afgeschreven over een periode van 10 jaar vanaf de maand van aanschaffing. Deze uitgaven worden slechts geactiveerd vanaf een bedrag van €1.000.

De kantooruitrusting volgt hetzelfde principe, maar als het gaat over IT-apparatuur wordt deze afgeschreven over een periode van 3 jaar vanaf de maand van aanschaffing. Deze uitgaven worden slechts geactiveerd vanaf een bedrag van €1.000.

Merk op dat er uitzonderingen mogelijk zijn op de regel van 3 jaar voor niet-individuele IT-apparatuur (zoals server, omzetter, enz.) van significante waarde vanaf €2.500, de duur zal dan 5 jaar bedragen.

Het rollend materieel wordt gewaardeerd aan aanschaffingswaarde, vermeerderd met de bijkomende aankoopkosten zoals bv. de niet-afrekbare btw, en wordt lineair afgeschreven over een periode van 5 jaar vanaf de maand van aanschaffing.

De kosten verbonden aan de inrichting van gehuurde gebouwen worden ook gewaardeerd aan aanschaffingsprijs, vermeerderd met de kosten bij aankoop, zoals bv. de niet-afrekbare btw, de installatiekosten, enz. en worden afgeschreven over de resterende periode van de huurovereenkomst vanaf de maand van aanschaffing.

Leasing en soortgelijke rechten. De gebruiksrechten met betrekking tot de materiële vaste activa waarover de onderneming beschikt op basis van leasing of gelijkaardige overeenkomsten, worden opgenomen onder de activa, ten belope van het gedeelte van de contractueel te storten termijnen dat strekt tot de wedersamenstelling van het kapitaal van het goed waar het contract betrekking op heeft. Ze worden lineair afgeschreven over de duur van het contract.

4. FINANCIËLE VASTE ACTIVA

De financiële vaste activa omvatten investeringen zoals beschreven in het kader van het ondernemingsdoel van BIO N.V. Middelen waarvoor in dit kader geen toewijzing werd voorzien, blijven geboekt onder de geldbeleggingen en/of de liquide middelen. De verschillende soorten investering, zoals vermeld in de statuten (artikel 3) betreffen: het nemen van deelnemingen in het kapitaal en het ter beschikking stellen van leningen.

Aangezien deze investeringen niet worden aangegaan met het oog op het verkrijgen van controle of het ten gronde bepalen van de strategie van de begunstigde, worden de investeringen geboekt onder de post "andere financiële vaste activa", ook al bedraagt het percentage van deelneming meer dan 10%. De raad van bestuur zal jaarlijks nagaan of de investeringen voldoen aan de hierboven vermelde criteria. Als na dit onderzoek blijkt dat er toch sprake is van controle zoals geformuleerd in het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen (artikel 1:14), zal de klassering van de investering aangepast worden.

4.1. Deelnemingen, aandelen en deelbewijzen

Deze worden gewaardeerd aan aankoopprijs (= aanschaffingswaarde). De bijkomende kosten m.b.t. het aanschaffen van effecten worden ten laste genomen van de resultatenrekening van het boekjaar in de loop waarvan ze werden aangegaan. De aanschaffingswaarde van effecten met identieke kenmerken wordt bepaald volgens de methode van de gewogen gemiddelde prijzen.

Bijzonder geval in het geval van (niet-beursgenoteerde) private equity investeringsfondsen: alle bedragen die door deze fondsen worden terugbetaald, anders dan dividend, interest of uitgiftepremie, enz. (die worden opgenomen in de resultatenrekening) worden in eerste instantie toegewezen voor de aanzuivering van de aankoopwaarde (bruto uitstaand). Een meerwaarde wordt slechts gerealiseerd wanneer BIO haar oorspronkelijke investering recupereert en als de aankoopwaarde van de betrokken investering gelijk is aan nul in de rekeningen. Vanaf dat moment

zullen de verbonden terugbetalingen als meerwaarde worden geboekt in de rekeningen van de vennootschap.

Bij de verkoop van aandelen gebeurt de exit uit de balansrekeningen aan de gewogen gemiddelde waarde. Wat betreft de meer- of minderwaardes kunnen verschillende scenario's zich voordoen, in geval van overdracht van directe deelnemingen of in bepaalde soorten investeringsfondsen (bv. open ended fund):

- Niet-beursgenoteerd in EUR: een meer- of minderwaarde in kapitaal geboekt overeenkomstig aan het verschil tussen de waarde van de verkoop van de aandelen in euro en de gewogen gemiddelde aanschaffingswaarde.
- Beursgenoteerd in EUR: bij de verkoop van beursgenoteerde aandelen moet een meer- of minderwaarde in kapitaal geboekt worden in de rekeningen, die stemt overeen met het verschil tussen de beurswaarde van de beursgenoteerde aandelen in euro op de overdrachtsdatum en de gewogen gemiddelde aanschaffingswaarde.
- Niet-beursgenoteerd in vreemde valuta: aangezien de aandelen geboekt worden volgens de methode van de gewogen gemiddelde prijs, zal ook de wisselkoerswinst of -verlies bepaald moeten worden tussen de gewogen gemiddelde wisselkoers en de spotkoers op de datum van betaling. De meer- of minderwaarde in kapitaal die overeenstemt met het verschil tussen de verkoopwaarde van de aandelen omgezet in euro en de gewogen gemiddelde aanschaffingswaarde in euro zal geboekt worden in de resultatenrekening.
- Beursgenoteerd in vreemde valuta: bij de verkoop van beursgenoteerde aandelen wordt dezelfde boekhoudmethode gehanteerd als voor de niet-beursgenoteerde aandelen in vreemde valuta, eerst moet de gerealiseerde wisselkoerswinst of -verlies berekend worden door de gewogen gemiddelde wisselkoers te vergelijken met de spot wisselkoers. Vervolgens moet een meer- of minderwaarde in kapitaal berekend worden, die stemt overeen met het verschil tussen de beurswaarde van de aandelen in euro op de datum van overdracht en hun gewogen gemiddelde aanschaffingswaarde in euro.

4.1.1 Waardevermindering

In het geval van een deelneming in kapitaal in niet-beursgenoteerde investeringsfondsen of in het geval van een directe deelneming in een project, is een waardevermindering gerechtvaardigd als de geschatte marktwaarde lager is dan de aanschaffingswaarde. Dat negatieve verschil moet een permanent karakter hebben om de boeking van een specifieke waardevermindering te rechtvaardigen. Er wordt geen waardevermindering geregistreerd op de deelnemingen in niet-beursgenoteerde investeringsfondsen in kapitaal tijdens de investeringsperiode (in het algemeen de eerste 5 jaar) en in directe deelnemingen in nog niet mature projecten (bv. lanceringsperiode), behalve in uitzonderlijke gevallen die desgevallend gerechtvaardigd worden.

In het geval van beursgenoteerde aandelen wordt een waardevermindering in kapitaal geboekt bij afsluiting als de beurswaarde van de beursgenoteerde aandelen omgezet in euro lager is dan de gewogen gemiddelde aanschaffingswaarde in euro, voor zover die minderwaarde een permanent karakter heeft.

De waardeverminderingen worden twee keer per jaar goedgekeurd door het Executive Committee, het auditcomité en de raad van bestuur op basis van de voorstellen van de Risk Manager.

4.2. Vorderingen – in de rubriek financiële vaste activa

Gezien het ondernemingsdoel van BIO N.V. en haar investeringsstrategie, stemmen de toegekende leningen overeen met het duurzaamheidsconcept voorzien in het CBN-advies 147/1 als criterium kenmerkend voor activa en als volgt gedefinieerd: "dergelijke vorderingen worden toegekend of in stand gehouden met de bedoeling een welbepaalde onderneming op duurzame wijze geldmiddelen te verstrekken omdat zij die nodig heeft, en niet omdat de kredietverlenende onderneming hierin een geschikte belegging ziet" wat ze toelaat opgenomen te worden in de rubriek van de financiële vaste activa (subrubriek 285 van de vorderingen).

Contractueel kunnen de leningen opgesteld worden in euro of in vreemde valuta. De valuta waarin een lening wordt opgesteld wordt de contractuele valuta genoemd.

Het uitstaande kapitaal van een lening in contractuele valuta stemt overeen met het totaal uitbetaalde bedrag min de gecumuleerde terugbetalingen in kapitaal die plaatsvonden op de datum van de berekening van het uitstaande bedrag.

De leningen toegekend in andere valuta dan euro zijn onderworpen aan risico's verbonden aan de wisselkoersvariaties en rentevoeten en worden dus systematisch gedekt door een swap-contract van het type "Cross-Currency and Interest Rate swap – CCIRS" behoudens bepaalde uitzonderingen voorzien in het beleid voor wisselkoersrisicobeheer goedgekeurd door de raad van bestuur. De vorderingen in valuta (in de rubriek financiële vaste activa) gedekt door een swap-contract worden geboekt aan de historische wisselkoers (overeenkomstig de werkelijke wisselkoers op datum van de uitbetaling; die koers wordt ook gebruikt in de swap voor de conversie van toekomstige terugbetalingen te ontvangen van de klant in vreemde valuta naar euro) en die leningen worden dus niet geherwaardeerd bij elke afsluiting.

4.2.1 Herwaardering van de vorderingen – financiële vaste activa

De vorderingen in vreemde valuta geboekt in de rubriek van de financiële vaste activa (#285) worden enkel geherwaardeerd als ze niet gedekt werden (cf. risicobeheerbeleid) of in het geval van een voortijdige verbreking van het swapcontract.

Als een niet-monetaire post (zoals leningen/vorderingen opgenomen in de financiële vaste activa) in vreemde munt niet langer gedekt is door een financieel instrument (swap) wordt de hoofdsom (kapitaal van de lening) geherwaardeerd:

- **Op het moment van het verlies van de dekking** wordt het omrekeningsverschil van een daling van de hoofdsom ten laste genomen terwijl het omrekeningsverschil van een stijging van de hoofdsom wordt overgedragen naar het passief van de balans in de "overlopende rekeningen". Dat verschil wordt berekend door de vordering in euro te vergelijken met de historische waarde en de spotkoers op de datum van de verbreking van de CCIRS-dekking.

- **Vervolgens wordt op het moment van elke afsluiting** het omrekeningsverschil van een daling van de hoofdsom ten laste genomen terwijl het omrekeningsverschil van een stijging van de hoofdsom wordt overgedragen naar het passief van de balans in de "overlopende rekeningen". Dat verschil wordt berekend door de waarde van de vordering in euro te vergelijken met de historische waarde en de spotkoers op de afsluitingsdatum.

De herwaarderingsoefening wordt uitgevoerd tot het uitstaand bedrag volledig aangezuiverd is.

De impact van die herwaarderings wordt als omrekeningsverschil geboekt in onze rekeningen, het omrekeningsverschil van een daling van de hoofdsom wordt ten laste genomen terwijl het

omrekeningsverschil van een stijging van de hoofdsom aan passiefzijde wordt geboekt in de overlopende rekeningen.

In het specifieke geval van leningen onderworpen aan een waardevermindering van 100% vindt slechts één herwaardering plaats op datum van het verbreken van het swapcontract. Die boekingen blijven in de rekeningen tot de afwikkeling van de vordering.

Als het percentage van de waardevermindering herzien wordt, ondergaan de financiële activa een herwaardering aan de wisselkoers bij afsluiting. Die herwaardering gebeurt bij de eerste afsluitingsdatum die volgt op de wijziging van het percentage.

De terugbetalingsstromen voor de niet-gedekte of gedeeltelijk gedekte leningen moeten geboekt worden aan historische waarde en een wisselkoerswinst/-verlies moet geboekt worden bij elke handeling, waarbij de spotkoers wordt vergeleken met de historische koers (koers op datum van uitbetaling).

Bij de afsluiting van het dossier wordt de kapita Alvordering afgeschreven aan historische waarde. De omrekeningsverschillen worden omgezet en een wisselkoerswinst of -verlies wordt geboekt.

4.2.2 Waardeverminderingen en minderwaardes op vorderingen – financiële vaste activa

De minderwaardes op de kapita Alvorderingen worden berekend op basis van het uitstaand bedrag in valuta omgezet volgens de historisch gewogen gemiddelde koers. Wanneer een minderwaarde wordt geboekt, wordt de waardevermindering die op dat moment bestaat tegengeboekt of aangepast.

In het geval van risicovolle leningen (opgevolgd door het team Special Operations) die het contractuele terugbetalingsplan niet langer naleven, zal elk ontvangen bedrag toegewezen worden aan kapitaal en rente volgens de volgende prioriteit: (i) de gefactureerde rente (geboekt in de rubriek *handelsvorderingen*), (ii) de opgelopen rente (geboekt in de rubriek *verkregen opbrengsten*) en (iii) het kapitaal.

De verschuldigde rente kan ook het onderwerp zijn van waardeverminderingen indien men van oordeel is dat het verschuldigde bedrag niet of niet volledig zal worden teruggevorderd. In dat geval wordt een toevoeging aan de waardeverminderingen op handelsvorderingen geboekt in de resultatenrekening. Omgekeerde boeking in het geval van een terugname.

Het uitstaand bedrag van een vordering waarvan de terugbetaling van het volledige kapitaal of een deel ervan onzeker is, is het onderwerp van een waardevermindering. De waardeverminderingen worden twee keer per jaar goedgekeurd door het Executive Committee, het Audit Committee en de raad van bestuur op basis van de voorstellen van de Risk Manager.

4.3. Algemene en specifieke voorzieningen

Sinds boekjaar 2016 worden de algemene voorzieningen als volgt berekend:

Definities: SPG% = stock algemene voorzieningen, gedeeld door het bedrag van de bruto financiële vaste activa. Dit komt overeen met de netto boekwaarde van de post financiële vaste activa, waaraan het bedrag wordt toegevoegd van de netto waardeverminderingen van het jaar. SPS% = stock specifieke voorzieningen, gedeeld door het bedrag van de bruto financiële vaste activa. SPT% = totale stock voorzieningen = SPG% + SPS%.

- Indien SPS% (na het aanleggen van de specifieke voorzieningen van het boekjaar) hoger is dan of gelijk is aan 4,5%, mag geen enkele nieuwe algemene voorziening worden aangelegd en wordt de bestaande stock algemene voorzieningen op nul gezet door middel van een terugname van waardeverminderingen op financiële vaste activa in de resultatenrekening.
- Indien SPS% < 4,5%, dan
 - als SPS% lager is dan of gelijk is aan 3%, gebruikt men de globale methode: $SPG\% = 4,5\% - SPS\%$, met SPS% en SPG% >0. Als SPS% >= 4,5% dan SPG = 0
 - als SPS% hoger is dan 3%, gebruikt men de Delta-methode: $SPG\% = SPG\% + (4,5\% \times \text{delta Bruto financiële vaste activa})$ met SPS% + SPG% <= 4,5% behalve als SPS% > 4,5% => SPG = 0

De algemene en specifieke voorzieningen worden geboekt op de actiefzijde van de balans, in mindering van de bruto financiële vaste activa.

Er worden ook specifieke voorzieningen berekend op de onbetaalde rentes van bepaalde vorderingen waarvoor er een voorziening werd aangelegd voor het kapitaalsgedeelte. In dat geval boekt men een toevoeging aan waardeverminderingen op handelsvorderingen in de resultatenrekening. Omgekeerde boeking in het geval van een terugname.

5. VORDERINGEN OP TEN HOOGSTE ÉÉN JAAR - monetaire post

5.1 Beginsel

Vorderingen of delen van vorderingen (kapitaal) die geboekt zijn onder de financiële vaste activa en die op vervaldatum komen, worden gefactureerd aan de klant, samen met de rente. De andere bedragen te factureren aan de klanten (bv. verwezenlijgingscommissies of andere soorten fees zoals voorzien in het contract met de klant) worden geboekt op de post van de andere exploitatieopbrengsten in de resultatenrekening op het moment van de facturatie zonder spreiding over de duur van de overeenkomstige lening.

De verkoopfacturen worden opgenomen onder de handelsvorderingen en worden aangezuiverd op het moment van betaling door de klant.

Zij worden gewaardeerd tegen nominale waarde en maken het voorwerp uit van waardeverminderingen als de terugbetaling ervan geheel of gedeeltelijk onzeker is (zoals hierboven beschreven onder punt 4.2).

Verkoopfacturen in vreemde valuta (voor het deel van het kapitaal dat op vervaldatum is gekomen en voor de rente) worden gedekt door hetzelfde financieel instrument (swap) als de hoofdsom (kapitaalsgedeelte) van de lening geboekt in de post van de financiële vaste activa. Deze verkoopfacturen in vreemde valuta worden geboekt tegen een omrekeningskoers die gelijk is aan de slotkoers op de dag van de transactie (=inboeking van de verkoopfactuur). Bijgevolg worden deze verkoopfacturen in vreemde valuta niet elk jaar geherwaardeerd aan slotkoers maar enkel bij de verbreking van het swapcontract en vervolgens bij elke afsluiting van het boekjaar.

In tegenstelling tot de herwaarderingen op kapitaalvorderingen (#285) worden hier enkel de omrekeningsverschillen als resultaat van herwaarderingen op het deel vorderingen van interest systematisch omgezet aan het begin van elke periode die volgt op de laatste afsluitingsdatum.

De verkoopfacturen in vreemde valuta (voor de andere bedragen te factureren aan klanten) zijn een monetaire post en worden elk jaar geherwaardeerd aan slotkoers (zoals hieronder beschreven onder punt 11.1.).

5.2. Vorderingen op ten hoogste één jaar – monetaire post - onzekere dossiers

➤ Facturatieprincipe

Voor de leningen die niet als risicovol aanzien worden, factureert BIO de rente zoals vermeld in punt 5.1. Voor de risicovolle leningen (onzeker), is die regel niet steeds van toepassing, die hangt af van de staat van de klant (actief/niet-actief) en van de verwerking van de lening:

- Niet-actieve klant: de rechtspersoon bestaat nog steeds, maar de onderneming/het project heeft geen activiteit meer. Het gaat in dat geval om niet-productieve leningen waarvoor het terugbetalingscontract niet langer wordt of zal worden nagekomen. De facturatie van de rente en de opgelopen rente heeft geen bestaansreden meer.
- Actieve klant: de onderneming of het project is nog actief en genereert kasstromen. Er is geen algemene regel voor de facturatie van rente voor de actieve klanten op onzekere dossiers. De facturatie van de rente gebeurt geval per geval in functie van de verschillende situaties (normale herstructurering, herstructurering met kwijtschelding van de rente, liquidatie ...). Wanneer rente en opgelopen rente aan de klant gefactureerd worden, worden die als opbrengsten geboekt in de resultatenrekening.

Voor elke afsluiting wordt het boekhoudkundig departement op de hoogte gebracht door het team Special Operations van de staat van elke risicovolle lening en van de regels die gevolgd moeten worden voor facturatie van de rente.

➤ Voorziening op uit te geven facturen (geboekt onder #491 verkregen opbrengsten)

Het principe is dat op datum van 31/12/202X de uit te geven rentefacturen desgevallend geprovisioneerd moeten worden (#491 verkregen opbrengsten) op de dossiers die het voorwerp uitmaken van een facturatie.

Er zal echter geen voorziening van uit te geven facturen gebeuren op dossiers waarvoor de open rentevordering op de balans onderworpen is aan een waardevermindering voor 100%.

➤ Herwaardering van vorderingen van rente in valuta waarvoor de wisselkoersdekking niet langer bestaat

Voor de rente die niet langer het voorwerp is van een CCIRS zal de rentevordering geherwaardeerd moeten worden bij elke afsluiting waarbij de rentevordering aan historische waarde vergeleken wordt met de vordering omgezet aan spotkoers bij afsluiting. De omrekeningsverschillen verbonden aan de herwaardering van de vorderingen worden tegengeboekt aan het begin van elke boekhoudperiode die volgt op de afsluitingsdatum.

Wanneer het voorzieningsniveau 100% bereikt, wordt het totaal van de rentevordering nog eens gewaardeerd aan de spotkoers bij afsluiting. Het omrekeningsverschil dat voortvloeit uit die herwaardering wordt behouden in de rekeningen tot de afwikkeling van de vordering.

Alle facturen opgesteld na die laatste herwaardering zullen omgezet worden en geboekt worden aan hun historische waarde. Een wisselkoerswinst of -verlies moet geboekt worden bij elke terugbetaling verbonden aan een dossier niet gedekt door een CCIRS, ongeacht of die al dan niet onderworpen was aan een voorziening voor onzekere vorderingen.

6. GELDBELEGGINGEN EN LIQUIDE MIDDELEN

Onder deze post worden de niet-toegewezen middelen geboekt waarover BIO N.V. in het kader van haar ondernemingsdoel beschikt. Deze middelen kunnen voorlopig worden belegd in: "Vastrentende effecten" of "termijnrekeningen bij kredietinstellingen".

De vastrentende effecten worden gewaardeerd aan aankoopprijs. De bijkomende kosten met betrekking tot de aankoop worden ten laste genomen in de resultatenrekening van het boekjaar in de loop waarvan deze werden aangegaan. De aanschaffingswaarde van de vastrentende effecten met identieke kenmerken wordt bepaald volgens de methode van de gewogen gemiddelde prijzen.

Het agio of disagio van vastrentende effecten aangekocht boven of onder pari wordt actuariael afgeschreven over de resterende looptijd.

Er worden waardeverminderingen geboekt indien, op de datum van de afsluiting van het boekjaar, de realisatiewaarde lager is dan de aanschaffingswaarde, die gecorrigeerd werd zoals hierboven beschreven.

De meer- of minderwaarden die worden gerealiseerd bij de verkoop van vastrentende effecten, worden berekend op basis van de gewogen gemiddelde aankoopprijs.

Geldbeleggingen (termijnrekeningen bij kredietinstellingen) worden gewaardeerd tegen nominale waarde.

7. SCHULDEN

Worden gewaardeerd tegen nominale waarde.

Leasing en soortgelijke rechten. De verplichtingen die voortvloeien uit leasing en gelijkaardige overeenkomsten worden elk jaar gewaardeerd ten belope van het gedeelte van de contractueel te storten termijnen dat strekt tot de wedersamenstelling van het kapitaal van het goed waarop het contract betrekking heeft.

8. VERBINTENISSEN

Wanneer een investering definitief wordt goedgekeurd door het bevoegde beslissingsorgaan (raad van bestuur of kredietcomité), wordt het goedgekeurde bedrag Verbintenis genoemd.

Dit begrip "verbintenis" begint wanneer BIO N.V. een formele intentieverklaring uitgaat ten gunste van de klant, nadat de investering is goedgekeurd door het bevoegde beslissingsorgaan (raad van bestuur of kredietcomité). Deze intentieverklaring is niet bindend. Het bedrag van de nog uit te betalen verbintenis is opgenomen onder de post Verplichtingen buiten balans.

Nog uit te betalen verbintenissen worden buiten de balans geboekt op geaggregeerde wijze per type instrument (aandelen, leningen, enz.) en per type verbintenis (Ondertekende goedgekeurde maar nog niet uitbetaalde verbintenissen of Nog niet ondertekende goedgekeurde verbintenissen).

9. ONTWIKKELINGSCERTIFICATEN

Naast de kapitaals aandelen, die het kapitaal vertegenwoordigen, bestaan er ook winstbewijzen op naam (de zogenaamde "ontwikkelingscertificaten") die het kapitaal niet vertegenwoordigen en die dezelfde rechten genieten als die welke aan de aandeelhouders worden toegekend, zoals vermeld in de statuten (artikel 6).

Ze worden opgenomen in een aparte balanspost (andere onbeschikbare reserves) in de rubriek van het eigen vermogen en kunnen slechts verminderd of vermeerderd worden als gevolg van een beslissing van de buitengewone algemene vergadering van de aandeelhouders (toekenning van ontwikkelingscertificaten en wijziging van de statuten met het oog op de aanpassing ervan naar aanleiding van de toekenning van nieuwe winstbewijzen).

Ontwikkelingscertificaten worden gebruikt om te investeren (dit type financiering door de Belgische Staat wordt "code 8" genoemd).

10. KAPITAALSUBSIDIES

De kapitaalsubsidies worden geboekt in een afzonderlijke post van het eigen vermogen. De beheerskosten ontvangen van de Staat voor het beheer van de investeringen in kapitaalsubsidies worden geboekt in de resultatenrekening van het jaar waarin ze gebruikt worden.

Overeenkomstig artikel 9, §4 van de BIO Wet zijn volgende specifieke regels van toepassing op de kapitaalsubsidies:

- De terugbetalingen van deze investeringen worden aangewend voor nieuwe investeringen gefinancierd met kapitaalsubsidies;
- De operationele kosten verbonden aan de activiteit moeten gedekt worden door de beheerskosten en/of door de netto opbrengsten van de activiteit, binnen de limieten opgelegd door het beheerscontract;
- De voorzieningen, de terugboekingen van voorzieningen en de definitieve verliezen in kapitaal op deze investeringen worden rechtstreeks ten laste gelegd van de kapitaalsubsidies (stock eigen vermogen van de kapitaalsubsidies);
- Alle kosten en opbrengsten verbonden aan de activiteit, waaronder winst en verlies door het verbreken van een dekkingscontract, worden ten laste gelegd van de kapitaalsubsidies aan het eind van het boekjaar. In geval van een positief resultaat, wordt het resultaat van de activiteit gebruikt voor nieuwe investeringen in kapitaalsubsidies.

Met uitzondering van bovenstaande regels blijven alle andere principes gelden voor de financiering in de vorm van kapitaalsubsidies.

11. LIQUIDE MIDDELEN EN VALUTATRANSACTIES

Er wordt een onderscheid gemaakt tussen de monetaire en niet-monetaire posten (activa en passiva, verplichtingen en rechten).

11.1 Monetaire posten

Deze omvatten voornamelijk de vorderingen (behalve die opgenomen in de rubriek van financiële vaste activa wat een niet-monetaire post is) en schulden van de onderneming zoals geldbeleggingen,

liquide middelen en overlopende posten aan de actief- en passiefzijde en de gerelateerde rechten en verplichtingen.

Bij de afsluiting van het boekjaar worden de monetaire posten omgezet en geboekt tegen de wisselkoers op het einde van het boekjaar (slotkoers). In de rubriek van de handelsvorderingen dienen enkel de andere bedragen te factureren aan klanten (zoals hierboven beschreven onder punt 5.) geherwaardeerd te worden.

De niet-gerealiseerde winsten uit deze omrekening worden niet, in tegenstelling tot de niet-gerealiseerde verliezen, in de resultatenrekening opgenomen, maar worden geboekt onder een overlopende rekening aan passiefzijde. Deze regel is niet van toepassing op de liquide middelen (rubriek liquide middelen). Sinds het boekjaar 2015 worden positieve en negatieve koersverschillen op de liquide middelen geboekt op de resultatenrekening.

Er werd beslist dat die herwaarderingen systematisch omgezet worden aan het begin van elke periode die volgt op de afsluiting.

11.2. Niet-monetaire posten

Deze omvatten voornamelijk materiële en financiële vaste activa, eigen vermogen (ontwikkelingscertificaten en kapitaalsubsidies inbegrepen) en lange-termijn-financiering in het kader van de investeringen van BIO N.V.

Deze worden gewaardeerd tegen de historische omrekeningskoers.

12. OVERLOPENDE REKENINGEN

De overlopende rekeningen van het passief bevatten zowel de toe te rekenen kosten als de over te dragen opbrengsten. De toe te rekenen kosten bestaan enerzijds uit pro rata (berekend per dag voor de periode tussen de laatste vervaldag tijdens het boekjaar en de afsluitdatum van het boekjaar) van de te betalen rente op de swapcontracten. De toe te rekenen kosten bestaan anderzijds uit subsidies voor de financiering van interventies (bijvoorbeeld technische assistentieprogramma's, haalbaarheidsstudies...) zoals voorzien in de artikels 3ter en 3quater van de Wet BIO N.V. die werden toegekend door het kredietcomité van BIO N.V. Op het moment van die beslissing (dus voor de ondertekening van het contract en voor uitbetaling) wordt de kost van deze interventie opgenomen in de post van de andere exploitatiekosten. Er wordt tegelijk eenzelfde bedrag toegekend op de resultatenrekening in de andere exploitatieopbrengsten (via de debetzijde van de post van de over te dragen opbrengsten).

De post over te dragen opbrengsten bevat het saldo van de middelen die BIO N.V. heeft ontvangen van de Belgische Staat in toepassing van artikel 56 van het beheerscontract (dit soort financiering door de Belgische Staat wordt "code 3" genoemd). De beheerskosten van deze activiteit genaamd "Business Development Support Fund" kunnen geboekt worden onder subsidies (via de post van andere exploitatieopbrengsten in de resultatenrekening) tot twaalf procent van de subsidies te ontvangen tijdens de duur van het beheerscontract.

ANDERE IN DE TOELICHTING TE VERMELDEN INLICHTINGEN

A. Waardering van de participaties, aandelen en deelbewijzen.
 Ingeval van deelname in niet-beursgenoteerde investeringsfondsen of ingeval van een rechtstreekse deelneming in een project, is een voorziening (hierna wordt ook de term "waardevermindering" gebruikt) gerechtvaardigd wanneer de geschatte marktwaarde lager is dan de aanschaffingswaarde. Dit negatieve verschil moet een permanent karakter hebben om het aanleggen van een specifieke voorziening te rechtvaardigen.

Om dat verschil en de boeking van de voorziening te kunnen evalueren baseren we ons op de financiële verslagen doorgestuurd door onze klanten. Rekening houdend met onze eigen deadlines voor interne reporting hebben we beslist de meest recente informatie te gebruiken, als we niet over Q4 beschikken (die worden in het algemeen opgestuurd tegen eind maart N+1 of begin april N+1), gebruiken we de meerderheid van de gevallen Q3 om deze oefening uit te voeren.

B) Boeking van fondsen en meerwaarde

Zoals bepaald in punt 4.1 Deelnemingen, aandelen en deelbewijzen van onze waarderingsregels, alle bedragen die door deze fondsen worden terugbetaald, anders dan dividend, interest of uitgiftepremie, enz. (die worden opgenomen in de resultatenrekening) worden in eerste instantie toegewezen voor de aanzuivering van de aankoopwaarde (bruto uitstaand). Een meerwaarde wordt slechts gerealiseerd wanneer BIO haar oorspronkelijke investering recupereert en als de aankoopwaarde van de betrokken investering gelijk is aan nul in de rekeningen. Met andere woorden, bepaalde activa met een waarde van 0 blijven inkomsten genereren.

**ANDERE OVEREENKOMSTIG HET WETBOEK VAN
VENNOOTSCHAPPEN EN VERENIGINGEN NEER TE LEGGEN
DOCUMENTEN**

JAARVERSLAG

From : Finance
To : Audit Committee, for its meeting on March 12th
Date : March 9th 2026
For : recommendation to Board of Directors



**Jaarverslag van de raad van bestuur
aan de algemene vergadering van de aandeelhouders van BIO NV te
houden op 29 april 2026 met betrekking tot het boekjaar afgesloten
op 31 december 2025 ter uitvoering van de artikels 3:5 en 3:6 van
het wetboek van vennootschappen en verenigingen**

JAARVERSLAG BOEKJAAR 2025

1.	Getrouwe uiteenzetting van de evolutie van de investeringsactiviteiten en van het resultaat van de vennootschap.....	3
1.1	Belangrijke feiten	3
1.2	Kerncijfers	4
1.2.1	Analyse van de investeringsportefeuille	4
1.3	Analyses resultatenrekening & balans	6
1.3.1.	Resultatenrekening	6
1.3.2.	Analyse van de balans:	7
2.	Belangrijke gebeurtenissen die na het einde van het boekjaar plaatsvonden.....	9
3.	Indicatoren van limieten en ontvangen middelen	9
3.1.	Te respecteren limieten.....	9
3.2.	Middelen eind 2025	9
4.	Indicatoren voor R&D	10
5.	Bijkantoren	11
6.	Bedrijfscontinuïteit	11
7.	Doel en bedrijfsstructuur	11
7.1.	Doel	11
7.2.	Structuur	11
8.	Financiële middelen en risico's	12
8.1.	Specifieke risico's verbonden aan investeringen.....	12
8.1.1.	Investeringen gefinancierd door middelen van code 8	13
8.1.2.	Investeringen gefinancierd door middelen van code 5	14
8.2.	Politiek risico.....	14
8.3.	Wisselkoersrisico.....	14
8.4.	Liquiditeitsrisico	15
8.5.	Reputatierisico	15
9.	Activiteit van de commissarissen	16
10.	Belangenconflict.....	16
11.	Uitgifte van deelbewijzen.....	16
12.	Duurzaamheids- en ontwikkelingsaspecten	17
12.1.	Business Development Support Fund (BDSF)	17
	Samenvatting projecten goedgekeurd in 2025.....	17
	Evolutie van het aantal projecten en de bedragen tussen 2021 en 2025	18
12.2.	Ontwikkelingsimpact.....	19
12.2.1	Update van het impactbeheer.....	19
12.2.2	Bijdrage aan de SIT's	20
12.2.3	Financiële en niet-financiële additionaliteit.....	23
	Samenvatting van de ontwikkelingsprestaties per prioritaire SDG voor BIO	24
12.3.	Evaluatie van de milieu- en sociale risico's.....	24
	Update van het milieu- en sociaal risicobeheer	24
	Investeringsprojecten ondertekend in 2025	25
	E&S-opvolging van de projecten in portefeuille	25
12.4.	Betrokkenheid van de stakeholders	26

1. Getrouwe uiteenzetting van de evolutie van de investeringsactiviteiten en van het resultaat van de vennootschap

1.1 Belangrijke feiten

De netto investeringsportefeuille stijgt met 1% van €674,4 miljoen naar €684,4 miljoen. Dankzij de stijging van de inkomsten van de investeringsportefeuille kon BIO een nettowinst boeken van €9 miljoen ondanks een hoger mogelijk kapitaalrisico in de portefeuille verbonden aan een stijging van de wisselkoerskosten. De meest opvallende feiten die bijdroegen aan het resultaat zijn hieronder opgesomd:

- 30 nieuwe goedgekeurde dossiers voor een bedrag van **€235 miljoen**.
- 21 nieuwe ondertekende dossiers voor een bedrag van €168 miljoen.
- Stijging van de inkomsten van de investeringsportefeuille (+6%).
- Beduidende stijging van de risicokosten¹ in kapitaal op de portefeuille gefinancierd met middelen van code 8, van 2,3% naar 2,6%, d.w.z. een stijging van €2,9 miljoen tegenover 2024.
- Stijging van de specifieke voorzieningen voor de stock tot €121 miljoen, wat overeenkomt met 15,6% van de investeringsportefeuille (code 8) - boven de 10% opgelegd door het beheerscontract.
- BIO's operationele kosten stegen met 10% in 2025, voornamelijk verbonden aan de digitalisering en modernisering van de IT-tools. De ratio tussen operationele kosten C8 en eigen vermogen bedraagt 1,31% en blijft onder de limiet vastgelegd in het beheerscontract.
- **BIO boekt een nettoresultaat na belastingen van €9 miljoen**, wat zorgt voor een overgedragen winst hoger dan €30 miljoen, dat zou BIO moeten toelaten een dividend uit te keren gelijk aan 50% van het nettoresultaat na belastingen, dat is €4,485 miljoen.
- De gecumuleerde overgedragen winst zou, na dividend, in totaal €34,9 miljoen bedragen.
- Nieuwe middelen ontvangen in de vorm van kapitaalsubsidies (code 5) voor €10,3 miljoen².
- Het netto uitstaand bedrag in code 5 bedraagt €30,9 miljoen. 4 nieuwe investeringen onder code 5 werden goedgekeurd voor €13 miljoen en er werd €11,9 miljoen uitbetaald.

¹ Lafise inbegrepen

² Na deductie van de beheerskosten

1.2 Kerncijfers

	31.12.2021	31.12.2022	Δ	31.12.2023	Δ	31.12.2024	Δ	31.12.2025	Δ
Inkluisend euro									
Netto verbintenissen	883.159 €	992.859 €	12%	1.078.801 €	9%	1.095.799 €	2%	1.200.065 €	10%
Netto Uitstaande bedragen	604.022 €	580.844 €	-4%	623.929 €	7%	674.352 €	8%	684.418 €	1%
Kasmiddelen en beleggingen Kasmiddelen	489.760 €	512.357 €	5%	487.421 €	-5%	488.288 €	0%	492.972 €	1%
Inkomsten uit Investeringsportefeuille	27.416 €	26.316 €	-4%	30.415 €	16%	48.924 €	61%	51.645 €	6%
Risicokost	-11.260 €	-29.983 €	166%	-2.234 €	-93%	-17.180 €	669%	-20.108 €	17%
Resultaat na belastingen	-259 €	-12.780 €	4829%	17.413 €	-236%	19.199 €	10%	8.971 €	-53%
Elgen Vermogen	1.096.248 €	1.101.004 €	0%	1.120.680 €	2%	1.159.486 €	3%	1.176.262 €	1%
Totaal Activa	1.106.291 €	1.112.589 €	1%	1.132.688 €	2%	1.178.719 €	4%	1.196.052 €	1%
Nieuwe middelen ontvangen van de aandeelhouder	45.000 €	20.382 €	-55%	9.838 €	-52%	27.000 €	174%	13.006 €	-52%

3

1.2.1 Analyse van de investeringsportefeuille

BIO's investeringen gebeuren voornamelijk in euro of in dollar, terwijl de rapporten en jaarrekeningen worden uitgedrukt in euro. De uitbetalingen en terugbetalingen in vreemde valuta worden omgezet in euro (i) aan hun historische koers gedefinieerd in het dekkingscontract voor leningen en (ii) aan de koers van de dag in het geval van investeringen die niet gedekt worden. De niet-uitbetaalde verbintenissen in vreemde valuta werden in dit document omgezet in euro op basis van de koers geldig per 31.12.2025, namelijk 1 euro = 1,1750 US dollar.

○ *Investeringsportefeuille: goedgekeurde en ondertekende dossiers*

In 2025 werden 30 nieuwe dossiers goedgekeurd voor een totaal van €235 miljoen (waarvan 13 miljoen onder code 5), een stijging van 8% ten opzichte van 2024 (€217 miljoen).

Er werden 21 nieuwe dossiers ondertekend (waarvan 5 onder code 5) voor een totaalbedrag van €168 miljoen, dat is een daling van 21% tegenover 2024.

³ Definitie en verduidelijkingen:

- Risicokost met uitzondering van Lafise.
- Inkomsten van de investeringsportefeuille: netto-inkomsten van de leningenportefeuille (zonder voorzieningen op rente) + netto-inkomsten van de participatieportefeuille.
- Nieuwe middelen ontvangen van de aandeelhouder bevat de middelen ontvangen onder C3, C5 en de beheerskosten.
- Netto verbintenissen: het moment waarop een investering wordt goedgekeurd door de raad van bestuur, is voor ons het moment dat een verbintenis ontstaat, ook al werd deze nog niet ondertekend. Wanneer van al onze verbintenissen (goedgekeurd maar nog niet ondertekend, ondertekend maar nog niet uitbetaald, uitbetaald) alle terugbetalingen die al plaatsvonden worden afgetrokken, bekomen we de netto verbintenis.
- Netto uitstaande bedragen: uitstaande bedragen na voorziening.

Nieuwe investeringen goedgekeurd in 2025	
In miljoen euro	235
AFRIKA	128
Financiële sector	41
Commerciële banken	37
Microfinancieringsinstellingen	4
Fondsen	26
Kmo-fondsen	26
Enterprises	48
Agricultuur, bosbouw en visserij	24
Productie-industrie	24
Infrastructuur	15
Hernieuwbare energie	2
Telecom	13
AZIE	77
Financiële sector	50
Commerciële banken	17
Microfinancieringsinstellingen	33
Fondsen	13
Kmo-fondsen	13
Enterprises	7
Agricultuur, bosbouw en visserij	4
Productie-industrie	3
Infrastructuur	7
Hernieuwbare energie	7
LATIJNS-AMERIKA	18
Financiële sector	14
Commerciële banken	7
Microfinancieringsinstellingen	7
Enterprises	5
Productie-industrie	5
MULTIREGIONAAL OORNAIJE	6
Financiële sector	5
Commerciële banken	5
Fondsen	5
Kmo-fondsen	5

o Netto verbintenissen

De netto verbintenissen bedragen €1.200 miljoen aan het eind van het jaar. Na aftrek van het bruto uitstaand bedrag⁴, bedraagt de som goedgekeurde investeringen die nog uitbetaald moeten worden €390 miljoen.

In miljoen euro	2021	2022	2023	2024	2025
Netto verbintenissen	883.159	992.859	1.078.801	1.095.799	1.200.065
Kasmiddelen en Beleggingen van kasmiddelen	489.760	512.357	487.421	488.288	492.972
Te ontvangen terugbetalingen in de komende 2 boekjaren	184.567	187.636	192.367	193.340	246.036
Verbeterde kasmiddelen (Interne regel)	674.327	699.993	679.788	681.628	739.008
Nog uit te betalen verbintenissen	- 208.547	- 312.299	- 363.026	- 313.540	- 389.985
Saldo	465.780	387.694	316.763	368.088	349.024

Als interne regel geldt dat de verbeterde kasmiddelen⁵ hoger moeten zijn dan het bedrag van de nog uit te betalen netto verbintenissen, wat het geval is bij een positief saldo van €349 miljoen per 31.12.2025.

⁴ Uitstaande bedragen voor voorziening

⁵ Bestaande kasmiddelen plus terugbetaling over de twee volgende jaren

- *Evolutie van de uitbetaalde investeringen*

Het totaal aan nieuwe uitbetalingen in kapitaal in 2025 aan investeringen onder code 8 bedraagt €130 miljoen (78,5 miljoen voor de leningen en 51,3 miljoen voor de kapitaalparticipaties). Er werd €11,9 miljoen uitbetaald onder code 5 voornamelijk voor de leningen.

1.3 Analyses resultatenrekening & balans

1.3.1. Resultatenrekening

In duizend euro

Resultatenrekening	2024	2025	Δ in duizend €	Δ %
Opbrengsten	102.882	111.214	8.331	8%
Financiële opbrengsten (75)	79.055,51	77.132,18	-1.923,33	-2%
Andere bedrijfsopbrengsten (74)	3.937,96	4.547,08	609,12	15%
Niet-recurrente opbrengsten (76A&76B)	19.888,73	29.534,39	9.645,66	48%
Kosten	77.339	94.350	17.011	22%
Diensten en diverse goederen (61)	3.735,42	5.293,28	1.557,87	42%
Personeelskosten (62)	10.738,12	11.282,54	544,42	5%
Andere bedrijfskosten (64)	1.848,26	1.207,91	-640,35	-35%
Financiële kosten (65)	33.222,03	41.689,15	8.467,12	25%
Afschrijvingen en waardeverminderingen (630&631/	4.834,15	5.100,83	266,68	6%
Voorzieningen (635/8)	3,27	-40,02	-43,29	-1322%
Niet-recurrente kosten (66A&66B)	22.958,00	29.816,61	6.858,62	30%
Resultaat (verlies) voor belastingen	25.543	16.863	-8.680	-34%
		0		
Belastingen (67-77)	-6.343,96	7.892,55	14.236,51	-224%
		0		
Resultaat (verlies) van het boekjaar	19.199	8.971	-10.228	-53%

- De inkomsten stegen met €8,3 miljoen (+8%) in vergelijking met 2024. Dat goede resultaat valt te verklaren door verschillende elementen:
 - Een belangrijke stijging op de post *niet-recurrente opbrengsten*, +€9,6 miljoen uit belangrijke meerwaardes verwezenlijkt op de verkoop van participaties en de terugbetaling in kapitaal van schuldvorderingen (leningen) op oude dossiers opgevolgd door het departement Special Operations.
 - Daling van de inkomsten gegenereerd door de kapitaalparticipaties; -€1,7 miljoen tegenover vorig jaar.
 - Een stijging in inkomsten uit bruto interest voor dekking en belastingen van €1,6 miljoen (ofwel €2,0 miljoen na dekking en belastingen). De algemene daling op post 75 komt voornamelijk uit de daling van bruto-inkomsten van kasmiddelenbeleggingen teruggelopen met €4,9 miljoen tegenover 2024. Dat valt te verklaren door een sterke daling van de rentevoet van de beleggingen bij het Agentschap van de Schuld.
- De kosten zijn gestegen met 17 miljoen (+22%). Die stijging is het resultaat van positieve en negatieve variaties tussen meerdere rubrieken:
 - Stijging van €1,5 miljoen van onze bedrijfskosten, rechtstreeks verbonden aan het digitaliserings- en moderniseringsproject van onze IT-tools en de kosten voor consultancy daaromtrent.
 - Stijging van de loonkosten met +5% in rechtstreeks verband met de groei van ons personeelsbestand (+5,8 FTE).
 - De financiële kosten stijgen met €8,4 miljoen onder andere door:

- De stijging is voornamelijk te wijten aan wisselkoersverlies. We boeken enerzijds een groot verlies verbonden aan de herwaardering van posten in USD. Anderzijds stellen we een belangrijk wisselkoerseffect vast als resultaat van de terugbetaling van een lening in Myanmar, die voor 100% geprovisioneerd werd en uiteindelijk terugbetaald werd. De bedragen gebruikt voor dat dossier zijn niet die gepubliceerd op OANDA, maar de referentiekurs van de Centrale Bank van Myanmar, erg nadelig tegenover de bronnen die BIO normaal gebruikt, die een voorzichtigere aanpak wou hanteren.
- Niet-verwezenlijkt wisselkoersverlies van €1 miljoen tegenover 2024; verbonden aan onze portefeuille van niet-gedekte leningen.
- De niet-recurrente kosten stijgen met €6,8 miljoen. Die stijging valt voornamelijk te verklaren door een stijging van de provisies op het kapitaal van de leningenportefeuille +€9,2 miljoen.

1.3.2. Analyse van de balans:

Het balanstotaal kent een toename van 17,3 miljoen (+1%) en stijgt van €1.179 miljoen naar €1.196 miljoen.

Activa

In duizend euro

	2024	2025	% totaal	Δ%
Oprichtingskosten	5	3	0%	-30%
Immateriële vaste activa	-	-	0%	0%
Materiële vaste activa	749	662	0%	-12%
Financiële vaste activa	674.367	684.430	57%	1%
Geldbeleggingen en liquide middelen	488.288	492.972	41%	1%
Andere vlottende activa	15.310	17.986	2%	17%
Totaal van de activa	1.178.719	1.196.052	+17.334	1%

- De materiële vaste activa bestaan uit het meubilair en de (ICT-)uitrusting.
- De financiële vaste activa omvatten bijna uitsluitend de investeringsportefeuille, na deductie van de kapitaalvoorzieningen. Ze vertonen een stijging van 1% tegenover het vorige boekjaar, te verklaren door:
 - Een impact van +€27,9 miljoen stijging van onze bruto portefeuille (uitbetalingen - terugbetalingen + herwaardering)
 - Een stijging van de stock van voorzieningen van €17,8 miljoen op de portefeuille C8 en C5

Financiële vaste activa per categorie

In duizend euro	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Δ
Leningen	383.360	374.097	324.425	351.981	403.031	401.633	0%
Code 8	380.360	365.097	310.946	339.685	388.029	378.923	-2%
Code 5	3.000	8.999	13.479	12.295	15.001	22.711	51%
Participaties	197.263	229.764	256.338	271.867	271.121	282.465	4%
Code 8	194.263	226.457	251.590	266.236	265.099	274.248	3%
Code 5	3.000	3.388	4.749	5.631	6.022	8.217	36%
Overige financiële vaste activa	15	81	81	81	201	320	59%
Financiële vaste activa	580.638	603.941	580.844	623.929	674.352	684.418	1%

6

⁶ Het dossier Lafise wordt uitgesloten voor de berekeningen vanaf 2022

- De kasmiddelen en beleggingen van kasmiddelen blijven stabiel in 2025 in vergelijking met het voorgaande jaar. Het saldo uitbetaling/terugbetaling van de investeringsportefeuille van €29,8 miljoen wordt gecompenseerd door de netto cashflows van BIO's activiteit en de middelen ontvangen van de Staat in 2025.

Passiva

In duizend euro	2024	2025	% van het totaal	Δ%
Eigen Vermogen	1.159.486	1.176.262	98%	1%
Voorzieningen voor risico's en kosten	69	29	0%	-58%
Andere schulden op ten hoogste één jaar	19.163	19.761	2%	3%
Totaal van de passiva	1.178.719	1.196.052	+17.334	1%

Het eigen vermogen stijgt met 16,7 miljoen als gevolg van het gecumuleerd effect van (i) een nieuwe netto toewijzing van kapitaalsubsidies voor 10,3 miljoen en een bestemming van 1,7 miljoen ontstaan uit de bestemming van het resultaat code 5 en (ii) het overgedragen resultaat van het boekjaar na uitkering van dividenden van €4,5 miljoen.

De overige passiva op korte termijn bestaan uit:

- De post leveranciers voor €0,7 miljoen
- De belastingsschulden en loonschulden voor €2,2 miljoen
- Dividend te betalen €4,5 miljoen
- De overlopende rekeningen voor €12,0 miljoen. Die bestaan uit diverse bedragen waaronder de toe te rekenen kosten, het saldo van de subsidies onder code 3 dat bruikbaar is in de loop van de komende jaren en de latente winst na de herberekening tijdens de afsluiting van de hoofdsommen van de leningen niet onderworpen aan een dekkingsinstrument.

2. Belangrijke gebeurtenissen die na het einde van het boekjaar plaatsvonden

Er vonden geen belangrijke gebeurtenissen plaats na de afsluiting van het boekjaar, die een beduidende impact zouden kunnen hebben op onze rekeningen 2025.

3. Indicatoren van limieten en ontvangen middelen

3.1. Te respecteren limieten

BIO moet bepaalde limieten en ratio's in acht nemen. De tabel hieronder toont de limieten en niveaus die werden bereikt in 2025. Het valt op te merken dat net zoals in 2024 de stock voorzieningen de limiet overschrijdt van 10% van de investeringsportefeuille (15,6%), bepaald in het beheerscontract.

	Limiet	Gerealiseerd 2021	Gerealiseerd 2022	Gerealiseerd 2023	Gerealiseerd 2024	Gerealiseerd 2025	Status
Risico's							
Stock specifieke voorzieningen/Portefeuille C8 totaal	10,0%	10,7%	15,1%	12,5%	13,6%	15,6%	Niet-Gerespecteerd
kosten van kapitaalrisico C8	3,5%	1,67%	4,57%	0,31%	2,27%	2,58%	Gerespecteerd
Efficiëntie							
Operationele kosten C8/Eigen Vermogen	1,55%	1,03%	1,06%	1,16%	1,13%	1,31%	Gerespecteerd
Concentratie op investeringsobjecten							
Netto verbintenissen per klant/Eigen vermogen	5,0%	1,6%	2,2%	2,0%	1,7%	1,7%	Gerespecteerd
Netto verbintenissen per Groep-Holding/Eigen vermogen	10,0%	1,6%	2,2%	2,0%	1,7%	1,7%	Gerespecteerd
Geografische concentratie							
Netto verbintenissen per land/Eigen vermogen	10,0%	7,2%	6,8%	5,4%	5,2%	6,0%	Gerespecteerd
Netto verbintenissen per regio/Eigen vermogen	50,0%	39,8%	37,7%	40,3%	41,8%	48,8%	Gerespecteerd

3.2. Middelen eind 2025

In duizend euro	2021	2022	2023	2024	2025
Kapitaal	4.958	4.958	4.958	4.958	4.958
Reserves	1.028.330	1.038.330	1.038.330	1.038.330	1.038.330
Wettelijke	496	496	496	496	496
Ontwikkelings/Klimaatcertificaten	1.027.834	1.037.834	1.037.834	1.037.834	1.037.834
Overgedragen winst	11.376	1.403	16.010	30.409	34.894
Kapitaalsubsidies	51.583	59.119	61.382	85.789	98.080
Eigen vermogen	1.096.248	1.101.004	1.120.680	1.159.486	1.176.263

Kapitaal

Het geplaatst kapitaal bedraagt €4,958 miljoen en werd volledig volgestort bij de oprichting van de onderneming (08.12.2001) door de Belgische Staat en de Belgische Maatschappij voor Internationale Investing/BMI, ten belope van 50% elk. In 2014 kocht de Belgische Staat de aandelen van BMI over, waardoor ze de enige aandeelhouder werd van BIO.

Onbeschikbare reserves - code 8 - Ontwikkelingscertificaten

Naast het kapitaal bestaat het grootste deel van BIO's vermogen uit bijdragen van de Staat in de vorm van ontwikkelingscertificaten. Die certificaten worden geboekt in de onbeschikbare reserves en stemmen overeen met de basismiddelen waarover BIO beschikt om haar missie te volbrengen. Het

⁷ Kapitaalsubsidies, de beheerskosten zijn afgetrokken van de weergegeven bedragen; de beheerskosten werden opgenomen in de rubriek diverse financiële opbrengsten in de resultatenrekening

gecumuleerd ontvangen bedrag sinds de oprichting van BIO bedraagt €970 miljoen⁸. BIO heeft geen bijdrage in eigen vermogen ontvangen sinds 2022.

In duizend euro	2021	2022	2023	2024	2025
Jaarlijks ontvangen C8 financieringen (ontwikkelingscertificaten)	35.000	10.000	-	-	-
Gecumuleerde ontvangen C8 financieringen	960.016	970.016	970.016	970.016	970.016

Kapitaalsubsidies - code 5

Sinds boekjaar 2019 kent de Staat nieuwe middelen toe in de vorm van kapitaalsubsidies (code 5). Die worden gebruikt voor het realiseren van investeringen met bijzonder sterke ontwikkelingsimpact. Daardoor hebben die investeringen een hoger risicoprofiel, gekoppeld aan een rendement dat het risico niet perfect weerspiegelt. Het beheerscontract voorziet een enveloppe van €85 miljoen tussen 2024 en 2028 (waarvan €10 miljoen voor investeringen in Oekraïne), onder bepaalde voorwaarden. In 2025 werd een bedrag van €11,4 miljoen toegekend en betaald aan BIO onder code 5 en dat overeenkomstig het beheerscontract). €1,1 miljoen werd in rekening gebracht voor het resultaat als management fees voor het dekken van de bijkomende operationele kosten die worden gemaakt in het kader van deze activiteit.

In duizend euro	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Jaarlijkse subsidies (code 5) ontvangen door de Staat	12.000	12.000	10.000	8.000	8.000	15.000	11.476
Code 5 "Oekraïne"						10.000	-
Code 5 "Emergency"		20.000	-	544	-	-	-
Gecumuleerde subsidies ontvangen	12.000	44.000	54.000	62.544	70.544	95.544	107.020

Subsidies - code 3

Het beheerscontract voorziet ook subsidies (code 3) waarmee BIO verschillende bedragen toekent in de vorm van technische assistentie, financiering van haalbaarheidsstudies aan haar directe en indirecte klanten met de bedoeling verschillende aspecten van hun organisatie (milieu- en sociale aspecten, update en opleiding ...) te versterken. Over de periode van het huidige beheerscontract (2024-28) wordt een totaal van €10 miljoen subsidies voorzien met een maximum van €2 miljoen per jaar. In 2025 heeft BIO een bedrag van €1,5 miljoen ontvangen waarvan €0,2 miljoen in rekening werd gebracht voor beheerskosten (12%).

Een totaalbedrag van €1,1 miljoen werd uitbetaald voor de subsidies onder code 3. Die subsidies worden geboekt op een overlopende rekening aan de passiefzijde van de balans.

De subsidies worden beheerd door het Business Development Support Fund.

In duizend euro	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Jaarlijkse subsidies (code 3) ontvangen door de Staat				1.838	1.838	2.000	1.530
Gecumuleerde subsidies ontvangen		13.700		15.538	17.376	19.376	20.906

4. Indicatoren voor R&D

De vennootschap heeft geen activiteiten in research & development.

⁸ Het verschil tussen het gecumuleerd bedrag van €970 miljoen en het bedrag van de reserves aan de passiefzijde, gerelateerd aan de ontwikkelingscertificaten, bedraagt €67 miljoen. Dat is een gevolg van de opnemings van een deel van de winst die werd overgedragen naar de onbeschikbare reserves als gevolg van de verkoop van Prasac in 2017. Die opnemings vond plaats in 2018.

5. Bijkantoren

BIO beschikt over een vertegenwoordigingskantoor in Ivoorkust, daar werken twee personen. Hun voornaamste opdracht is te prospecteren en BIO te vertegenwoordigen in West-Afrika.

Dat lokaal kantoor genereert geen inkomsten en alle werkingskosten worden opgenomen in BIO's Belgische rekeningen.

6. Bedrijfscontinuïteit

In 2025 moet de vennootschap niet langer de rubriek "bedrijfscontinuïteit" verantwoorden en dat dankzij de opeenvolgende winstgevendende jaren.

7. Doel en bedrijfsstructuur

7.1. Doel

BIO's missie en het kader waarin ze haar mandaat moet uitvoeren zijn bepaald door:

- De wet van 3 november 2001 met betrekking tot de oprichting van de Belgische Investeringsmaatschappij voor Ontwikkelingssamenwerking,
- Het nieuwe beheerscontract besloten tussen de vennootschap en de Belgische Staat, volgens het koninklijk besluit van 25 december 2023, voor de periode van 1 januari 2024 tot 31 december 2028.

BIO heeft als doel via haar investeringen de ontwikkeling van een duurzame privésector te ondersteunen in ontwikkelingslanden, om er duurzame economische groei en sociaal welzijn te creëren. De uiteindelijke doelgroep van BIO's interventies is de sector van micro-, kleine en middelgrote ondernemingen die BIO direct of indirect ondersteunt.

BIO tracht via haar investeringen in de privésector een beduidende en meetbare invloed te hebben op lokale ontwikkeling en tegelijk ook een zeker rendement te bekomen.

De BIO Wet omvat ook een reeks bepalingen rond het verbod te investeren in bepaalde staten waar weinig belastingen betaald moeten worden of die fiscaal niet transparant zijn. Het beheerscontract tussen BIO en de Belgische Staat definieert de bepalingen daarrond.

7.2. Structuur

De organisatiestructuur van de vennootschap blijft onveranderd in 2025.

Het uitvoerend comité bestaat uit de algemeen directeur en de drie verantwoordelijken van de volgende departementen:

- Investerings en portefeuille: prospectie en uitvoering van investeringen, beheer van de investeringsportefeuille.
- Financiën: begroting, beheer van kasmiddelen, beheer van financiële risico's, boekhouding en belastingen, special operations en IT.
- Juridisch departement en hr: beheer van juridische zaken van de vennootschap en investeringen, omvat ook het beheer van human resources en van de kantoren.

De teams Development & Sustainability, Communicatie en Interne Audit vallen onder de verantwoordelijkheid van de algemeen directeur.

Raad van bestuur

Op 1 januari 2025 waren de leden van de raad van bestuur van de naamloze vennootschap van publiek recht "Belgische Investeringsmaatschappij voor Ontwikkelingslanden" de volgende:

- Samira Bersoul;
- Jean-Christophe Charlier;
- Laurence Christians;
- Anna Elisabeth De Backer;
- Géraldine Georges;
- Illias Marraha;
- Peter Moors;
- Jade Salhab;
- Sophie Tibesar;
- Pieter Verhelst.

Geen enkel lid van de raad van bestuur werd benoemd of zette de functie stop tijdens het jaar 2025.

In 2025,

- heeft de raad van bestuur 11 keer vergaderd;
- heeft het investeringscomité 11 keer vergaderd;
- heeft het auditcomité 4 keer vergaderd;
- heeft het humanresourcescomité 3 keer vergaderd.

Remuneratieverslag

Naam	Voornaam	Functie	Zitpenningen	Vergoeding	Totaal
GEORGES	Géraldine	Raadslid	5.500,00 €	4.957,88 €	10.457,88 €
BERSOUL	Samira	Raadslid	8.500,00 €		8.500,00 €
CHARLIER	Jean-Christophe	Raadslid	10.000,00 €		10.000,00 €
CHRISTIAENS	Laurence	Raadslid	8.500,00 €		8.500,00 €
DE BACKER	Annelies	Raadslid	11.000,00 €		11.000,00 €
MARRAHA	Illias	Raadslid	6.000,00 €		6.000,00 €
SALHAB	Jade	Raadslid	10.500,00 €		10.500,00 €
MOORS	Peter	Raadslid	10.000,00 €		10.000,00 €
TIBESAR	Sophie	Raadslid	7.500,00 €		7.500,00 €
VERHELST	Pieter	Raadslid	5.500,00 €	2478,96	7978,96
Totaal			83.000,00 €	7.436,84 €	90.436,84 €

8. Financiële middelen en risico's

8.1. Specifieke risico's verbonden aan investeringen

De financiering in de vorm van ontwikkelingscertificaten (code 8) vormt de historische financieringsbron van BIO's activiteiten en worden beschouwd als "hard" eigen vermogen. De investeringen verwezenlijkt aan de hand van deze enveloppe moeten een reeks minimale voorwaarden respecteren wat betreft risico, impact en rendement. De, al dan niet verwezenlijkte, verliezen in kapitaal en rente op investeringen gefinancierd onder code 8 hebben een negatieve impact op de resultatenrekening.

Sinds 2019 ontvangt BIO kapitaalsubsidies (code 5) om investeringen met een specifiek risico- en impactprofiel te verwezenlijken die niet voldoen aan de voorwaarden voor financiering onder code 8. Alle elementen (inkomsten en kosten) van de resultatenrekening analytisch toerekenbaar aan de

investeringsportefeuille onder code 5 hebben een rechtstreekse negatieve impact op het bedrag van de kapitaalsubsidies maar hebben geen impact op de resultatenrekening.

We gebruiken een risico-indicator genaamd “risicokost”⁹. Die vertegenwoordigt de jaarlijkse impact van de kapitaalverliezen op onze investeringen onder code 8 (al dan niet verwezenlijkt) in de resultatenrekening. Die kan uitgedrukt worden in bedragen of in percentages van de investeringsportefeuille. Die kan ook berekend worden voor elk instrument en elke interventiesector van BIO op basis van de respectievelijke portefeuille.

8.1.1. Investeringen gefinancierd door middelen van code 8

De risicokost op kapitaal bedroeg €20,1 miljoen in 2025, ofwel 2,6% van de investeringsportefeuille, iets hoger dan het historische gemiddelde.

- De risicokost op de leningenportefeuille is laag met een risicokost van 0,7% wat een negatief effect heeft op de resultatenrekening van €3 miljoen.
- De risicokost op de portefeuille van directe participaties is hoog aan 4,9% wat een negatief effect heeft op de resultatenrekening van €3,8 miljoen. Die hoge risicokost is het gevolg van de slechte prestatie van twee financiële instellingen.
- De risicokost op de portefeuille van fondsen is hoog aan 5% wat een negatief effect heeft op de resultatenrekening van €13,3 miljoen. Die hoge risicokost is het gevolg van de slechte prestatie van verschillende fondsen, die was materieel voor 2 daarvan.

De risicokost op kapitaal is de som van de netto variatie van voorzieningen (netto stijging van €18,2 miljoen) en van het bedrag van de waardeverminderingen (€1,8 miljoen) op het boekjaar.

Nieuwe voorzieningen geboekt voor €28,9 miljoen werden gedeeltelijk gecompenseerd door €10,6 miljoen netto terugnemings uit de voorziening. De stock voorzieningen op kapitaal stijgt bijgevolg met €18,2 miljoen in 2025 en bedraagt €121¹⁰ miljoen of 15,6% van de investeringsportefeuille in code 8.

BIO respecteert de reglementaire limiet van 10% voorgeschreven in het beheerscontract niet. Met een huidig niveau van 15,6% respecteert BIO de reglementaire limiet niet.

Er wordt voorzien ongeveer €81 miljoen terug te nemen over de resterende looptijd van het beheerscontract, voornamelijk via waardeverminderingen.

Die terugnemingen zullen de voorzieningen compenseren die geboekt zullen zijn op de nieuwe verwezenlijkte investeringen in die periode. Het verwachte netto effect is een daling van de stock voorzieningen tot een op vandaag geschat niveau van 10,8% van de investeringsportefeuille eind 2028, dat is iets hoger dan de reglementaire limiet. Die schattingen berusten op de hypothese van een gemiddelde risicokost gedurende de periode van 2,3%. Om de limiet van 10% te bereiken schatten we dat de gemiddelde risicokost over de periode 2,03% zou moeten bedragen.

⁹ Som van de netto variatie van de stock voorzieningen op kapitaal en definitieve verliezen op kapitaal geboekt tijdens een boekjaar.

¹⁰ Lafise inbegrepen

8.1.2. Investerings gefinancierd door middelen van code 5

De eerste investering onder code 5 vond plaats in 2019. Op 31/12/2025 bevatte de portefeuille van code 5 16 investeringen voor een brutobedrag van €36,2 miljoen. Drie investeringen zijn het onderwerp van een kapitaalvoorziening op 31/12/2025:

- Voorziening van 100% op de ondergeschikte lening (€4,2 miljoen) toegekend aan een niet-bancaire financiële instelling in Peru die momenteel geliquideerd wordt.
- Voorziening van 100% op een directe participatie (€0,7 miljoen) in een microfinancieringsinstelling in Oeganda die momenteel geliquideerd wordt.
- Voorziening van 5% op een investeringsfonds met uitstaand bedrag van €3 miljoen.

De risicokost op kapitaal was licht positief (netto terugnemings) in 2025 aan €221.000 zonder effect op de resultatenrekening aangezien het beheerscontract toelaat dat kapitaalsubsidies in de passiva van de balans de voorzieningen en waardeverminderingen op de investeringen in code 5 absorberen.

8.2. Politiek risico

De landen waarin BIO investeert, hebben een hoog risicoprofiel en meer in het bijzonder een politiek risico. Dat wordt opgevolgd door de afdeling Investerings en meer in het bijzonder door de afdeling portfoliomonitoring. Via onze verschillende kanalen beschikken wij over voldoende informatie om onze opdracht uit te voeren en onze investeringen professioneel op te volgen ondanks de afstand. Sinds 2019 zijn wij aanwezig in Ivoorkust en Kenia waardoor we dichterbij onze Afrikaanse klanten en hun omgeving.

Afhankelijk van het geval kan BIO een beroep doen op een verzekering om het publiek risico te dekken. Het aantal gevallen dat door een dergelijke verzekering wordt gedekt, is laag in verhouding tot het totale uitstaande bedrag.

8.3. Wisselkoersrisico

BIO vermijdt systematisch speculatieve valutapositionen. Het wisselkoersrisico op kapitaal en interest verbonden aan leningen toegekend in andere valuta dan euro wordt systematisch afgedekt door aangepaste financiële instrumenten bij gespecialiseerde banken en instellingen. In specifieke gevallen (voorafbetaling, herstructurering van de lening, niet-performante lening) moeten bepaalde dekkingsinstrumenten afgewikkeld of geherstructureerd worden met winst of verlies; daarvoor kan een voorziening getroffen worden in het vorige boekjaar als de informatie gekend was voor de afsluiting van de rekeningen.

In 2025 realiseerde BIO een negatief netto wisselkoersresultaat op haar investeringen in code 8 van €4,7 miljoen. Diverse elementen liggen aan de basis van dat resultaat:

- Netto gerealiseerd wisselkoersverlies: €3,5 miljoen (voornamelijk verbonden aan de devaluatie van de Birmaanse kyat op een lening aan een lokale financiële instelling),
- Netto verlies op financiële dekkingsinstrumenten: €0,3 miljoen,
- Netto niet-gerealiseerd wisselkoersverlies: €1 miljoen (herwaardering aan de koers bij afsluiting van het deel van de leningenportefeuille niet gedekt door een financieel instrument).

Op 31/12/2025 bedroeg het uitstaand bedrag van de leningen (netto van voorzieningen) in vreemde valuta niet gedekt door een financieel instrument €13 miljoen (95% in dollar). Een devaluatie van 10% van de deviezen die het uitstaand bedrag ter risico uitmaken zou een effect hebben van €1,2 miljoen op BIO's resultatenrekening.

8.4. Liquiditeitsrisico

Liquiditeiten en beleggingen van kasmiddelen vertegenwoordigen 41% van het balanstotaal en zijn als volgt verdeeld (cijfers uitgedrukt in duizend euro):

Liquiditeiten en Beleggingen van kasmiddelen	492.972
Beleggingen in lineaire staatsobligaties	4.143
Storting in Schatkist-consolidatie van de staat	479.006
Lopende rekeningen	9.823

Uit hoofde van titel 11 van de wet van 21 december 2013 houdende diverse fiscale en financiële bepalingen betreft de maatregelen tot consolidatie van de financiële activa van de overheid, is BIO sinds 2014 onderworpen aan de consolidatie van haar kasmiddelen met die van de Staat. Concreet, zoals voorzien in artikel 115, moet ze haar beschikbare gelden andere dan die op zicht beleggen bij de Schatkist en/of ze beleggen in financiële instrumenten uitgegeven door de Federale Staat. De liquiditeiten worden belegd op een depositorekening bij de Schatkist met onbepaalde termijn en BIO heeft het recht regelmatig een verzoek om storting in te dienen in functie van haar noden. De termijn voor het ontvangen van de middelen is 48 uur. Aan het einde van elk kwartaal kan BIO slechts een bedrag van maximaal €15 miljoen op haar zichtrekeningen houden. Consolidatie van kasmiddelen zoals die geldt voor BIO maakt een flexibel en efficiënt cash management niet mogelijk.

Naast de €4,1 miljoen die in staatsobligaties (van vóór 2014) werd belegd, heeft BIO kasmiddelen van meer dan €479 miljoen, geplaatst op zichtrekeningen bij banken en deposito's bij de Schatkist.

8.5. Reputatierisico

Net als voor veel andere maatschappijen is het voor BIO belangrijk een goede reputatie te hebben bij haar stakeholders. Wanneer BIO te maken krijgt met kritiek is het belangrijk daarop te antwoorden op zo'n manier dat de goede naam van de maatschappij niet wordt aangetast en indien mogelijk zelfs versterkt wordt. In 2025 paste BIO haar nieuwe strategie toe voor beheer van reputatierisico's en crisiscommunicatie. Tegelijk rekruteerde BIO nieuwe vaardigheden binnen het communicatiedepartement, wat toeliet de reputatierisico's beter te beheren.

In 2025 werd BIO publiek bekritiseerd op één van haar investeringsprojecten. Het gaat om BIO's investering in AMK, een microfinancieringsinstelling (MFI) in Cambodja. Deze keer is het **Apache Magazine**, een Belgisch online magazine, dat een reeks artikels heeft gepubliceerd waarin BIO's investering vermeld wordt en de negatieve gevolgen gelinkt aan microkrediet in Cambodja, zoals overmatige schuldenlast en kinderarbeid. Overeenkomstig haar beleid voor communicatie en externe relaties is BIO een intensieve dialoog aangegaan met de journalist en met de klant om de aangekaarte kwesties te onderzoeken en tegelijk ook relevante informatie te leveren vóór de publicatie van het artikel. Het is ook belangrijk te benadrukken dat de artikels gepubliceerd door Apache zich baseren op een onderzoek door **Human Rights Watch**, gepubliceerd in september 2025, dat ook BIO vermeldt.

Na de publicatie van de artikels van Apache en het rapport van Human Rights Watch, heeft BIO een eenduidige opvolgingsstrategie en een voorzichtig antwoord toegepast, overeenkomstig haar beleid voor communicatie en externe relaties.

De organisatie heeft:

- De media-impact opgevolgd via een uitgebreid intern team, gecoördineerd door de communicatiemanager;
- Twee verklaringen voorbereid (een gedetailleerde voor de institutionele stakeholders, een kortere voor eventuele uitgebreide berichtgeving door de media);
- Gekozen niet publiek te communiceren en de evolutie van de situatie te observeren;

- Elementen bezorgd aan het kabinet van de minister voor diens publieke reactie;
- Informatie-acties gelanceerd gericht aan de belangrijkste stakeholders (kabinet, DGD, parlementsleden, ambassades), via de organisatie van een informatiesessie over microfinanciering in december;
- Besloten AMK toe te voegen aan haar E&S-opvolgingslijst en een actieplan op te stellen om de bezorgdheden te beantwoorden en remediëringsmaatregelen te overwegen;
- Voorzien de getrokken lessen te integreren in de herziening van haar Development Assessment in 2026;
- De stakeholders ontmoet voor een uitwisseling, met name Human Rights Watch (december 2025) en ACV-CSC (januari 2026).

Samengevat heeft BIO de voorkeur gegeven aan een discrete, gestructureerde aanpak gericht op analyse. Tegelijk bereide ze intern opvolgings- en verbeteringsmaatregelen voor. Het beheer van deze situatie toont aan in hoeverre de organisatie haar capaciteiten heeft versterkt om reputatierisico's te beheren, wat geleid heeft tot een daling van het aantal incidenten. Dat beheer houdt ook proactieve communicatie en een proactief engagement in over de activiteiten van de vennootschap, haar successen, dilemma's, moeilijkheden en getrokken lessen sinds haar oprichting. Zo bereiken BIO's publicaties op LinkedIn 31.298 personen. In 2025 werd het jaarverslag 2024 online gepubliceerd in het Engels, Frans en Nederlands. Daarnaast co-organiseerde BIO een volledige dag toegewijd aan ontwikkelingsfinanciering tijdens de Impact Days in november. In dat kader nam de organisatie ook een proactieve media-aanpak aan. Er verscheen een artikel in De Standaard, één van de meest gelezen kranten in Nederlandstalig België.

Tot besluit zijn wij van oordeel dat BIO er in 2025 in geslaagd is om het reputatierisico op een constructieve en transparante manier te beheren en het tot een aanvaardbaar minimum beperkt heeft, zowel wat betreft frequentie van incidenten als schade berokkend.

9. Activiteit van de commissarissen

Overeenkomstig artikel 5bis van de wet van 3 november 2001 over de oprichting van de Belgische Investeringsmaatschappij voor Ontwikkelingslanden, wordt de controle op de financiële situatie, op de jaarrekeningen en op de regelmatigheid, vanuit het oogpunt van de wet en van BIO's statuten, van de weergegeven verrichtingen in de jaarrekeningen, aan twee commissarissen toevertrouwd.

Het Rekenhof benoemt een commissaris onder de leden van het Hof. De andere commissaris wordt door de algemene vergadering benoemd onder de leden, natuurlijke of rechtspersonen, van het Instituut voor bedrijfsrevisoren. De commissarissen worden benoemd voor een hernieuwbare termijn van drie jaar.

De algemene vergadering van 31 mei 2023 heeft het mandaat van commissaris toevertrouwd aan de onderneming Forvis MAZARS Réviseurs d'Entreprises SCRL/Bedrijfsrevisoren CVBA. Dit mandaat werd toegekend voor de boekjaren 2023, 2024 en 2025.

De selectie van een nieuw auditkantoor is lopende.

10. Belangenconflict

Dit punt is niet relevant voor BIO.

11. Uitgifte van deelbewijzen

Dit punt is niet relevant voor BIO.

12. Duurzaamheids- en ontwikkelingsaspecten

12.1. Business Development Support Fund (BDSF)

De doelstelling van het BDSF¹¹ is om met subsidies en rechtstreekse ondersteuningsprogramma's de ontwikkelingseffecten en economische resultaten van micro-, kleine en middelgrote ondernemingen (mkmo's) te versterken. Dat doet het door activiteiten te co-financieren die de concurrentie en de ontwikkeling van die ondernemingen verhogen. Het laat ook toe om die ondernemingen aan te sporen te werken op verbeteringsprojecten van hun milieupraktijken en sociale praktijken en zo bij te dragen aan gendergelijkheid of op specifieke thema's zoals het behalen van certificaten of labels met als doel hun impact op duurzame ontwikkeling te versterken.

Samenvatting projecten goedgekeurd in 2025

In 2025 heeft BIO's comité voor goedkeuring van subsidies 13 projecten goedgekeurd voor een bedrag van €902.302. Tabel b geeft een overzicht van projecten goedgekeurd in 2025.

Van deze 13 projecten werden er 8 ondertekend in 2025, 3 begin 2026, voor de andere 2 worden de contracten nog besproken:

- 10 van deze projecten zijn projecten van technische assistentie (TA).
- 2 projecten zijn bijdrages aan TA-faciliteiten (TAF). Ter herinnering, dit instrument laat BIO toe het beheer van de subsidies te delegeren aan fondsenbeheerders die ze gebruiken om TA-projecten of haalbaarheidsstudies te steunen voor ondernemingen in de portefeuille van die fondsen, waarin BIO ook onrechtstreeks heeft geïnvesteerd.
- Een project ondersteunt de kosten van due diligence die als disproportioneel worden beschouwd ten opzichte van BIO's investeringsbedrag en de omvang van het project (vooral kosten verbonden aan opstellen juridische documentatie).

¹¹ Team dat subsidies onder code 3 beheert

Tabel b: Lijst BDSF-projecten goedgekeurd in 2025

Klant	Land	Tool	Bedrag goedgekeurd door BIO (€)	Cofinancieringspercentage	Status	Doel
East Africa Foods	Tanzania	Technische assistentie	44.118	80%	Ondertekend	Verbetering van het hr-beheer en ontwikkeling van een plan voor verbinding met de gemeenschap
VCB	Kenia	Technische assistentie	16.340	50%	Ondertekend	Verbetering van het risicobeheer en gegevensbescherming
Acep Niger	Niger	Technische assistentie	12.059	75%	Niet ondertekend	Ontwikkeling van een mobiele banking app
Kashf foundation	Pakistan	Technische assistentie	9.005	60%	Ondertekend	De deelname van CRO ondersteunen aan een opleiding over algemene versterking van risicobeheer
Africa River Fund IV TAF	Multi	Bijdrage aan een technische assistentie faciliteit	302.089	35%	Ondertekend	Versterking van de capaciteiten en promotie van duurzame praktijken voor ondernemingen in het fondsportfolio
Optima	El Salvador	Technische assistentie	4.927	50%	Ondertekend	Verbetering van het risicobeheerkader AML/CF/CPF
Limbua	Kenia	Technische assistentie - EU	122.500	50%	Ondertekend	Ontwikkeling van de functie CFO
Limbua	Kenia	Technische assistentie	18.525	50%	Ondertekend	Rekruteringskosten voor een expert in financieel beheer voor de creatie van de functie CFO
Banco Azul	El Salvador	Technische assistentie	10.703	60%	Ondertekend	Voorbereiding en certificatie van de klantenbeschermingsprincipes
Sawa	Oeganda	Bijdrage aan DD kosten	29.500	50%	Ondertekend	Bijdrage aan de kosten voor opstellen van juridische documenten
Lendable TAF	Multi	Bijdrage aan een technische assistentie faciliteit	301.724	22%	Niet ondertekend	Verbetering van de gender-, E&S, en klantenbeschermingspraktijken van de ondernemingen in het fondsportfolio
Alliance Finance Company	Sri Lanka	Technische assistentie	7.195	65%	Ondertekend	Ondersteuning aan de evaluatie van het beheer van de milieu- en sociale prestaties van de MFI
Banco Azul	El Salvador	Technische assistentie	23.617	80%	Ondertekend	Ondersteuning aan de definitie van een klimaatstrategie
TOTAAL			902.302			

Dit jaar hebben 5 van de 13 projecten als thema het beheer van milieu- en sociale risico's. De andere projecten zijn gericht op de verbetering van de operationele en financiële resultaten van de onderneming via ondersteuning voor de verbetering van het risicobeheer, verbetering van het financieel beheer en de ontwikkeling van nieuwe digitale tools.

Evolutie van het aantal projecten en de bedragen tussen 2021 en 2025

Het aantal projecten en de goedgekeurde bedragen kenden een lichte daling in 2025 door de periode van budgettaire onzekerheid, de verlenging van het verbintenisproces en de problemen van interne capaciteit. Het BDSF-team legde ook de nadruk op de monitoring van het projectportfolio, om bepaalde lopende projecten te kunnen afronden en afsluiten. Dat werk uit zich ook in een groot aantal ondertekeningen en uitbetalingen.

Tabel a: Evolutie van de BDSF-projecten over de afgelopen 5 jaar

	2021	2022	2023	2024	2025
Goedgekeurde projecten	18	20	16	19	13
Totaalbedrag van de goedgekeurde projecten (EUR)	939.957	1.638.790	1.147.707	1.260.746	902.302
Ondertekende projecten	15	19	16	15	15
Totaalbedrag van de ondertekende projecten (EUR)	332.613	1.511.979	1.272.988	879.375	1.361.569
Totaal uitbetaald bedrag (EUR)	864.366	1.568.138	520.770	554.419	1.113.128

Zoals het geval was sinds 2022 kon BIO bij de DGD een beroep doen op de volledige omvang van de fondsen opgenomen in de begroting van code 3 voor 2025 (verlaagd met 23% door de begrotingsbezuiniging) namelijk: €1,53 miljoen waarvan €183.600 beheerskosten.

Bovenop het budget van de DGD heeft BIO ook haar engagement in de TA-programma's verbonden aan de Europese garanties EFSD+ geconcretiseerd. Eind 2025 ontvingen we het bedrag voorzien in de begroting 2025 van €918.303, waarvan 18,5% beheerskosten. Dit TA-programma heeft als doel de ondernemingen te ondersteunen die een lening verkregen bij BIO, die gedekt wordt door het mechanisme van Europese garantie via TGVC (Transforming Global Value Chain) of RET (Renewable Energy Transition). Ter herinnering, die garanties maken deel uit van de tweede pijler van de strategie "EU Global Gateway". BIO heeft een BDSF Officer aangenomen (extra 1/2 VTE) om dit nieuw instrument en de ontwikkeling van projecten daaraan verbonden te ondersteunen. Ze vervoegde BIO in november 2025. Het programma werd officieel gelanceerd in oktober 2025 en een TA-project dat ondersteund zal worden door het Europees TA-programma werd al goedgekeurd.

12.2. Ontwikkelingsimpact

12.2.1 Update van het impactbeheer

In 2025 heeft BIO de operationele implementatie verdergezet van de nieuwe beleidslijnen en nieuwe operationele kaders ontwikkeld in het kader van het "nieuwe" beheerscontract, in het bijzonder de implementatie van de activiteiten voorgesteld in het nieuwe evaluatieplan. Dat bevat de volgende sleutelactiviteiten:

- **Tracking en monitoring van de Strategic Impact Targets (SIT):** Integratie van de monitoringcriteria van de SIT's in de tracking tools voor de ontwikkelingsprestaties van de begunstigden, met nadruk op de nieuwe projecten ondertekend in 2024 waarvoor prioritaire paden voor impact tracking werden ontwikkeld.
- **Strategic Impact Report (SIR):** BIO heeft haar eerste SIR (2024) opgesteld, het bespreekt BIO's algemene prestatie en haar specifieke bijdrages aan elke SIT, net als de uitdagingen en aanbevelingen voor de invoering van het impactkader en de daaraan verbonden criteria. Het rapport werd gebaseerd op de initiële feedback van verschillende stakeholders en liet toe het impactkader te verbeteren maar bevestigde tegelijk de algemene relevantie en toegevoegde waarde.
- **Project Completion Reports (PCR):** In totaal werden 14 projecten afgerond in 2024, elk project zorgde voor een PCR. Voor de meest opvallende projecten vonden intern diepgaande gesprekken plaats om de getrokken lessen te bespreken en te begrijpen. Tegelijk werd de tool gebruikt voor die interne evaluaties aan het einde van een project geüpdatet om het potentieel

tot evaluatie en lessen te versterken, overeenkomstig de verbeterpunten voorgesteld in het nieuwe evaluatieplan.

- **Externe evaluaties (EE):** Ontwikkeling van een stevig stappenplan en lancering van de externe evaluaties, waaronder het opstellen en opstarten van het (externe) stuurcomité voor evaluaties, de ontwikkeling van implementatierichtlijnen en operationele documenten (waaronder jaarlijkse implementatieplannen), de verwezenlijking van marktonderzoek en uitwisselingen met mogelijke leveranciers voor focusstudies voor eindbegunstigden (EBFS voor End-Beneficiary Focus Studies) en de voorbereiding en lancering van de overheidsopdracht EBFS.

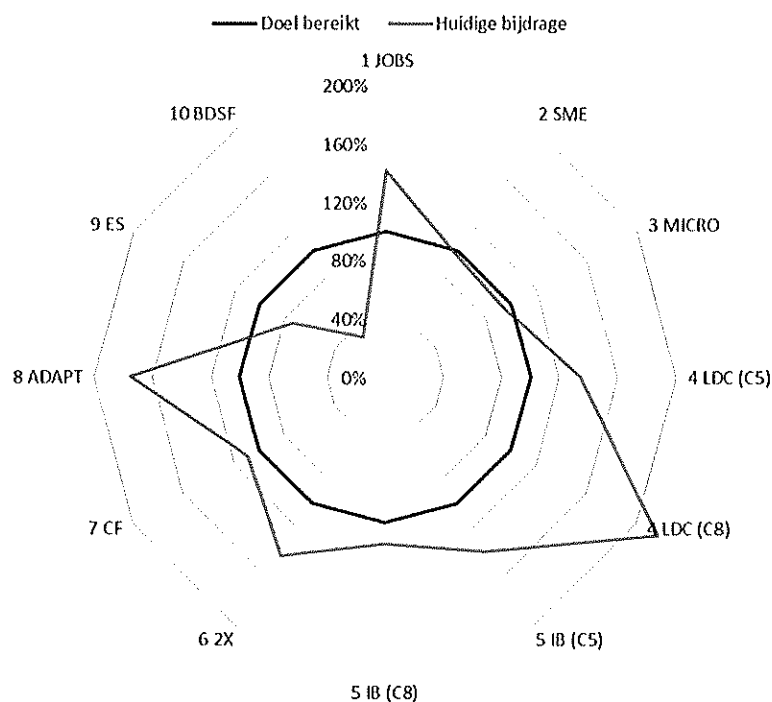
Wat betreft rapportering, alle rapporten werden op tijd ingediend en volgens hoge kwaliteitsnormen. Dat geldt zowel voor de interne als voor de externe rapporten. BIO is het gesprek aangegaan met de OESO en de DGD om haar eerste OECD-DAC-rapport succesvol in te leveren volgens de nieuwe rapporteringsnormen en -vereisten voor de instrumenten van de privésector (PSI), waaronder informatie “equivalent aan subsidies” verbonden aan de instrumentaanpak.

We wijzen er ook op dat BIO in 2025 haar eerste MEL Officer (Monitoring, Evaluation & Learning) heeft aangenomen. Ze zal actief bijdragen aan de implementatie van al die toekomstige activiteiten. Ze vervoegde BIO begin februari 2026.

12.2.2 Bijdrage aan de SIT's

Met uitzondering van één project voor een financieringsverhoging voor een lening toegekend in 2024, inbegrepen in de bijdrage aan de SIT's met een nul-bijdrage bij gebrek, ondergingen alle 30 projecten goedgekeurd in 2025 een ex ante evaluatie van hun bijdrage aan de SIT's. De analyse van de bijdrage aan de SIT's eind 2025 getuigt van behoorlijk stevige resultaten voor het merendeel van de doelstellingen.

De figuur hieronder geeft een samenvatting van de geschatte bijdrage aan de SIT's, voor 2024 en 2025. SIT4 - LDC/FCAS en SIT5 - inclusieve activiteiten werden opgesplitst om de verschillende beoogde percentages weer te geven volgens de financieringsbron (code 5 en code 8). De zwarte lijn “Doel bereikt” vertegenwoordigt het beoogde doel. De rode lijn “huidige bijdrage” toont de cumulatieve bijdrage van de projecten aan elke SIT, op basis van het totale toegezegde bedrag. Wanneer de huidige bijdrage de zwarte lijn bereikt, werd 100% van het doel behaald. Bijvoorbeeld: voor SIT1 - Jobs, betekent 100% van het doel bereikt dat 60% van het totale toegezegde bedrag bijdraagt aan SIT1 - Jobs, het doel werd overschreden met 141%. De bedragen van de bijdrages worden vermeld in tabel y (volgende pagina).



- De doelen omtrent creatie van werkgelegenheid (SIT-1), investeringen in LDC/FCAS (SIT-4), inclusieve activiteiten (SIT-5), genderinvesteringen (SIT-6), klimaatfinanciering (SIT-7) en acties voor klimaatadaptatie (SIT-8) werden bereikt of ruim overschreden.
- De prestaties voor SIT2 - kmo-financiering en SIT3 - microfinanciering bevinden zich net onder de doelstelling en hebben in 2026 mogelijk nood aan meer aandacht aangezien de prestatie een beetje afnam in 2025, voornamelijk door het lager dan voorziene aandeel van investeringen in financiële instellingen.
- De bijdrage aan duurzaam beheer van natuurlijke hulpbronnen - SIT9 blijft onder de doelstelling (7% van de nieuwe verbintenissen tegenover het doel van 10%) en weerspiegelt de relatief recente opkomst van biodiversiteit en het duurzaam beheer van natuurlijke hulpbronnen als prioriteit in de ontwikkelingsfinanciering voorbij pure naleving of risicobeheer. Het blijft onveranderd tegenover vorig jaar.
- De beperkte prestatie van SIT10 was verwacht aangezien de ex post aard afhangt van de goedkeuring van BDSF-projecten en dat gebeurt in het algemeen later in de investeringscyclus en niet bij goedkeuring van de investering. De huidige prestatie en de preliminaire waarschijnlijkheidsbeoordelingen suggereren echter wel dat BIO goed geplaatst is om haar doel te overschrijden (10% van de projecten al ondersteund door het BDSF en 33% van de projecten naar alle waarschijnlijkheid ondersteund in de toekomst; het doel is 30%).

Tabel y – 2024-2025 Goedgekeurde investeringen – Bijdrage aan de SIT's op basis van het totaal toegezegd bedrag

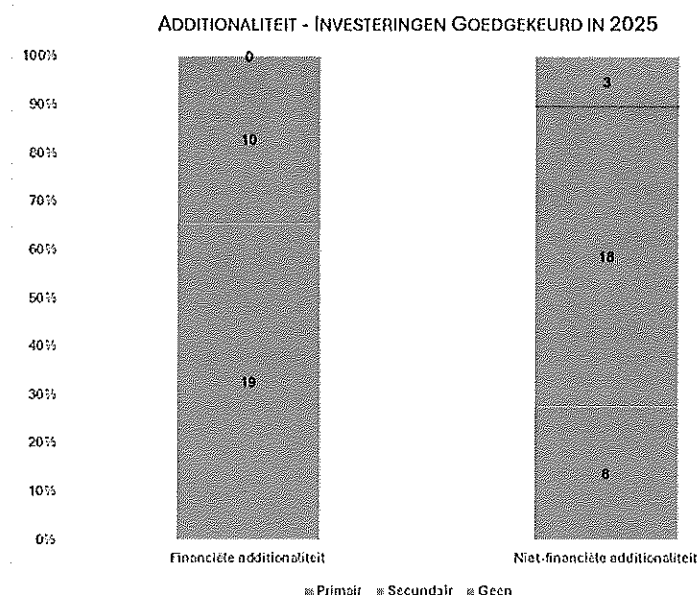
	Strategische Impact Target	Huidige bijdrage %	Huidige bijdrage EUR
1 creatie van jobs	60%	85%	383,9 M
2 kmo-financiering	50%	49%	219,9 M
3 microfinanciering	25%	24%	106,7 M
4 LDC/FCAS – Code 5	50%	67%	24,5 M
4 LDC/FCAS – Code 8	15%	33%	135,6 M
5 inclusieve activiteiten – Code 5	50%	69%	25,3 M
5 inclusieve activiteiten – Code 8	25%	29%	119,1 M
6 gendergelijkheid	40%	57%	256,7 M
7 financiering van de strijd tegen klimaatverandering	20%	22%	98,2 M
8 klimaatadaptatie	20%	35%	158,5 M
9 duurzaam beheer van natuurlijke hulpbronnen	10%	7%	33,2 M
10 BDSF	30% (#)	10%	5 projecten

Zoals vermeld moeten de SIT's cumulatief bereikt worden over de vijf jaar van het beheerscontract (2024-2028). Elke doelstelling wordt uitgedrukt in percentage van de toegezegde investeringen¹². Tabel y toont de exacte huidige bijdrage in percentage en in waarde op basis van het cumulatieve toegezegde bedrag over 2024 en 2025, de vooruitgang om elke doelstelling te bereiken wordt getoond. De globale prestatie toont dat BIO erin geslaagd is de investeringen uitgevoerd tijdens de eerste twee jaar af te stemmen op het merendeel van haar strategische impactprioriteiten.

¹² Totaal bedrag toegezegd voor alle SIT's behalve SIT10-BDSF, uitgedrukt in percentage van het totaal aantal toegezegde projecten.

12.2.3 Financiële en niet-financiële additionaliteit

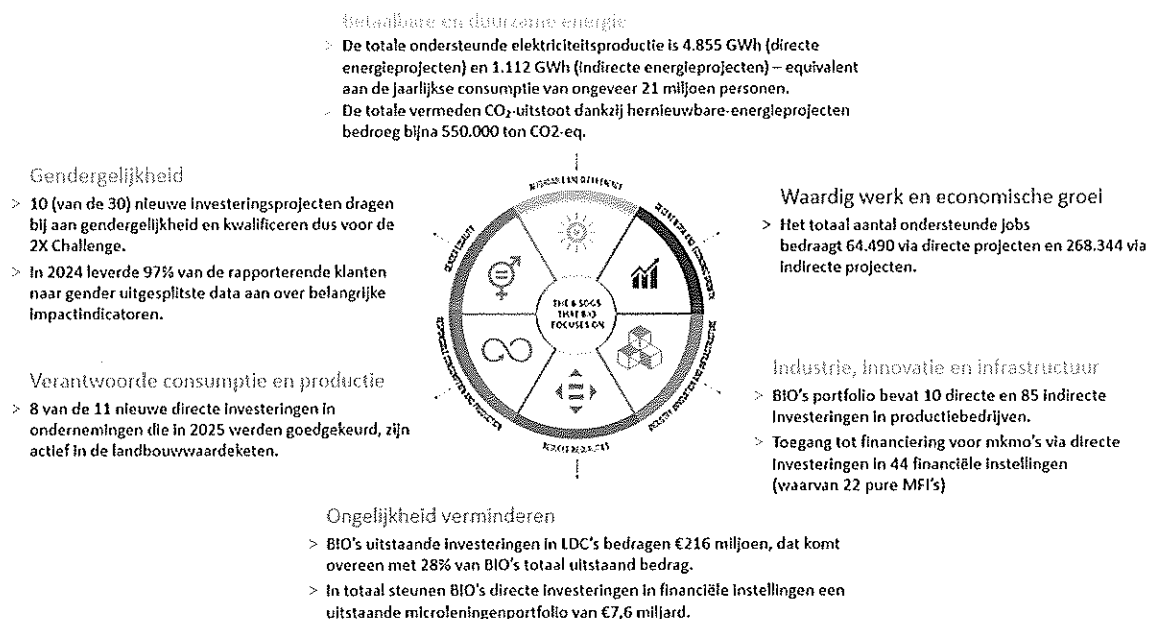
Een ander aspect dat systematisch beoordeeld wordt, is de additionaliteit, dat is BIO's toegevoegde waarde aan een investeringsproject, op financieel en niet-financieel vlak. De grafiek hieronder geeft het aantal projecten weer waar de financiële en niet-financiële additionaliteit van BIO een primair of secundair aspect is. Er dient opgemerkt te worden dat een project ter verlenging van een al toegekende lening niet onderworpen werd aan een nieuwe analyse van additionaliteit, dat is dus niet inbegrepen in de lijst.



Voor de investeringen goedgekeurd in 2025 bedraagt BIO's financiële additionaliteit 100% met 19 op 29 projecten (66%) waarvoor die beschouwd wordt als primaire doelstelling. Financiële additionaliteit wordt beschouwd als primaire doelstelling als BIO aangepaste financieringen biedt die niet beschikbaar zijn op de markt (wat betreft omvang, duur of aard van vereiste garanties).

90% van BIO's investeringen goedgekeurd in 2025 getuigden ook van niet-financiële additionaliteit (26 op 29 projecten). Voor 8 projecten wordt ze beschouwd als primaire doelstelling (28% van het totaal) en voor 18 als secundaire doelstelling (62% van het totaal). De niet-financiële additionaliteit heeft het volgende tot doel: (1) beter E&S-risicobeheer (10 projecten, waarvan voor 3 het beschouwd wordt als primaire doelstelling), (2) sterkere capaciteiten voor bedrijfsbeheer - waaronder de aspecten van goed bestuur (9 projecten, waarvan voor 3 het beschouwd wordt als primaire doelstelling), of met verbeteringen wat betreft gender of klimaat (7 projecten, waarvan voor 2 het beschouwd wordt als primaire doelstelling). Het vaakst dient die additionaliteit bereikt te worden via een interventie van het Business Development Support Fund (bv. 3 mogelijke technische assistentie faciliteiten met nadruk op duurzaamheidsonderwerpen). Zo'n ondersteuning wordt als zeer waarschijnlijk beschouwd voor 8 projecten en als waarschijnlijk voor 11 projecten, terwijl er 4 al genoten van BIO's technische assistentie als onderdeel van de due diligence of van vorige projecten.

Samenvatting van de ontwikkelingsprestaties per prioritaire SDG voor BIO¹³



12.3. Evaluatie van de milieu- en sociale risico's

Update van het milieu- en sociaal risicobeheer

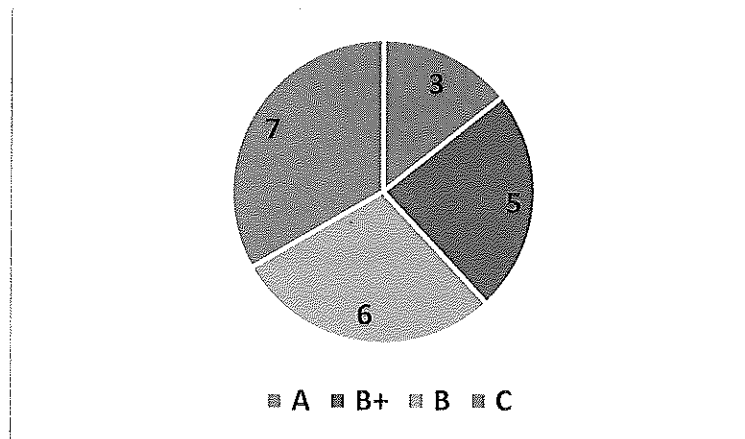
In 2025 heeft BIO de operationele implementatie verdergezet van nieuwe milieu- en sociale (E&S) beleidslijnen en operationele initiatieven ontwikkeld in het kader van het "nieuwe" beheerscontract en BIO's institutionele doelstellingen. Dat bevat de volgende sleutelactiviteiten:

- **Mensenrechtenbeleid:** Het nieuwe mensenrechtenbeleid werd in februari 2025 afgerond en goedgekeurd door BIO's raad van bestuur. BIO is een actieve dialoog aangegaan met relevante stakeholders (bv. vakbondsvertegenwoordigers en vertegenwoordigers van het platform waardig werk) om opportuniteiten te identificeren voor betere coördinatie tijdens de risico-evaluatie van mensenrechten in nieuwe investeringsprojecten of bestaande projecten. BIO heeft ook de update aangevat van tools en het interne analysekader om overwegingen betreffende mensenrechten beter te integreren in de globale investeringscyclus. De implementatie is nog steeds aan de gang en wordt voorzien afgerond te worden in 2026.
- **Consumentenbescherming voor microfinancieringsinstellingen:** BIO heeft een revisie gelanceerd van haar aanpak tot consumentenbescherming van onze financiële instellingen, om de zwakke punten en uitdagingen aan te kaarten benadrukt door gelijken en stakeholders in de microfinancieringssector.
- **Dubbele materialiteitsbeoordeling:** BIO heeft een interne dubbele materialiteitsbeoordeling gelanceerd van de risico's en gevolgen verbonden aan haar activiteiten en haar waardeketen (overeenkomstig relevante internationale normen). Af te ronden in 2026.

Investeringsprojecten ondertekend in 2025

In 2025 heeft BIO 21 nieuwe investeringsprojecten ondertekend die alle onderworpen werden aan een E&S-risicobeoordeling direct of indirect verbonden aan hun activiteiten. De investeringsprojecten worden onderverdeeld in 4 risicogroepen (A, B+, B of C), ze vertegenwoordigen respectievelijk projecten met een hoog, middelhoog, middellaag en laag risico. Figuur z toont de E&S-risicocategorie van de projecten ondertekend in 2025.

Figuur z: E&S-risicocategorie van de projecten ondertekend in 2025



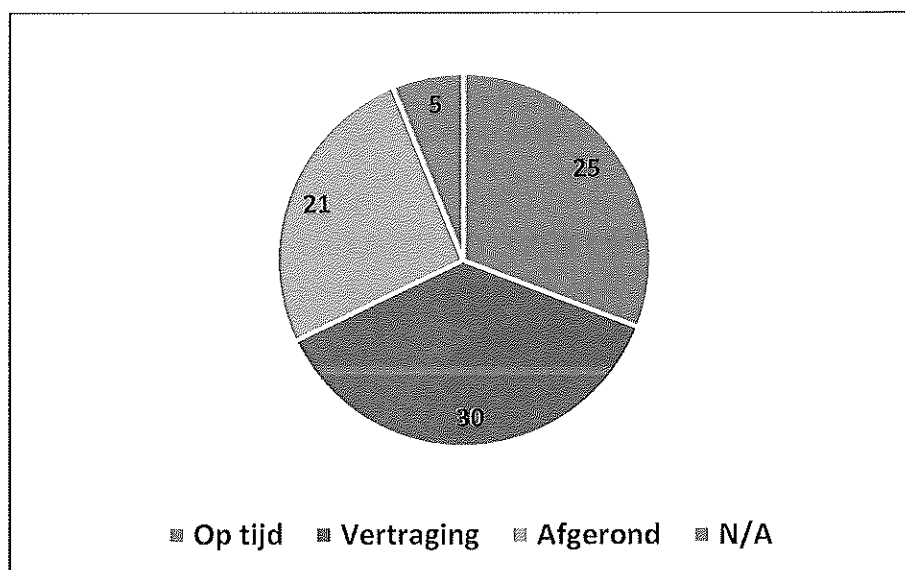
BIO definieert voor elke klant de gepaste milieu- en sociale vereisten en neemt opvolgingsmaatregelen om de implementatie te garanderen, aan de hand van een milieu- en sociaal actieplan (ESAP voor Environmental & Social Action Plan) geïntegreerd in het financieringscontract. Van de 21 ondertekende dossiers werden er 18 onderworpen aan de invoering van een ESAP.

- 12 van die ESAP's bevatten acties verbonden aan werknemers en arbeidsomstandigheden;
- 8 van die ESAP's bevatten acties verbonden aan rationeel gebruik van middelen en preventie van vervuiling;
- 9 van die ESAP's bevatten acties verbonden aan gezondheid, veiligheid en zekerheid van gemeenschappen;
- 1 van die ESAP's bevat acties verbonden aan grondverwerving en ontheemding;
- 2 van die ESAP's bevatten acties verbonden aan behoud van biodiversiteit en duurzaam beheer van natuurlijke hulpbronnen;
- 1 van die ESAP's bevat acties verbonden aan autochtone bevolking;
- 1 van die ESAP's bevat acties verbonden aan cultureel erfgoed.

E&S-opvolging van de projecten in portefeuille

BIO werkt nauw samen met haar klanten om hun prestatie op te volgen en te steunen, voornamelijk via de opvolging van de implementatie van het ESAP. Van alle projecten in de portefeuille worden 81 projecten onderworpen aan actieve E&S-opvolging (het gaat om projecten ondertekend in de afgelopen 3 jaar, projecten waarvan de ESAP nog niet werd afgerond, en projecten die het onderwerp waren van ernstige incidenten). Figuur w toont de voortgang van de implementatie van de ESAP's voor de projecten onder actieve E&S-monitoring.

Figuur w: Voortgang van de implementatie van de ESAP's



Bepaalde projecten die bijzonder hoge E&S-risico's vertoonden worden onderworpen aan een specifieke E&S-opvolging, in coördinatie met het topmanagement van BIO. Het gaat om projecten die (1) ernstige incidenten ondervonden en waarvan BIO inschat dat die niet gepast werden opgevolgd door de klant, (2) inbreuk maken op BIO's uitsluitingslijst, (3) het onderwerp zijn van negatieve aandacht door middenveldorganisaties, het publiek of media waardoor BIO's reputatie schade kan ondervinden. Die projecten worden op een E&S Watchlist gezet. Eind 2025 bevonden 4 projecten zich op de E&S Watchlist.

12.4. Betrokkenheid van de stakeholders

In 2025 bleef BIO initiatieven nemen om kennis en goede praktijken uit te wisselen met andere actoren van de ontwikkelingssamenwerking, en om deel te nemen aan de inspanningen voor coördinatie en afstemming op het niveau van EDFI, wat zich vertaalde in de volgende activiteiten:

- Regelmatige uitwisselingen met relevante stakeholders van het ecosysteem van Belgische samenwerking (zoals de DGD, Enabel, ARGO/CCGD, platform landbouw en voedselzekerheid);
- Werkvergaderingen met het EDFI-netwerk over onderwerpen verbonden aan ontwikkelingsimpactbeheer, E&S-risicobeheer, technische assistentie en BIO's transversale prioriteiten (bv. duurzame financiering, impactbeoordeling, coördinatie om de update te herzien van de IFC-prestatienormen, update van de EDFI FI Harmonized Standard, enz.);
- Werkvergaderingen met andere DFI's, MDB's of IFI's over onderwerpen zoals E&S-risicobeheer in fragiele en door conflict getroffen contexten en kennisdeling over opkomende sociale risico's;
- Vergaderingen en deelname aan evenementen over waardig werk (waaronder het Coördinatieplatform Waardig Werk, IAO, Nationale Arbeidsraad);
- Dialoog met middenveldorganisaties en specialisten over onderwerpen verbonden aan consumentenbescherming in de microfinancieringssector;
- Deelname aan vergaderingen over initiatieven ter ondersteuning van impact investing (2X, OPIM, JIM, OESO, PSI/PSM);
- Co-organisatie van Belgian Impact Week met Impact Finance Belgium en andere partners.

Brussel, 12 maart 2026

De raad van bestuur

Vertegenwoordigd door Géraldine Georges, voorzitter van de raad van bestuur

A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke extending to the right.

VERSLAG VAN DE COMMISSARISSEN



Manhattan Office Tower
Bolwerklaan 21 bus 8
1210 Brussel
België
Tel: +32 (0)2 779 02 02
www.mazars.be



Regentschapsstraat 2
1000 Brussel
België
Tel: +32 (0)2 551 81 11
www.ccrek.be

BELGISCHE INVESTERINGSMAATSCHAPPIJ VOOR ONTWIKKELINGSLANDEN (afgekort « BIO ») NV

Verslag van het College van commissarissen

Boekjaar 31.12.2025

BIO NV

Ondernemingsnummer: BE0476.286.331

Verslag van het College van commissarissen aan de algemene vergadering van de naamloze vennootschap BELGISCHE INVESTERINGSMAATSCHAPPIJ VOOR ONTWIKKELINGSLANDEN (afgekort « BIO ») over het boekjaar afgesloten op 31 december 2025

In het kader van de wettelijke controle van de jaarrekening van de naamloze vennootschap BELGISCHE INVESTERINGSMAATSCHAPPIJ VOOR ONTWIKKELINGSLANDEN (afgekort « BIO ») (de « Vennootschap »), leggen wij het verslag van het College van commissarissen voor. Dit bevat ons verslag over de jaarrekening en de overige door wet- en regelgeving gestelde eisen. Dit vormt een geheel en is ondeelbaar.

De leden van het Instituut van de Bedrijfsrevisoren werden door de algemene vergadering van de Vennootschap van 31 mei 2023 benoemd als commissaris, overeenkomstig het voorstel van het bestuursorgaan. Hun mandaat loopt af op de datum van de algemene vergadering die beraadslaagt over de jaarrekening afgesloten op 31 december 2025. Zij hebben de wettelijke controle van de jaarrekening van de Vennootschap uitgevoerd gedurende zes opeenvolgende boekjaren.

Overeenkomstig artikel 5bis, § 2, van de wet van 3 november 2001 tot oprichting van de Vennootschap heeft de algemene vergadering van het Rekenhof van 15 juni 2022 onder de leden van het Hof de huidige commissaris benoemd met ingang vanaf 15 juni 2022 voor een hernieuwbare termijn van 3 jaar.

Verslag over de jaarrekening

Oordeel zonder voorbehoud

Wij hebben de wettelijke controle uitgevoerd van de jaarrekening van de Vennootschap, die de balans op 31 december 2025 omvat, alsook de resultatenrekening van het boekjaar afgesloten op die datum en de toelichting, met een balanstotaal van € 1.196.052.494 en waarvan de resultatenrekening afsluit met een winst van het boekjaar van € 8.970.780.

Naar ons oordeel geeft de jaarrekening een getrouw beeld van het vermogen en de financiële toestand van de Vennootschap per 31 december 2025, alsook van haar resultaten over het boekjaar dat op die datum is afgesloten, in overeenstemming met het in België van toepassing zijnde boekhoudkundig referentiestelsel.

Basis voor het oordeel zonder voorbehoud

Wij hebben onze controle uitgevoerd volgens de internationale controlestandaarden (ISA's) zoals van toepassing in België. Onze verantwoordelijkheden op grond van deze standaarden zijn verder beschreven in de sectie "Verantwoordelijkheden van het College van commissarissen voor de controle van de jaarrekening" van ons verslag. Wij hebben alle deontologische vereisten die relevant zijn voor de controle van de jaarrekening in België nageleefd, met inbegrip van deze met betrekking tot de onafhankelijkheid.

Wij hebben van het bestuursorgaan en van de aangestelden van de Vennootschap de voor onze controle vereiste ophelderingen en inlichtingen verkregen.

Wij zijn van mening dat de door ons verkregen controle-informatie voldoende en geschikt is als basis voor ons oordeel.

Verantwoordelijkheden van het bestuursorgaan voor het opstellen van de jaarrekening

Het bestuursorgaan is verantwoordelijk voor het opstellen van de jaarrekening die een getrouw beeld geeft in overeenstemming met het in België van toepassing zijnde boekhoudkundig referentiestelsel, alsook voor de interne beheersing die het bestuursorgaan noodzakelijk acht voor het opstellen van de jaarrekening die geen afwijking van materieel belang bevat die het gevolg is van fraude of van fouten.

Bij het opstellen van de jaarrekening is het bestuursorgaan verantwoordelijk voor het inschatten van de mogelijkheid van de Vennootschap om haar continuïteit te handhaven, het toelichten, indien van toepassing, van aangelegenheden die met continuïteit verband houden en het gebruiken van de continuïteitsveronderstelling, tenzij het bestuursorgaan het voornemen heeft om de Vennootschap te liquideren of om de bedrijfsactiviteiten te beëindigen of geen realistisch alternatief heeft dan dit te doen.

Verantwoordelijkheden van het College van commissarissen voor de controle van de jaarrekening

Onze doelstellingen zijn het verkrijgen van een redelijke mate van zekerheid over de vraag of de jaarrekening als geheel geen afwijking van materieel belang bevat die het gevolg is van fraude of van fouten en het uitbrengen van een commissarisverslag waarin ons oordeel is opgenomen. Een redelijke mate van zekerheid is een hoog niveau van zekerheid, maar is geen garantie dat een controle die overeenkomstig de ISA's is uitgevoerd altijd een afwijking van materieel belang ontdekt wanneer die bestaat. Afwijkingen kunnen zich voordoen als gevolg van fraude of fouten en worden als van materieel belang beschouwd indien redelijkerwijs kan worden verwacht dat zij, individueel of gezamenlijk, de economische beslissingen genomen door gebruikers op basis van deze jaarrekening, beïnvloeden.

Bij de uitvoering van onze controle leven wij het wettelijk, reglementair en normatief kader dat van toepassing is op de controle van de jaarrekening in België na. Een wettelijke controle biedt evenwel geen zekerheid omtrent de toekomstige levensvatbaarheid van de Vennootschap, noch omtrent de efficiëntie of de doeltreffendheid waarmee het bestuursorgaan de bedrijfsvoering van de Vennootschap ter hand heeft genomen of zal nemen. Onze verantwoordelijkheden inzake de door het bestuursorgaan gehanteerde continuïteitsveronderstelling staan hieronder beschreven.

Als deel van een controle uitgevoerd overeenkomstig de ISA's, passen wij professionele oordeelsvorming toe en handhaven wij een professioneel-kritische instelling gedurende de controle. We voeren tevens de volgende werkzaamheden uit:

- het identificeren en inschatten van de risico's dat de jaarrekening een afwijking van materieel belang bevat die het gevolg is van fraude of van fouten, het bepalen en uitvoeren van controlewerkzaamheden die op deze risico's inspelen en het verkrijgen van controle-informatie die voldoende en geschikt is als basis voor ons oordeel. Het risico van het niet detecteren van een van materieel belang zijnde afwijking is groter indien die afwijking het gevolg is van fraude dan indien zij het gevolg is van fouten, omdat bij fraude sprake kan zijn van samenspanning, valsheid in geschrifte, het opzettelijk nalaten om transacties vast te leggen, het opzettelijk verkeerd voorstellen van zaken of het doorbreken van de interne beheersing;
- het verkrijgen van inzicht in de interne beheersing die relevant is voor de controle, met als doel controlewerkzaamheden op te zetten die in de gegeven omstandigheden geschikt zijn maar die niet zijn gericht op het geven van een oordeel over de effectiviteit van de interne beheersing van de Vennootschap;
- het evalueren van de geschiktheid van de gehanteerde grondslagen voor financiële verslaggeving en het evalueren van de redelijkheid van de door het bestuursorgaan gemaakte schattingen en van de daarop betrekking hebbende toelichtingen;

BIO NV

Ondernemingsnummer: BE0476.286.331

- het concluderen of de door het bestuursorgaan gehanteerde continuïteitsveronderstelling aanvaardbaar is, en het concluderen, op basis van de verkregen controle-informatie, of er een onzekerheid van materieel belang bestaat met betrekking tot gebeurtenissen of omstandigheden die significante twijfel kunnen doen ontstaan over de mogelijkheid van de Vennootschap om haar continuïteit te handhaven. Indien wij concluderen dat er een onzekerheid van materieel belang bestaat, zijn wij ertoe gehouden om de aandacht in ons commissarisverslag te vestigen op de daarop betrekking hebbende toelichtingen in de jaarrekening, of, indien deze toelichtingen inadequaat zijn, om ons oordeel aan te passen. Onze conclusies zijn gebaseerd op de controle-informatie die verkregen is tot de datum van ons commissarisverslag. Toekomstige gebeurtenissen of omstandigheden kunnen er echter toe leiden dat de Vennootschap haar continuïteit niet langer kan handhaven;
- het evalueren van de algehele presentatie, structuur en inhoud van de jaarrekening, en van de vraag of de jaarrekening de onderliggende transacties en gebeurtenissen weergeeft op een wijze die leidt tot een getrouw beeld.

Wij communiceren met het bestuursorgaan onder meer over de geplande reikwijdte en timing van de controle en over de significante controlebevindingen, waaronder eventuele significante tekortkomingen in de interne beheersing die wij identificeren gedurende onze controle.

Overige door wet- en regelgeving gestelde eisen

Verantwoordelijkheden van het bestuursorgaan

Het bestuursorgaan is verantwoordelijk voor het opstellen en de inhoud van het jaarverslag en de andere daarin opgenomen informatie, voor het naleven van de wettelijke en bestuursrechtelijke voorschriften die van toepassing zijn op het voeren van de boekhouding, alsook voor het naleven van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en van de statuten van de Vennootschap.

Verantwoordelijkheden van het College van commissarissen

In het kader van onze opdracht en overeenkomstig de Belgische bijkomende norm (herziene versie 2020) bij de in België van toepassing zijnde internationale controlestandaarden (ISA's), is het onze verantwoordelijkheid om, in alle van materieel belang zijnde opzichten, het jaarverslag en de andere daarin opgenomen informatie, alsook de naleving van bepaalde verplichtingen uit het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en van de statuten te verifiëren, alsook verslag over deze aangelegenheden uit te brengen.

Aspecten betreffende het jaarverslag en de andere daarin opgenomen informatie

Na het uitvoeren van specifieke werkzaamheden op het jaarverslag, zijn wij van oordeel dat dit jaarverslag overeenstemt met de jaarrekening voor hetzelfde boekjaar en is opgesteld overeenkomstig de artikelen 3:5 en 3:6 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

In de context van onze controle van de jaarrekening zijn wij tevens verantwoordelijk voor het overwegen, in het bijzonder op basis van de kennis verkregen in de controle, of het jaarverslag en de andere daarin opgenomen informatie, zijnde:

1. Getrouwe uiteenzetting van de evolutie van de investeringsactiviteiten en van het resultaat van de vennootschap;
2. Belangrijke gebeurtenissen die na het einde van het boekjaar plaatsvonden;
3. Indicatoren van limieten en ontvangen middelen;
4. Indicatoren voor R&D;
5. Bijkantoren

BIO NV

Ondernemingsnummer: BE0476.286.331

6. Bedrijfscontinuïteit;
7. Doel en bedrijfsstructuur;
8. Financiële middelen en risico's;
9. Activiteiten van de commissarissen;
10. Belangenconflict;
11. Uitgifte van deelbewijzen.

een afwijking van materieel belang bevatten, hetzij informatie die onjuist vermeld is of anderszins misleidend is. In het licht van de werkzaamheden die wij hebben uitgevoerd, hebben wij geen afwijking van materieel belang te melden.

Wij drukken geen enkele mate van zekerheid uit over het jaarverslag en de andere daarin opgenomen informatie.

Vermelding betreffende de sociale balans

De sociale balans neer te leggen bij de Nationale Bank van België overeenkomstig artikel 3:12, §1, 8° van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, bevat, zowel qua vorm als qua inhoud alle door dit Wetboek voorgeschreven inlichtingen, waaronder deze betreffende de informatie inzake de lonen en de vormingen, en bevat geen van materieel belang zijnde inconsistenties ten aanzien van de informatie waarover wij beschikken in het kader van onze opdracht. Voor de opmaak van de sociale balans steunt de Vennootschap op informatie afkomstig van het sociaal secretariaat en interimkantoren. Er worden opleidingsinspanningen gerapporteerd in de sociale balans, zij het deels geraamd op forfaitaire basis.

Vermeldingen betreffende de onafhankelijkheid

Ons bedrijfsrevisorenkantoor en ons netwerk hebben geen opdrachten die onverenigbaar zijn met de wettelijke controle van de jaarrekening verricht, en wij zijn in de loop van het mandaat onafhankelijk gebleven tegenover de Vennootschap.

Andere vermeldingen

- Ten aanzien van de volledigheid en de beoordeling van de verplichtingen buiten balans, wordt gesteund op de bevestiging van de bedrijfsleiding en derden terzake. Onverminderd voorgaande en formele aspecten van ondergeschikt belang, werd de boekhouding gevoerd in overeenstemming met de in België van toepassing zijnde wettelijke en bestuursrechtelijke voorschriften.
- Wij dienen u geen verrichtingen of beslissingen mede te delen die in overtreding met de statuten of het Wetboek van vennootschappen en verenigingen zijn gedaan of genomen.
- De resultaatverwerking, die aan de algemene vergadering wordt voorgesteld, stemt overeen met de wettelijke en statutaire bepalingen.



BIO NV

Ondernemingsnummer: BE0476.286.331

Brussel, 13 maart 2026

Forvis Mazars Bedrijfsrevisoren BV

Commissaris

Vertegenwoordigd door

Brussel, 13 maart 2026

Commissaris

Digitaal ondertekend

door Van Laethem

Nele Maria C

Datum: 13/03/2026

11:07:17

Nele Van Laethem

Tine
Debusschere
(Signature)

Digitaal ondertekend door
Tine Debusschere (Signature)
Datum: 2026.03.12 21:58:53
+01'00'

Tine Debusschere
Griffier van het Rekenhof

SOCIALE BALANS

Nummers van de paritaire comités die voor de vennootschap bevoegd zijn: 200

STAAT VAN DE TEWERKGESTELDE PERSONEN

WERKNEMERS WAARVOOR DE VENNOOTSCHAP EEN DIMONA-VERKLARING HEEFT INGEDIEND OF DIE ZIJN INGESCHREVEN IN HET ALGEMEEN PERSONEELSREGISTER

Tijdens het boekjaar	Codes	Totaal	1. Mannen	2. Vrouwen
Gemiddeld aantal werknemers				
Voltijds	1001	69,6	35,3	34,3
Deeltijds	1002	16,6	7,3	9,3
Totaal in voltijdse equivalenten (VTE)	1003	82,6	41,1	41,5
Aantal daadwerkelijk gepresteerde uren				
Voltijds	1011	103.473	54.393	49.080
Deeltijds	1012	20.478	9.463	11.015
Totaal	1013	123.951	63.856	60.095
Personeelskosten				
Voltijds	1021	9.109.802	4.620.345	4.489.457
Deeltijds	1022	2.172.740	955.482	1.217.258
Totaal	1023	11.282.542	5.575.827	5.706.715
Bedrag van de voordelen bovenop het loon	1033			

Tijdens het vorige boekjaar	Codes	P. Totaal	1P. Mannen	2P. Vrouwen
Gemiddeld aantal werknemers in VTE	1003	76,8	39,8	37
Aantal daadwerkelijk gepresteerde uren	1013	116.020	63.726	52.294
Personeelskosten	1023	10.738.120	5.550.492	5.187.627
Bedrag van de voordelen bovenop het loon	1033			

WERKNEMERS WAARVOOR DE VENNOOTSCHAP EEN DIMONA-VERKLARING HEEFT INGEDIEND OF DIE ZIJN INGESCHREVEN IN HET ALGEMEEN PERSONEELSREGISTER (vervolg)

Op de afsluitingsdatum van het boekjaar	Codes	1. Voltijds	2. Deeltijds	3. Totaal in voltijdse equivalenten
Aantal werknemers	105	76	13	86,4
Volgens de aard van de arbeidsovereenkomst				
Overeenkomst voor een onbepaalde tijd	110	76	12	85,8
Overeenkomst voor een bepaalde tijd	111		1	0,6
Overeenkomst voor een duidelijk omschreven werk	112			
Vervangingsovereenkomst	113			
Volgens het geslacht en het studieniveau				
Mannen	120	37	5	41,1
lager onderwijs	1200	2	1	2,8
secundair onderwijs	1201			
hoger niet-universitair onderwijs	1202	1	1	1,8
universitair onderwijs	1203	34	3	36,5
Vrouwen	121	39	8	45,3
lager onderwijs	1210	5		5
secundair onderwijs	1211	1	2	2,6
hoger niet-universitair onderwijs	1212	2		2
universitair onderwijs	1213	31	6	35,7
Volgens de beroepscategorie				
Directiepersoneel	130			
Bedienden	134	76	13	86,4
Arbeiders	132			
Andere	133			

UITZENDKRACHTEN EN TER BESCHIKKING VAN DE VENNOOTSCHAP GESTELDE PERSONEN

Tijdens het boekjaar	Codes	1. Uitzendkrachten	2. Ter beschikking van de vennootschap gestelde personen
Gemiddeld aantal tewerkgestelde personen	150	0,1	
Aantal daadwerkelijk gepresteerde uren	151	197	
Kosten voor de vennootschap	152	17.388	

TABEL VAN HET PERSONEELSVERLOOP TIJDENS HET BOEKJAAR

INGETREDEN

Aantal werknemers waarvoor de vennootschap tijdens het boekjaar een DIMONA-verklaring heeft ingediend of die tijdens het boekjaar werden ingeschreven in het algemeen personeelsregister

Volgens de aard van de arbeidsovereenkomst

- Overeenkomst voor een onbepaalde tijd
- Overeenkomst voor een bepaalde tijd
- Overeenkomst voor een duidelijk omschreven werk
- Vervangingsovereenkomst

Codes	1. Voltijds	2. Deeltijds	3. Totaal in voltijdse equivalenten
205	13	6	16,6
210	12		12
211	1	6	4,6
212			
213			

UITGETREDEN

Aantal werknemers met een in de DIMONA-verklaring aangegeven of een in het algemeen personeelsregister opgetekende datum waarop hun overeenkomst tijdens het boekjaar een einde nam

Volgens de aard van de arbeidsovereenkomst

- Overeenkomst voor een onbepaalde tijd
- Overeenkomst voor een bepaalde tijd
- Overeenkomst voor een duidelijk omschreven werk
- Vervangingsovereenkomst

Volgens de reden van beëindiging van de overeenkomst

- Pensioen
- Werkloosheid met bedrijfstoeslag
- Afdanking
- Andere reden
 - Waarvan: het aantal werknemers dat als zelfstandige ten minste op halftijdse basis diensten blijft verlenen aan de vennootschap

Codes	1. Voltijds	2. Deeltijds	3. Totaal in voltijdse equivalenten
305	5	7	9,7
310	4	2	5,7
311	1	5	4
312			
313			
340			
341			
342			
343	5	7	9,7
350			

INLICHTINGEN OVER DE OPLEIDINGEN VOOR DE WERKNEMERS TIJDENS HET BOEKJAAR

Totaal van de formele voortgezette beroepsopleidingsinitiatieven ten laste van de werkgever

Aantal betrokken werknemers	
Aantal gevolgde opleidingsuren	
Nettokosten voor de vennootschap	
waarvan brutokosten rechtstreeks verbonden met de opleiding	
waarvan betaalde bijdragen en stortingen aan collectieve fondsen	
waarvan ontvangen tegemoetkomingen (in mindering)	

Totaal van de minder formele en informele voortgezette beroepsopleidingsinitiatieven ten laste van de werkgever

Aantal betrokken werknemers	
Aantal gevolgde opleidingsuren	
Nettokosten voor de vennootschap	

Totaal van de initiële beroepsopleidingsinitiatieven ten laste van de werkgever

Aantal betrokken werknemers	
Aantal gevolgde opleidingsuren	
Nettokosten voor de vennootschap	

Codes	Mannen	Codes	Vrouwen
5801	30	5811	28
5802	929	5812	905
5803	36.915	5813	34.454
58031	40.839	58131	38.117
58032		58132	
58033	3.924	58133	3.662
5821		5831	
5822		5832	
5823		5833	
5841		5851	
5842		5852	
5843		5853	

REMUNERATIEVERSLAG

voor de vennootschappen waarin de overheid of één of meer publiekrechtelijke rechtspersonen een controle uitoefenen (artikel 3:12, §1, 9° van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen)

Remuneratieverslag 2025

Conform artikel 3:12 § 1, 9 ° van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen geven wij u een overzicht op individuele basis van het bedrag van de remuneratie en andere betaalde voordelen, zowel in speciën als in natura dië, rechtstreeks of onrechtstreek, door de vennootschap of een vennootschap die tot de consolidatiekring van de vennootschap behoort, aan niet- uitvoerende bestuurders en de uitvoerende bestuurders wat betreft hun mandaat als lid van de raad van bestuur tijdens het door het jaarverslag behandelde boekjaar werden toegekend.

Georges Géraldine, Voorzitter van de raad van bestuur, 10.457,88
Samira Bersoul, Bestuurder, 8.500,00
Charlier Jean-Christophe, Bestuurder, 10.000,00
Laurence Christians, Bestuurder, 8.500,00
Annelies De Backer Bestuurder, 11.000,00
Marraha Illias, Bestuurder, 6.000,00
Salhab Jade, Bestuurder, 10.500,00
Moors Peter, Bestuurder, 10.000,00
Sophie Tibesar, Bestuurder, 7.500,00
Verhelst Pieter, Ondervoorzitter van de raad van Bestuur, 7.978,96

BELANGENCONFLICTEN EN OVEREENKOMSTEN

- Notulen of bijzonder verslag over de beslissingen en/of verrichtingen die een vermogensrechtelijk belangenconflict inhouden tussen een bestuurder en de vennootschap en/of over de tussen de enige bestuurder die tevens de enige aandeelhouder is en de vennootschap gesloten overeenkomsten (artikel 5:77, §1, artikel 6:65, §1, artikel 7:96, §1 en artikel 7:103, §1 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen)
- Verslag over de tussen de enige aandeelhouder en de vennootschap gesloten overeenkomsten (artikel 7:231, lid 3 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen)

Het derde beheerscontract tussen de Belgische Staat en de Belgische Investeringsmaatschappij voor Ontwikkelingslanden (BIO) werd op 25 december 2023 bij Koninklijk Besluit gesloten voor de periode van 1 januari 2024 tot 31 december 2028.

Het koninklijk besluit van 12 december 2018 houdende goedkeuring van het tweede beheerscontract tussen de Belgische Staat en de naamloze vennootschap van publiek recht "Belgische Investeringsmaatschappij voor Ontwikkelingslanden" (BIO NV), het koninklijk besluit houdende goedkeuring van de wijziging van het tweede beheerscontract tussen de Belgische Staat en de naamloze vennootschap van publiek recht "Belgische Investeringsmaatschappij voor Ontwikkelingslanden" (BIO NV) van 22 augustus 2020 en het Koninklijk besluit houdende goedkeuring van de wijziging van het tweede beheerscontract tussen de Belgische Staat en de naamloze vennootschap van publiek recht "Belgische Investeringsmaatschappij voor Ontwikkelingslanden" van 3 oktober 2021, worden opgeheve.

ANDERE DOCUMENTEN

(door de vennootschap te specificëren)

Vermelding in toepassing van art 3:12 § 1, 5° c) Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen: Tijdens het afgesloten boekjaar 2025 werd, in toepassing van het derde beheerscontract een bedrag van 10.328.000,00 EUR kapitaalsubsidiees door de Belgische federale staat toegekend en uitbetaald aan de vennootschap